

Lever de rideau en Hongrie

Comme si elle s'était fait fort de ne pas laisser un seul tabou intact, la Hongrie commença dans trois semaines, le 3 mai exactement, à démanteler le rideau de fer. La portée de cette initiative est plus symbolique que pratique, puisqu'il s'agit de supprimer le dispositif d'alarme - essentiellement du grillage électrifié - sur quatre des quelque cent vingt kilomètres de la frontière austro-hongroise.

Cette frontière avec une Autriche neutre n'est d'ailleurs pas la plus sensible du pacte de Varsovie : les Hongrois ont depuis plusieurs mois la possibilité de se rendre librement chez leurs voisins autrichiens, qu'ils envahissent régulièrement pour satisfaire leur appétit en biens de consommation.

Dans le même temps, on annonce à Budapest que le ministre de la justice a recommandé aux experts juridiques du pays d'entreprendre une révision « consciencieuse et aussi rapide que possible » du procès d'Imre Nagy, le premier ministre de l'insurrection de 1956, secrètement jugé et exécuté en 1958 pour trahison. Les ossements d'Imre Nagy et de ses compagnons, dont le ministre de la défense Pal Maleter, viennent d'être exhumés de la fosse commune où leurs bourreaux les envoyèrent rejoindre les cadavres des animaux du zoo. Le 15 juin, anniversaire de son exécution, Imre Nagy sera réenterré dignement au cours d'une cérémonie publique.

On ne prononce pas encore cependant en Hongrie le mot de « réhabilitation » pour les chefs du soulèvement de 1956. Cette période demeure un sujet ultra-sensible pour l'appareil dirigeant, dont la légitimité repose sur la répression de la « contre-révolution ». Si la Hongrie a progressé à pas de géants sur la voie de l'ouverture politique depuis la mise à l'écart de Janos Kadar, il y a bientôt un an, faisant tomber les uns après les autres, les tabous socialistes, jusqu'à envisager un retour au multipartisme, elle arrive à présent au stade où la poursuite du processus implique des décisions radicales, susceptibles de provoquer de douloureuses remises en cause.

L'ancien ministre des affaires étrangères intervint mercredi 12 avril à la direction du Parti socialiste ouvrier hongrois (PSOH, le parti communiste au pouvoir) est sans doute révélateur de ce malaise. Profondément ébranlé par la dynamique des mouvements indépendants, déserté par 11 % de ses adhérents en l'espace de dix-huit mois sur fond de crise économique, le PSOH est menacé de scission à chaque poussée de fièvre politique.

Dirigée par le flamboyant et ambitieux Imre Pozsgay, les réformateurs accentuent leurs pressions sur l'appareil et s'organisent en « clubs » en province. Le secrétaire général, M. Karoly Grosz, communiste « à la hongroise », certes, mais partisan de l'ordre et d'une certaine orthodoxie, a donc préféré faire le ménage au bureau politique, afin de préserver l'unité à la tête du parti.

Mais si MM. Grosz et Pozsgay sont ainsi débarrassés de leur encombrant rival Janos Berecz, ils n'ont résolu pour autant aucune question de fond.

M 0147-04150-4,50 F  
3790147004500 04150

Les navires français bloqués par les bombardements

Les désaccords entre pro-Syriens entravent l'aide au Liban

Après un bref répit, les bombardements entre les deux secteurs de Beyrouth ont repris vendredi matin 14 avril, mais avec une moindre intensité que la veille, où ils avaient tué plusieurs dizaines de personnes. Ces bombardements - conséquence, notamment, de désaccords dans le camp pro-syrien - ont compromis l'arrivée de l'aide humanitaire que devaient apporter les deux navires français. Ceux-ci mouillent toujours au large du Liban en attendant de pouvoir aider les deux communautés.

BEYROUTH de notre envoyée spéciale

Unis dans la tourmente, chrétiens et musulmans libanais ont entamé, jeudi 13 avril, leur quinzième année de guerre dans la déflagration des obus qui, dix-neuf heures durant, se sont abattus sans discrimination sur les deux secteurs de Beyrouth. Pour la première fois, les environs immédiats de Baalbek dans la plaine centrale de la Bekaa, à une soixantaine de kilomètres de la capitale libanaise, ont été pilonnés. Cette sanglante journée (treize morts et cent vingt-sept blessés au minimum) porte le bilan d'un mois de la « guerre de libération » à plus de deux cents morts et près de mille blessés.

Commencés tôt jeudi matin, les bombardements n'ont pratiquement pas cessé, prenant de l'ampleur et s'étendant sur tout le front au fil de la journée. A la nuit tombée, les éclairs bleus des départs d'obus et rouges des arrivées - suivis d'un sourd bruit dont l'écho résonnait dans la montagne - ont strié le ciel de Beyrouth.

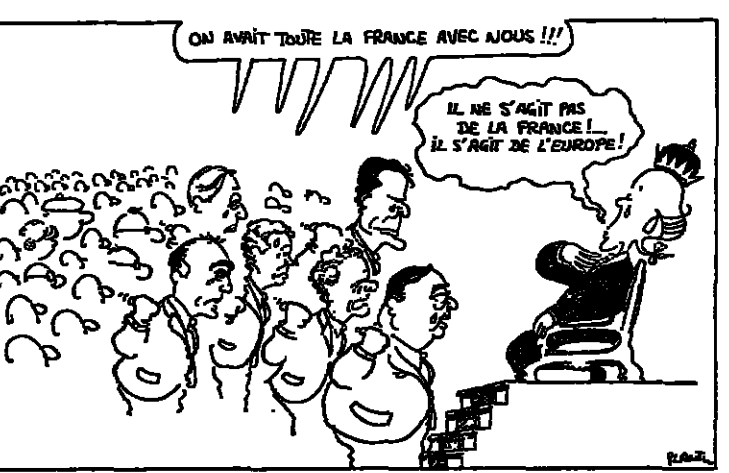
Tous les types d'armes ont été utilisés et le départ des obus de Staline à quarante tubes secouait à intervalles réguliers, Achrafieh, au cœur de Beyrouth-Est, suivi quelques instants plus tard du bruit infernal des obus de mortiers qui s'abattaient en réponse.

FRANÇOISE GHEPAUX.  
(Lire la suite page 5.)

L'accord RPR-UDF entériné

Les centristes présenteront une liste aux européennes

Cinq jours après le RPR, le conseil national de l'UDF a ratifié la constitution, pour les élections européennes, d'une liste commune UDF-RPR dirigée par M. Giscard d'Estaing. Les dirigeants du CDS ont confirmé que leur parti présentera sa propre liste, tandis que les « rénovateurs » des deux mouvements indiquent qu'ils s'abstiendraient de faire acte de candidature. Une incertitude subsiste sur la tête de liste centriste, dont le choix paraît limité à M. Baudis ou M<sup>me</sup> Veil.



Lire en pages 8 et 9 les articles de DANIEL CARTON et ALAIN ROLLAT.

La lutte contre les conséquences des inondations

Djibouti, immense borbier...

Les pluies torrentielles qui se sont abattues sur Djibouti, pendant trois jours la semaine dernière, ont fait plusieurs morts et causé d'importants dégâts. Aujourd'hui, avec l'aide de l'armée française, les autorités locales s'emploient à « assécher » la capitale de la petite République.

DJIBOUTI de notre envoyé spécial

Oued Ambouli, oued meurtrier, charriant arbres, débris de toutes sortes et même conteneurs : l'image de ce filet d'eau longéant Djibouti à l'ouest et devenant, en quelques heures, un véritable fleuve en furie, emportant tout

sur son passage, restera longtemps dans le souvenir des habitants de la ville. Combien de personnes aura-t-il tué ? Le bilan officiel faisait état, jeudi 13 avril, soit huit jours après le début des inondations, de huit morts. En trois jours après le début des inondations, de pluies ininterrompues, catastrophe sans précédent à Djibouti, plus d'eau s'est abattue sur le pays que durant toute une année ordinaire.

Combien de corps ont été jetés à la mer ? Combien d'autres se trouvent dans des zones non encore rasées ? Combien, enfin, d'immigrés illégaux - l'une des spécialités de toujours de Djibouti - figurent parmi les disparus qui n'ont jamais personne ne viendra signaler ? Nombre d'avis de recherche,

Ouverture de la saison des transferts

La chasse aux footballeurs

Le football français traverse une sombre période. Les échecs sportifs de l'équipe nationale mettent en cause la participation des joueurs tricolores à la prochaine Coupe du monde, et les scandales en tous genres agitent des clubs professionnels dirigés par de fortes personnalités. Marqué par les « affaires », Bez, Cantona et Tigana, le football attire moins de monde dans les stades.

Et pourtant, comme évangiles à cette situation, les clubs vont se lancer, dès samedi 15 avril, dans la traditionnelle chasse aux joueurs. C'est l'ouverture de la saison des transferts. Les présidents des clubs vont chercher à contacter

des artistes du ballon en fin de contrat pour tenter de les attirer dans leurs équipes.

Mais les sommes nécessaires aux négociations à venir, seront peut-être moins élevées cette année. L'abandon de Matra et les difficultés de trésorerie de Bordeaux pourraient entraîner une baisse des salaires des joueurs et du prix des transferts.

Les coups de folie sont cependant toujours possibles dans un sport où les présidents, qu'ils s'appellent Bernard Tapie ou Claude Buz, ne manquent pas d'ambition.

(Lire page 16 l'enquête de PHILIPPE BROUSSARD.)

Le référendum sur la loi d'amnistie des militaires

Morale contre politique en Uruguay

Après des mois de débat, les électeurs uruguayens vont se prononcer, le 16 avril, par référendum sur la loi d'amnistie votée en 1986 en faveur des militaires accusés de violation des droits de l'homme au temps de la dictature. Selon un dernier sondage publié par l'hebdomadaire indépendant Busqueda, les partisans de l'abolition de l'amnistie obtiendraient 33 % des intentions de vote contre 26 % favorables au maintien de la loi.

MONTEVIDEO de notre envoyée spéciale

Montevideo, en ce début d'automne austral, est uniquement préoccupé par le référendum de dimanche prochain. Les verts contre les jaunes... les Uruguayens y mettent la même ferveur qu'à l'occasion du match de football qui opposait, il y a quelques jours, la célèbre équipe du Nacional à celle du Danubio, deux clubs de Montevideo.

Partout on ne voit que du vert : badges, affiches, boîtes d'allumettes, stands. « Voter vert, c'est voter pour la justice », proclame la campagne des partisans du refus de la loi d'amnistie votée en décembre 1986. Sur l'air de la Bamba, diffusé par des haut-parleurs installés sur des camionnettes, un slogan court la ville : « Je vote vert pour la vérité, pour la justice, pour l'égalité de tous devant la loi, pour la justice, pour la paix et pour l'avenir. »

Le jaune, en revanche, est presque absent. Selon le député du Parti socialiste Guillermo Alvarez, cette fièvre verte sur les trottoirs s'explique par le fait que les partis populaires - qui s'opposent à l'amnistie - disposent de plus de militants.

Les jaunes, eux, ont tiré parti de la décision de la chaîne officielle de télévision de ne pas accepter de communiquer publicitaires en relation avec la campagne. En effet, la publicité coûte cher sur les chaînes commerciales. Or les verts sont plutôt des partis de gauche à petit budget. Les jaunes se seront ainsi offert trois fois plus de temps sur les écrans.

CATHERINE DERIVERY.  
(Lire la suite page 6.)

Le Monde  
SANS VISA  
Expomania à la japonaise  
Les villes de province nippones organisent dans une débauche d'extravagances des expositions spectaculaires.  
■ Escapes ■ Gastronomie  
■ Jeux  
Pages 17 à 20

# Débats

## LA CRISE DE LA PSYCHANALYSE

### Contre le totalitarisme

par JACQUES SÉDAT (\*)

A l'occasion d'un congrès qui a rassemblé au palais de l'UNESCO plus d'un millier de personnes les 14 et 15 janvier dernier, le docteur André Green, président de la Société psychanalytique de Paris, la plus ancienne association française de psychanalystes, a donné une conférence de presse qui a eu des échos dans plusieurs quotidiens parisiens, dont *le Monde*. S'il admet que son institution n'a « certes pas le monopole des spécialistes compétents », il n'en jette pas moins le soupçon sur une large majorité des analystes exerçant en France, semant le doute sur leur formation, sur leur habilitation par une institution qui ne dépendrait pas de l'Association internationale de psychanalyse. Il évoque la menace de recourir au bras séculier, en l'occurrence l'Etat, pour qu'il se porte garant de la formation et de l'habilitation des psychanalystes, non par une réglementation juridique qui aboutirait à un statut de psychanalyste, mais à une reconnaissance de son « pouvoir de formation ». In *causa venenum*. Ainsi toute l'argumentation du docteur André Green sur la crise de la psychanalyse en France semble s'achever de façon corporatiste par la tentative d'accrocher une situation de monopole aux seuls membres de l'Association internationale de psychanalyse.

S'il y a une crise de la psychanalyse aujourd'hui, ce dont beaucoup d'analystes témoignent (1), elle n'est pas dissociable d'une certaine crise culturelle, de celle de l'identité du sujet tout autant que de l'évolution de la pathologie. On ne peut pas prendre en compte cette crise par la référence à une institution psychanalytique unique qui serait dépositaire légitime d'un vrai Freud — d'autres s'y

essaient aussi, avec le même argument d'autorité ou de filiation analytique, en référence à Lacan — ou par la menace de recourir à l'Etat pour remettre de l'ordre chez les psychanalystes.

Freud a associé le terme de scientificité à la psychanalyse non pour la situer du côté des sciences formelles ou des sciences exactes, mais pour qualifier un mode de théorisation nécessairement incertain et ouvert à des formulations révisables liées à la pratique analytique et aux données cliniques.

C'est cette ouverture théorique qui est l'un des éléments de la crise analytique car elle rend fragile et mouvante la détermination d'un champ analytique fondé sur un espace de parole pour deux sujets, l'analysé et l'analyste, au point d'apparaître, pour certains analystes, comme une indétermination. Déjà, au milieu des années 20, lorsque Freud soutenait l'analyse profane — non médicale — au cours du procès intenté à un analyste non médecin, Theodor Reik, s'élevait la voix de Wilhelm Reich pour soutenir que « seule la sélection médicale, assortie d'un *numerus clausus* et du monopole d'exercice légal, est assez forte pour garantir la compétence dans un domaine aussi indéfini et flou que l'analyse ».

Curieuse argumentation où l'on conjure l'indécision et le flou d'une pratique par le recours à une formation non analytique — la médecine — pour en finir par des mesures corporatistes. Dans le cas de W. Reich, ce besoin de certitude scientifique n'était que le prélude à un délire ultérieur d'objectivation biologique avec l'« orgone ».

La psychanalyse en France, malgré sa diversité et son inventivité, est réellement déconsidérée par l'image que les psychanalystes eux-mêmes en donnent (2). Il leur incombe d'instaurer un débat à un triple niveau : le statut de la théorie psychanalytique, la formation analytique et la déontologie de l'analyse.

#### Bureaucratie et charisme néfaste

A partir de théorisations psychanalytiques fondées essentiellement sur la réalité et le fonctionnement psychique — ce qui n'est qu'une partie de la personne et du sujet — les psychanalystes peuvent-ils continuer à adopter une position de savoir hégémonique dans les médias, se prenant pour les analystes de la vie politique, sociale et culturelle, et transformant la psychanalyse en « chambre d'écho du judaïsme et du christianisme » (Esprit, janvier 1989). Si le champ d'intervention de la psychanalyse était délimité, elle apparaîtrait moins mégalomane.

D'autre part, il est exigible pour tout analyste de faire l'expérience effective d'une formation et d'une habilitation au sein d'une institution psychanalytique ; ce n'est pas toujours le cas aujourd'hui. Encore faut-il que les sociétés psychanalytiques cessent d'être totalitaires. Totalitarisme bureaucratique des associations où l'analyste participe au processus de reconnaissance de ses analysants, totalitarisme charismatique — plus séduisant mais

(\*) Psychanalyste.

### La rigueur et la pratique

par RAYMOND CAHN (\*)

Si la psychanalyse a connu en France un développement considérable au cours de ces dernières décennies, à la mesure de l'importance de ses apports à l'étude du psychisme et au traitement de ses troubles, son succès même a entraîné dans son sillage bien des confusions, abus et dévoiements. C'est la raison pour laquelle les psychanalystes appartenant à la Société psychanalytique de Paris, organisme constitutif de l'Association psychanalytique internationale, conscients de leurs responsabilités envers le public comme envers la psychanalyse, ont récemment décidé de sortir de la réserve dans laquelle ils s'étaient jusqu'alors tenus pour rappeler les principes fondamentaux de l'approche psychanalytique, sa spécificité et le champ d'application qui est le sien.

#### Le sempiternel « retour à Freud »

Une telle initiative ne pouvait pas ne pas susciter de réactions d'analystes d'autres cercles. Celles exprimées récemment par Maud Mannoni (*le Monde* du 31 mars) sont assez remarquables pour donner lieu à quelques commentaires. On aurait pu penser que soient discutées les causes et les conséquences de ces pratiques par des personnes qui n'ont reçu aucune véritable formation, sans oublier ceux proposant, ou plutôt imposant, des séances d'une durée de quelques minutes, où le lien de dépendance consubstantiel au cadre analytique se voit utilisé

non pas pour l'analyser et permettre ainsi au sujet de s'en déprendre concomitamment à ses aliénations anciennes, mais pour le pervertir dans une sujétion indéfinie, au point de devenir à son tour celui qui assujettira l'autre. D'où le nombre grandissant de ces neuris, de ces sinistres de l'âme que les autres analystes voient ainsi affluer.

Sur un problème aussi fondamental, Maud Mannoni ne souffle mot. On la voit en revanche reprendre la voie antique, les mêmes procédés que ceux utilisés il y a plus de trente ans. Il faut, nous dit-elle, « retrouver le sens de l'expérience freudienne ».

Ainsi réclame-t-elle la sempiternelle rengaine d'un « retour à Freud » dont l'apport dans son tranchant et sa véritable portée aurait été perdu par les psychanalystes qui justement se réclament de lui. Ce qui cependant implique que ceux qui, à l'époque, avaient revendiqué une telle démarche l'aient, à leur tour, « perdus de vue ». Ce ne sont pas eux néanmoins qui font l'objet d'une attaque en règle, mais bel et bien, à encore comme il y a trente ans, les analystes américains et notamment le président — pour quelques mois — avant de céder son poste à un Européen — de l'Association psychanalytique internationale, avec les mêmes accusations de médicalisation et de réduction néo-analytique à un modèle de scientificité inadéquats à la psychanalyse.

Une telle démarche apparaît cependant bien obsolète par rapport au paysage psychanalytique d'aujourd'hui, notamment en France. Les choses ont en effet bien changé depuis cette époque marquée par l'influence de ces trois maîtres sacrés qu'ont été Nacht, Lacan et Laplanche. Car à l'étonnante efflorescence théorique qui en est résultée, avec son retentissement culturel et social, les associations qui appartiennent à l'Association psychanalytique internationale ont largement contribué, mais avec le souci constant d'affirmer la rigueur indispensable à la formation et à la pratique, à la remise en cause et à l'approfondissement de la technique et de la pensée psychanalytique sans exclusive d'aucune sorte, comme en témoignent leur vitalité, en contrepoint de l'écloatement du mouvement lacanien.

Cependant l'existence d'autres groupes psychanalytiques, mais surtout les divers abus précédemment obligés à poser le problème d'une réglementation de la psychanalyse. Par l'Etat ou l'autodiscipline des sociétés analytiques, comme il serait idéalement souhaitable ? Encore importerait-il, outre le souci légitime de veiller à ce que les futurs analystes demeurent « exposés » à l'insouciance, de préciser, pour ce qui concerne la nécessaire analyse personnelle, les nécessaires supervisions, de quelle « analyse », de quelles « supervisions », et selon quelles modalités, il serait en fait question.

(\*) Ancien président de la Société psychanalytique de Paris.

## FRANCOPHONIE

### Soyez le bienvenu, Monsieur Alain Decaux !

Par PAUL-HENRY GENDEBIEN (\*)

demander beaucoup à la France. Et ce « beaucoup », c'est un « plus ». Lorsque le générique du film *L'ours* est projeté en anglais, et en anglais seulement ; lorsque l'Institut Pasteur annonce que ses *Annales* seront désormais éditées en anglais seulement ; lorsqu'une conjonction d'intérêts immobiliers et d'intérêts politiques anglosaxons jette son dévolu sur Bruxelles ; lorsqu'un essayiste à la mode propose d'instaurer l'anglais comme langue dominante de l'Europe ; lorsque les Libanais chrétiens, largement francophones, sont pris dans un état mortel ; lorsque s'accumule une telle collection de faits significatifs, cela peut donner le sentiment que tout le monde n'est pas conscient de l'ampleur des batailles qui se mènent dans le monde pour la sauvegarde du français, ni de l'effet de démolition qu'une surabondance de prudence pourrait engendrer.

#### Une garantie de solidarité

La France a la chance de posséder un ministre de la francophonie, Alain Decaux, qui est parfaitement averti de cet état de choses, et qui, par ses analyses et sa détermination, a publiquement montré qu'il refusait la résignation. L'opinion publique lui en sait gré, en France et hors de France. Dès lors, nous nous croyons autorisés à lui demander d'être, plus que jamais, le porte-parole de tous ceux qui veulent une France audacieuse, fière et sûre d'elle-même. Je parle d'une France ambitieuse pour elle-même et pour l'ensemble de l'espace francophone international.

Pourquoi, chez certains, cet excès de pudeur, honorable sans doute, mais qui donnerait à penser que l'affirmation de soi imposerait quelque devoir de réserve ? La morale collective, en tout cas, s'en accommode mal.

Bien sûr, personne ne nie que la vraie culture est faite d'apports extérieurs, qui, de strate successive en synthèse lentement mûrie, créent enfin le neuf et l'original. Personne ne nie que le charisme culturel est décisive. Personne ne nie que l'homme de culture — l'homme de culture — est celui qui respecte et apprécie la culture

d'autrui. Cependant, tout cela n'interdit pas de suggérer, en matière de promotion de la langue et du patrimoine qu'elle fonde, une politique non pas dominatrice, mais plus sûre d'elle-même.

L'autorité serine qui est celle de M. Decaux et le prestige dont il bénéficie chez nous incitent à lui confirmer la collaboration de notre communauté dans cette voie-là — qui est la sienne — et à lui dire que nous l'accompagnons dans sa croisière quotidienne.

Domaine multilatéral, ensuite. Si la diaspora francophone attend beaucoup de la France, en retour la France peut et doit compter sur la contribution des francophones qui résident hors de l'Hexagone. Le cœur et la raison plaident depuis longtemps en faveur d'une coopération étroite entre les nations de souche française, telles que la France, le Qué-

(\*) Délégué général de la Communauté française de Belgique — Wallonie — Bruxelles.

bec et la Wallonie. Aujourd'hui, cette coopération révèle un mérite supplémentaire. Elle démontre mieux, aux yeux de la francophonie plus récente — celle des Etats du Sud — que la défense de notre langue et de notre culture n'est pas — ou n'est plus — l'affaire de la France seulement, mais qu'un nombre croissant d'Etats ou de communautés s'y intéressent et en font un enjeu majeur de leur politique culturelle et de leur politique extérieure. Ce qu'apportent la Communauté française de Wallonie-Bruxelles, les cantons francophones de la Confédération helvétique, le Grand-Duché de Luxembourg ou le Québec, c'est une garantie supplémentaire de multilatéralisme et de solidarité égalitaire au sein de la grande famille francophone pluraliste qui rassemblera, bientôt, à Dakar, quarante-quatre chefs d'Etat ou de gouvernement venus des cinq continents.

Ce sommet de Dakar, les Wallons et les Bruxellois le préparent activement depuis des mois, avec la même conviction et la même foi

qui furent les pères à l'approche des sommets de Paris et de Québec. C'est que, pour nous, l'espace francophone international est un lieu privilégié d'expression et d'action. Ici, dans cet espace, nous pouvons être nous-mêmes, intégralement, et sans demander de permission à qui que ce soit (à nous-même d'abord, à la communauté flamande à tout naturellement le droit et le devoir d'être elle-même dans le cadre du traité de la Taal Unie (Union linguistique conclue avec les Pays-Bas).

Notre « identité française » ne saurait être un état passif. Elle est un acte, c'est-à-dire une ardente obligation. Elle ne peut être une manière de songe romantique ou de repli narcissique sur un trésor un peu poussiéreux enchaîné dans le passé. Elle doit se confirmer, se consolider, se reconstruire, au besoin dans un combat commun des francophones dans leur globalité. Celui-ci doit se fonder sur une véritable volonté politique et s'arborer sur des voies et moyens scientifiques, technologiques et économiques.

## Le Monde

7, RUE DES ITALIENS,  
75427 PARIS CEDEX 09

Édité par la SARL *le Monde*  
Gérant :  
André Fontaine,  
directeur de la publication

Anciens directeurs :  
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)  
Jacques Fauriol (1969-1982)  
André Laurens (1982-1985)

Durée de la société :  
cent ans à compter du  
10 décembre 1944.

Capital social :  
620 000 F

Principaux associés de la société :  
Société civile  
« Les Rédacteurs du Monde »,  
Société anonyme  
des lecteurs du *Monde*,  
Le Monde-Entreprises,  
MM. André Fontaine, gérant,  
et Hubert Beuve-Méry, fondateur.

Administrateur général :  
Bernard Watts.  
Rédacteur en chef :  
Daniel Verdet.  
Correspondant en chef :  
Claude Salas.

ABONNEMENTS  
PAR MINTEL  
36-15 - Tapes LEMONDE  
code d'accès ABO

Reproduction interdite de tous articles,  
sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux  
et publications, n° 57 437  
ISSN : 0395-2037

Reconnu d'utilité publique  
et indexé du Monde au (1) 42-47-98-81.

**Le Monde**  
TÉLÉMATIQUE  
Composé 36-15 - Tapes LEMONDE  
ou 36-16 - Tapes LM

**Le Monde**  
PUBLICITE

5, rue de Montessuy, 75007 PARIS  
Tél : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71  
Tél. MONDPUB 206 136 F

Tél : (1) 42-47-97-27  
Tél. MONDPAR 850672 F  
Télécopieur : (1) 45-23-08-81

ABONNEMENTS  
BP 507 09  
75422 PARIS CEDEX 09  
Tél : (1) 42-47-98-72

Tel	FRANCE	REUNION	SURIN	AUTRES PAYS
3	365 F	399 F	904 F	700 F
6	720 F	792 F	1 808 F	1 400 F
12	1 440 F	1 584 F	3 616 F	2 800 F
18	2 160 F	2 376 F	5 424 F	4 200 F

ÉTRANGER : par voie  
aérienne tarif sur demande.

Pour vous abonner  
RENVOYEZ CE BULLETIN  
accompagné de votre règlement  
à l'adresse ci-dessus

PORTAGE : pour tous renseignements  
tél. : 05-04-03-21 (numéro vert)

Changements d'adresse effectués en  
prévision : nos abonnés sont invités à  
formuler leur demande deux semaines  
avant leur départ. Joindre la dernière  
bande d'envoi à toute correspondance.

## BULLETIN D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE

3 mois ☐

6 mois ☐

9 mois ☐

1 an ☐

Nom : \_\_\_\_\_

Prénom : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

Code postal : \_\_\_\_\_

Localité : \_\_\_\_\_

Pays : \_\_\_\_\_

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire  
tous les renseignements en capitales  
d'imprimerie.



## RFA : le remaniement du gouvernement

### M. Theo Waigel, l'homme qui monte chez les conservateurs

Présentant son nouveau gouvernement, qui entrera officiellement en fonction le 21 avril, après le sommet franco-allemand de Paris, le chancelier Helmut Kohl a annoncé jeudi 13 avril à Bonn qu'il ferait le 27 avril une déclaration gouvernementale devant le Bundestag pour présenter ses objectifs. On s'attend à des inflexions concernant la politique d'immigration et,

en matière économique, à un réexamen de l'imposition des revenus de l'épargne. C'est ce qu'a annoncé le CSU bavarois, dont le poids accru se manifeste par six ministères au lieu de cinq dans le nouveau gouvernement, ainsi que par l'accession de son président, M. Theo Waigel, à la tête des finances. En marge de ce remanie-

ment, qu'il n'a pas hésité à qualifier de « plus important effectué dans l'histoire de la République fédérale », le chancelier a accepté la démission d'un de ses proches collaborateurs, M. Waldemar Schreckenberger, secrétaire d'Etat à la chancellerie, où il supervisait notamment les services de renseignement.

BONN  
de notre correspondant

M. Theo Waigel, qui va dans quelques jours fêter son cinquantième anniversaire, est sans conteste l'homme qui monte dans le camp conservateur ouest-allemand. Au sein du gouvernement, il va occuper une position-clé, non seulement en raison de l'importance du poste de ministre des finances, mais aussi parce qu'il est, avec le chancelier Kohl, le seul chef de parti membre du cabinet. élu à l'automne dernier successeur de Franz Josef Strauss à la tête de la CSU bavaroise, à la quasi-unanimité, il a fait entendre

la voix de la Bavière à l'intérieur comme à l'extérieur du pays.

Ce fils de paysan pauvre de Souabe, dont l'ascension professionnelle et politique résulte d'un travail acharné, n'a rien d'un froid technocrate : formé à l'école de Strauss, il a l'instinct politique et sait jouer de son charme et de son humour pour imposer ses vues conservatrices.

A la différence de son prédécesseur, M. Gerhard Stoltenberg, il ne passe pas pour un expert des questions financières : sa formation et son action politique l'ont plutôt amené jusqu'à ce jour à s'exprimer sur les questions juridiques et administratives plutôt que sur la politique

monétaire. Mais on peut d'ores et déjà prévoir un sérieux changement de cap dans ce domaine avec l'application d'une ligne « bavaroise » dans la gestion des finances du pays. Celle-ci se caractérise par l'affirmation d'un libéralisme pur et dur sur le plan économique, et surtout la défense soignée de l'autonomie des Länder.

Theo Waigel risque d'être un partenaire peu commode sur le dossier de la monnaie et de la banque européenne, et beaucoup moins conciliant que son prédécesseur lorsqu'il s'agira de faire des compromis sur le maintien de la parité franc-Deutschmark. Il en a déjà donné le signal en demandant que le gouver-

nement revienne sur l'imposition à la source des revenus du capital, instituée le 1<sup>er</sup> janvier dernier. Cette mesure traitait à l'encontre des propositions de la Commission européenne



pour parvenir à une harmonisation de la fiscalité au sein de la Communauté, ouvrant la voie à l'instauration d'une monnaie européenne. Il reste néanmoins qu'en la matière, le ministre des finances de la RFA n'a pas seul voix au chapitre : le président de la Bundesbank, M. Karl Otto Pöhl, qui reste à son poste, s'est montré, lui, plutôt favorable à un mouvement dans ce sens.

LUC ROSENZWEIG.

(Lire en dernière page le débat sur le régime de la retenue à la source en Allemagne fédérale.)

## URSS

### Un nouveau chef du PC géorgien a été nommé

Après l'annonce de l'appel au calme de M. Mikhaïl Gorbachev, la démission du chef du Parti communiste géorgien, M. Djambour Patsichvili, a été entérinée, vendredi 14 avril, au cours d'une réunion du comité central du parti local. Il a été remplacé par M. Givi Goumaridze, qui dirigeait, depuis plusieurs mois, la branche régionale du KGB. La situation était officiellement qualifiée de « normale ».

L'agence officielle locale a révélé que les premières obèses d'une des victimes de la répression de la manifestation du week-end dernier avaient eu lieu jeudi à Tbilissi, « dans le calme, en présence de mille à mille cinq cents personnes ». Auparavant, deux autres femmes avaient été enterrées, mardi et mercredi, en dehors de la capitale géorgienne.

M. Gorbachev, dans un texte diffusé en Géorgie seulement, avait condamné, jeudi, les tentatives de faire sortir cette république de l'URSS et d'y « liquider le socialisme ».

Mais la responsabilité de l'intervention retombe sur les dirigeants locaux, a déclaré jeudi un porte-parole officiel à Moscou. L'envoyé du bureau politique en Géorgie, M. Edouard Chevardnadze, a « déclaré sans équivoque que ce sont les autorités de Géorgie qui ont pris la décision de la dispersion », a précisé lors d'un briefing le porte-parole du ministère des affaires étrangères M. Guennadi Guerassimov.

M. Chevardnadze était interrogé à ce sujet lors d'une rencontre de trois heures mercredi soir avec quelques deux cents intellectuels, dont des représentants des « groupes informels », y compris les mouvements indépendantistes, dans une salle des studios de cinéma de Tbilissi, a déclaré M. Guerassimov.

« Les échanges étaient très vifs, les informels ont avancé leurs revendications extrêmes, comme la démission du gouvernement géorgien, la convocation d'une session spéciale du Parlement local ou le châtiment des coupables. Cette dernière demande peut être

considérée comme acceptable », a précisé M. Guerassimov, en rappelant qu'une enquête était en cours.

Le porte-parole a qualifié de « normale » la situation dans la ville tous les jours soumis au couvre-feu et où les journalistes étrangers ne sont pas admis. Les entreprises travaillent, mais pas l'université et une partie des écoles, a précisé M. Guerassimov.

Selon les rédactions des bulletins indépendants de Moscou, *Glasmot* et *Express-Khronika*, leurs correspondants ont été arrêtés à Tbilissi mercredi soir et renvoyés à Moscou. La rédaction du journal géorgien de la jeunesse *Molodiet-Groucia* a dénoncé de son côté l'interdiction de son numéro de jeudi, qui comportait un reportage sur les événements de la nuit de samedi à dimanche. Selon M. Guerassimov, sept « meneurs » des désordres sont actuellement arrêtés. Il a précisé que, pour la première fois dans la nuit de mercredi à jeudi, aucune interpellation pour violation du couvre-feu n'a été faite à Tbilissi.

### Le président de la Cour suprême libéré de ses fonctions

Le président de la Cour suprême d'URSS, M. Vladimir Terebilov, a été « admis à faire valoir ses droits à la retraite », a annoncé, mercredi 12 avril, l'agence Tass. L'agence officielle ne donne aucune explication au départ de M. Terebilov, soixante-trois ans. Au moment du procès de Iouri Tchorbanov, le genre de Brejnev, condamné pour corruption à douze ans de camp à régime sévère, M. Terebilov avait été publiquement accusé par le juge d'instruction, M. Telman Gdlian, d'avoir commis des « irrégularités ».

Selon un chroniqueur judiciaire proche de M. Gdlian, le limogeage de M. Terebilov pourrait en fait être une première étape vers son inculpation. Le juge Gdlian a été triomphalement élu député à Moscou le 26 mars. — (AFP.)

## Le nouveau cabinet

Voici la composition du nouveau gouvernement ouest-allemand :  
- Chancelier : M. Helmut Kohl (Union chrétienne-démocrate, CDU), cinquante-neuf ans.  
- Affaires étrangères, vice-chancelier : M. Hans-Dietrich Genscher (Parti libéral, FDP), soixante-deux ans.  
- Intérieur : M. Wolfgang Schauble (CDU), quarante-six ans.  
- Justice : M. Hans Engelhardt (FDP), cinquante-quatre ans.  
- Finances : M. Theo Waigel (Union sociale-démocrate, CSU), quarante-neuf ans.  
- Economie : M. Helmut Haasemann (FDP), quarante-cinq ans.  
- Ministre à la Chancellerie : M. Rudolf Seiters (CDU), cinquante et un ans.

- Ministre, porte-parole du gouvernement : M. Hans Klein (CSU), cinquante-sept ans.  
- Relations interallemandes : M<sup>me</sup> Dorothee Wilms (CDU), cinquante-neuf ans.  
- Alimentation, agriculture et forêts : M. Ignaz Kiechle (CSU), cinquante-neuf ans.  
- Travail et affaires sociales : M. Norbert Blum (CDU), cinquante-trois ans.  
- Défense : M. Gerhard Stoltenberg (CDU), soixante ans.  
- Jeunesse, famille, femmes et santé : M<sup>me</sup> Ursula Lehr (CDU), cinquante-huit ans.  
- Transports : M. Friedrich Zimmermann (CSU), soixante-trois ans.

- Environnement, protection de la nature et sécurité des réacteurs : M. Klaus Töpel (CDU), cinquante ans.  
- Postes et télécommunications : M. Christian Schwarz-Schilling (CDU), cinquante-huit ans.  
- Urbanisme et bâtiment : M<sup>me</sup> Gerda Hasselfeldt (CSU), trente-huit ans.  
- Recherche et technologie : M. Heinz Riesenhuber (CDU), cinquante-trois ans.  
- Formation et science : M. Juergen Meilermann (FDP), quarante-trois ans.  
- Coopération économique : M. Juergen Warnke (CSU), cinquante-sept ans.

## A TRAVERS LE MONDE

### Afghanistan Vingt prisonniers de guerre soviétiques ont été relâchés

Plus de vingt Soviétiques faits prisonniers en Afghanistan ont été relâchés à la suite des efforts de l'URSS, a annoncé, jeudi 13 avril à Moscou, M. Vladimir Petrovski, vice-ministre des affaires étrangères. Plus de deux cents Soviétiques auraient été faits prisonniers pendant l'invasion de l'armée rouge en Afghanistan.  
La Malaisie, entretiens, est devenue le quatrième Etat, après l'Arabie saoudite, le Soudan et Bahreïn, à reconnaître le gouvernement provisoire de la résistance afghane, lequel s'est réuni, selon l'un de ses porte-paroles, ce mercredi à vendredi en territoire afghan. La décision de Kuala-Lumpur a été communiquée mercredi à l'issue d'une visite de M. Mekmetyar, ministre des affaires étrangères de la résistance, qui a poursuivi le lendemain en Indonésie une tournée de huit pays en Asie.  
Sur le terrain, la route qui relie Kaboul à la frontière soviétique a été coupée par la résistance. En revanche, des convois militaires circulaient toujours, de nuit, entre Kaboul et Jalalabad. — (AFP.)

### Namibie M. Chester Crocker veut suspendre le processus de paix

Le processus d'indépendance de la Namibie sous la supervision de l'ONU doit être suspendu jusqu'à ce que les maquisards de la SWAPO aient quitté le territoire, a estimé, jeudi 13 avril, M. Chester Crocker, ancien secrétaire d'Etat adjoint aux affaires africaines, qui a participé, en tant qu'observateur, aux négociations entre l'Angola, Cuba et l'Afrique du Sud. « L'horloge doit être arrêtée, a-t-il dit, jusqu'à ce que les choses reviennent dans l'ordre ».  
M. Crocker a, d'autre part, critiqué le chef de la SWAPO, M. Sam Nujoma, pour avoir ordonné à ses guerilleros de s'installer en Namibie. « M. Nujoma devra en répondre, a-t-il souligné, en affirmant que les meilleurs combattants du mouvement indépendantiste avaient été « envoyés à la mort ». — (AFP.)

### Roumanie M. Ceausescu annonce le remboursement total de la dette extérieure

Le président Nicolae Ceausescu a annoncé, le mercredi 12 avril, que

son pays avait remboursé entièrement sa dette extérieure, réalisant ainsi l'objectif poursuivi depuis 1983, au prix d'importantes restrictions et pénuries.

Au début des années 80, l'endettement extérieur de la Roumanie, l'un des plus importants en Europe de l'Est, atteignait environ 10 milliards de dollars (60 milliards de francs). Le remboursement total des créances commerciales a été confirmé par les banques occidentales qui n'ont pu le secret, en insistant qu'il pourrait être candidat à la présidence de la République.

## Tchad

### Arrestation de l'ancien commandant en chef des forces armées

L'ancien commandant en chef des forces armées nationales tchadiennes (FANT), M. Hassan Djamous, a été blessé et fait prisonnier, le 11 avril, dans la province du Darfour (Soudan), par des soldats tchadiens lancés à sa poursuite, selon des informations parvenues jeudi 13 avril à l'AFP de Libreville. M. Djamous avait été considéré comme ayant « déserté » après avoir été accusé d'avoir fomenté un complot contre le président Idriss Déby, tentative déjouée dans la nuit du 1<sup>er</sup> au 2 avril (le Monde du 6 avril).

Le conseiller militaire du chef de l'Etat, M. Idriss Déby, ancien commandant en chef des FANT, qui avait fui en compagnie de Hassan Djamous, a été également blessé, mais a pu s'enfuir. Deux autres personnalités tchadiennes, MM. Ibrahim Mahamat Ito, ministre de l'intérieur, et Tahar Guénassou, qui avait tenu ce même portefeuille, avaient été arrêtés au lendemain de la tentative de complot.

Les deux chefs militaires s'étaient entraînés en compagnie d'une soixantaine d'hommes armés et une dizaine de véhicules. Ils auraient été rejoints en route vers le Soudan par quelques éléments supplémentaires. Au cours de la poursuite, plusieurs accrochages entre les FANT et les fugitifs auraient eu lieu, notamment à Mongo et à Mangalim, au centre du Tchad.

Le gouvernement tchadien a confirmé, dans un communiqué de la présidence de la République, lu, jeudi soir, à la radio par le ministre de l'information, qu'il avait été « mis fin » à la rébellion par l'« anéantissement » de leurs auteurs, qualifiés de « individus mus par des ambitions dévotement et manipulés ». — (AFP.)

## POLOGNE

### Les ambitions électorales de Lech Walesa

Au moment où les représentants de Solidarité déposaient, jeudi 13 avril à Varsovie, la demande formelle d'enregistrement du syndicat, qui pourrait être légalisé ces jours-ci après plus de sept ans de clandestinité, Lech Walesa a lancé à Gdansk l'un des coups médiatiques dont il le secret, en insistant qu'il pourrait être candidat à la présidence de la République.  
La fonction présidentielle a été créée — a priori pour le général Jaruzelski — dans le cadre des réformes institutionnelles prévues par les accords de la « table ronde » du 5 avril. Le président de la République polonaise doit être élu pour six ans par les deux nouvelles chambres du Parlement (Diète et Sénat) avant de se soumettre, à l'issue de ce premier mandat, au suffrage universel.

M. Walesa a jusqu'ici répété qu'il se considérait avant tout comme un syndicaliste et n'avait donc pas l'intention de se présenter aux élections parlementaires. Mais, interrogé jeudi par les agences de presse occidentales, le président de Solidarité a expliqué qu'il subissait actuellement « de très fortes pressions » pour être candidat. A quoi ? « Je pense que je vais poser ma candidature à la plus haute instance à laquelle on puisse se présenter. La présidence de la République, donc ? » « Si quelqu'un trouve une instance plus haute, je serai candidat. » Puis, un peu plus sérieux : « Je voudrais être candidat à la présidence dans six ans. On veut me pousser à me présenter à la Diète ou au Sénat, mais je n'ai pas encore pris ma décision ».

Le candidat du pouvoir à la présidence est pratiquement assuré d'être élu, puisque tout est prévu pour que l'opposition soit minoritaire dans la nouvelle législature. En introduisant un suspense sur sa propre candidature, M. Walesa cherche peut-être en fait à stimuler l'électorat polonais, dont l'indifférence constitue la principale menace pour Solidarité au scrutin des 4 et 18 juin.

Par ailleurs, le général Jaruzelski et le cardinal Glemp, chef de l'Eglise polonaise, se sont rencontrés jeudi pour passer en revue les relations entre l'Eglise et l'Etat, consacrées dans une convention dont la rédaction vient d'être achevée. Ce texte, qui ouvrira la voie au rétablissement des relations diplomatiques entre Varsovie et le Vatican, devrait être entériné sous peu par la Diète.

## ITALIE : un livre à scandale de l'ancien chef de la « Loge P 2 »

### La contre-attaque de Licio Gelli

ROME  
de notre correspondant

« Un club d'amis dont les objectifs étaient strictement pacifistes et humanitaires... Un lobby d'affaires comme il y en a partout dans le monde. » Ainsi la pseudo-loge maçonnique P 2, qui a provoqué il y a quelques années l'un des plus grands scandales de l'après-guerre en Italie, n'aurait-elle été rien d'autre qu'une association de gens de bonne compagnie, bien intentionnés à l'égard du pays ? Telle est, en tout cas, la thèse défendue par l'accusé numéro un de toute cette affaire, Licio Gelli, ex-grand maître de l'organisation.

Entretiens télévisés sur la première chaîne d'Etat, couvertures de magazine, campagnes de publicité, digressions à longueur de colonnes dans les quotidiens, etc. L'homme par qui le scandale est arrivé, éblouissant toute la classe politique italienne, Licio Gelli, fait aujourd'hui un foudroyant retour dans l'actualité : condamné à huit ans de prison pour avoir financé le groupe d'extrême droite responsable de l'attentat à la gare de Bologne en 1974 (douze morts), il publie ses Mémoires, en 421 pages.

Modestement intitulé *La Vérité*, l'ouvrage de l'ex-vénérable, aujourd'hui en liberté surveillée dans sa villa de Toscane, est d'ores et déjà promis à un grand succès de librairie. D'après les bonnes feuilles publiées cette semaine dans l'hebdomadaire *Espresso*, aucune révélation fracassante n'y figure pourtant. Ancien fasciste et « ne reniant rien de son passé », Licio Gelli, âgé de soixante-dix ans, s'y présente comme

« un honnête homme », injustement persécuté « par des juges maniaques et obsédés », contre lesquels il jure vengeance.

Récemment extradité de Suisse où il s'était réfugié pour échapper aux huit ans d'emprisonnement qui lui avaient été infligés, Licio Gelli n'a été incarcéré qu'un petit mois en Italie. Puis placé en liberté provisoire, pour raisons de santé.

### Sous un pont de la Tamise

Aux termes de l'accord d'extradition qui l'a ramené dans son pays, le vieil homme ne peut être poursuivi aujourd'hui que pour l'affaire de la banque Ambrosiano. On se souvient que Roberto Calvi, le président de cet établissement qui avait fait, en 1982, une faillite retentissante (12 milliards de dollars ont disparu), avait été retrouvé pendu, peu avant le krach, sous un pont de la Tamise, à Londres.

Une longue enquête de la justice italienne a établi, il y a tout juste quelques semaines, que le banquier, qui fut un membre éminent de la « P 2 », ne s'était pas suicidé.

De fait, Licio Gelli s'affirme convaincu que son « ami » a bien été « assassiné » et que « les secrets de sa mort se trouvent aujourd'hui dans les coffres suisses de l'Institut des œuvres de la religion ». Dite « banque du Vatican », cet établissement, qui avait des liens avec l'Ambrosiano, était, jusqu'au mois dernier, présidé par Mgr Paul Marcinkus.

Licio Gelli, qui affirme aujourd'hui n'avoir jamais touché un sou de la banque Ambrosiano —

mais où sont donc passés les dollars persécutés ? — a été formellement inculpé, vendredi 7 avril, de complicité dans cette faillite frauduleuse. Il y aura procès. L'ex-vénérable, en sera la vedette et tout le secret de l'actuelle campagne de presse autour de lui est peut-être là. A travers son livre, qui rappelle à quel point la « P 2 » était bien enracinée dans l'establishment politique, militaire et financier de l'Italie, il expédie à la classe politique un message clair, du genre : « Attention, je sais encore beaucoup de choses, personne n'a intérêt à me renvoyer en prison. » Mardi soir, juste après l'entretien télévisé de l'ancien chef de la « P 2 », Tina Anselmi, présidente de la commission d'enquête parlementaire sur la loge, a rappelé qu'une liste de « frères » avait été trouvée en 1981 au domicile de M. Gelli. Elle comprenait des généraux, des magistrats, des responsables des services secrets, des journalistes en vue et près d'une centaine de politiciens. « L'objectif était de nouer l'Etat pour attenter à la République », a-t-elle affirmé. Le problème est que personne n'a jamais pu savoir si la fameuse liste était ou non exhaustive...

PATRICE CLAUDE.

## IRLANDE DU NORD

### Le Sinn Féin embarrassé par les « bavures » de l'IRA

Revendiquant l'attentat commis la veille à Warrenpoint, dans le sud de l'Irlande du Nord, au cours duquel une jeune vendeuse catholique de vingt ans a été tuée (le Monde du 13 avril), l'IRA a présenté jeudi ses « regrets » à la famille de la victime. Placée dans un véhicule, la charge, qui visait un commissariat de police, a dévasté le centre de la petite ville. Une trentaine de personnes ont été blessées. Le magasin de la jeune vendeuse se trouvait à côté du commissariat.

La multiplication de ce genre de « bavures », qui ont fait à elles seules vingt-neuf morts depuis l'attentat d'Enniskillen en novembre 1987, embarrassent fortement le Sinn Féin, l'aile politique de l'IRA. A quelques semaines des élections communales de mai en Ulster, où il affronte les catholiques modérés du Parti social-démocrate et travailliste, ses dirigeants ont promptement exprimé leur consternation. — (AFP-Reuters.)

### Les Pays-Bas saisiraient la CSCE des violations des droits de l'homme en Tchécoslovaquie

Les Pays-Bas sont prêts à soumettre officiellement le cas de la Tchécoslovaquie à la conférence sur les droits de l'homme, qui doit se tenir, fin mai, à Paris, dans le cadre de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE), a-t-on appris jeudi 13 avril à La Haye.

Cette procédure, engagée à la suite de l'arrestation et de la condamnation de l'écrivain Vaclav Havel, et mise en œuvre pour la première fois par le gouvernement néerlandais, commence par une demande d'explication officielle sur le cas de violation des droits de

l'homme incriminé (demande en l'occurrence rejetée par le régime tchécoslovaque), se poursuit par un entretien entre les Etats demandeur et défendeur (une délégation néerlandaise s'est rendue à Prague à la mi-mars) et peut s'achever par la saisie formelle de la CSCE. La démarche de La Haye n'a pas été appuyée jusqu'à présent par les Etats membres de la Communauté européenne qui, en revanche, ont récemment engagé ensemble une procédure similaire contre la Roumanie. — (Corresp.)

A  
M. l  
géné  
com  
mer  
de 2  
bles  
de l  
fran  
sion  
divi  
19,5  
tant  
lion:  
37,6  
Vier  
198  
moi  
pou  
sati  
L  
résit  
ban  
croi  
part  
harc  
cain  
sant  
avec  
acc  
et le  
ouli

C  
soc  
ser  
tie  
nur  
an  
Me  
sou  
elle  
bou  
à L  
Ser  
ma:  
13  
- m  
Il a  
la r  
éch  
sar  
titu  
ché

de l  
tuel  
ties  
con  
ce s  
aup  
en 2  
per.

PAUL LEDERMAN - CLAUDE MARTINEZ  
et le PALAIS ROYAL présentent

# LES INCONNUS



dans leur NOUVEAU SPECTACLE  
« AU SECOURS TOUT VA MIEUX ! »

avec **NRJ** et la **5**

au THEATRE DU PALAIS ROYAL - 38, rue de Montpensier 75001 PARIS  
à partir du 5 MAI

LOCATION: 3 FNAC - AGENCES - THEATRE - PAR TEL : 42.97.59.81 - SUR MINITEL 36.15 CODE NRJ CLUB -  
INFOS SUR MINITEL 36.15 CODE NRJ

LE SKETCH DE **TELEMAGOUILLES** DISPONIBLE EN 45 T

*Jp Miro 1550*

## Proche-Orient

LIBAN : les navires de secours bloqués par les bombardements

### Les désaccords entre pro-Syriens entravent l'action humanitaire française

(Suite de la première page.)

Les obus au phosphore alumaient tout à tour des incendies dégageant une épaisse fumée dans la montagne comme au cœur de Beyrouth. Rien n'a été épargné.

La station électrique de Jammour, qui alimente Beyrouth, le Méditerranée et la montagne, a été touchée par un obus, privant d'électricité toutes ces régions. La centrale électrique de Zouk ne fonctionne plus qu'à 10 % de sa capacité. Le centre de télécommunications satellite, à lui aussi, était atteint, perturbant le réseau international dans de nombreux secteurs.

Ce regain de violence, préparé déjà par la journée de mercredi, a été provoqué tout à la fois, estime-t-on ici, par la réunion, à Koweït, du Comité arabe de bons offices, qui achève, avec les dirigeants chrétiens du Front libanais, ses derniers travaux, et aussi par l'arrivée prévue de l'aide humanitaire française.

La déclaration du cheikh Sabah Al Ahmad Al Sabah, président de ce comité et ministre koweïtien des affaires étrangères, demandant « le départ des forces israéliennes et non israéliennes du Liban, afin de permettre la reconstruction de ce pays », a certes mis du baume au cœur du pays chrétien. C'est la première fois depuis le début des travaux de ce comité que le cheikh Sabah demande implicitement le retrait des forces syriennes — mais à contrario, on peut penser qu'elle n'a pas dû être appréciée par Damas et ses alliés.

Les revirements du ministre koweïtien diminuent toutefois, aux yeux des Libanais, le crédit à apporter à ses déclarations puisque, à Damas, c'est le point de vue syrien qu'il avait appuyé dans son appel au cessez-le-feu, qui relève aujourd'hui de l'histoire ancienne.

#### Respecter

une « parfaite neutralité »

La mission humanitaire française a, elle aussi, fait long feu, et la joie exprimée, jeudi matin, en sortant de chez le premier ministre du gouvernement à majorité musulmane, M. Selim Hoss, par le secrétaire d'Etat à l'action humanitaire, M. Kouchner, d'avoir pu aboutir à un accord dans les difficultés que vous connaissez, n'aura duré que quelques heures.

Cet accord, mis au point lors de sa troisième rencontre avec le premier ministre musulman, prévoyait dans l'après-midi le début de l'évacuation des blessés à bord du navire-hôpital *La Rance*, qui resterait au large. Deux hélicoptères devaient transporter les blessés, l'un du Bain militaire dans le secteur à majorité musulmane de la capitale libanaise, l'autre de la base maritime de Jounieh dans le pays chrétien. Pour respecter une « parfaite neutralité », *La Rance* devait même s'ancrer sur la ligne de démarcation des deux secteurs de Beyrouth.

Mais c'était compter sans le chef druze Walid Joumblatt, pourtant membre du cabinet de M. Selim Hoss, qui faisait savoir que s'il

accueillait toujours favorablement l'aide française, les modalités de sa mise en œuvre devaient être débattues au sein du comité de sécurité libanais, dissous par le premier ministre chrétien à la fin mars, et qu'en tout état de cause, le cessez-le-feu était lié au blocus des ports, celui-ci devant être levé et la chambre d'opération maritime mise en place le 6 mars par le général Aoun, dissoute.

Deux conditions inacceptables pour ce dernier. Et pour que les choses soient bien claires, les obus pleuvaient aussitôt dans la mer. Trois bateaux de commerce ont été touchés, dont l'un à l'extérieur des eaux territoriales par une batterie côtière. Le seul blessé recueilli par le navire-hôpital *La Rance*, qui mouillait à environ 15 milles des côtes libanaises, a donc été un marin grec atteint sur son cargo.

#### Les exigences de Damas

Dépassé par les événements, M. Hoss envoyait un émissaire à Damas pour prendre contact avec M. Joumblatt, mais sans succès, jusqu'à maintenant. Sans évoquer l'aide humanitaire, le commentateur de Radio Damas sur la position de la France était toutefois sans ambiguïté puisque la radio officielle syrienne affirmait jeudi : « Si la France est vraiment sérieuse dans son appel aux démarcations de la Ligue arabe, elle doit user de son influence sur le général Aoun et sa clique pour les amener à composer avec cette commission. Le premier pas dans ce sens serait l'acceptation par le général Aoun de l'appel au cessez-le-feu, la levée du blocus des ports et la remise en place du comité de sécurité ».

Ces exigences ont été relayées à Beyrouth par le chef druze, M. Joumblatt. De source française, on remarquait d'ailleurs que les bombardements avaient été particulièrement intenses autour de la résidence de l'ambassadeur de France et des locaux de la chancellerie.

M. Bernard Kouchner poursuit toutefois ses contacts, mais, en milieu de matinée de vendredi, le *Rance* mouillait toujours en dehors des eaux territoriales libanaises.

Le gouvernement du général Aoun a d'ailleurs accusé, jeudi après-midi, « l'occupant syrien d'entraver l'arrivée de l'aide humanitaire française », estimant que « la Syrie a poussé ses agents à politiser les initiatives strictement humanitaires afin de la faire avorter ». Humanitaire ou politique, suivant les moments, l'aide française est donc devenue aujourd'hui un nouvel enjeu de la crise en cours.

Pour la population terrée dans les abris, qui est sortie timidement vendredi matin pour s'approvisionner et balayer les débris innombrables qui jonchent les rues, il n'est plus la question. La peur et l'angoisse des bombardements, dont tout le monde attend la reprise, marquent les visages et le pessimisme est total.

FRANÇOISE CHIPAUX.

### M. Deniau se refuse à toute déclaration tant que l'aide n'est pas débarquée

M. Jean-François Deniau, qui avait été chargé par le gouvernement d'une mission au Liban, a indiqué jeudi 13 avril, qu'il ne ferait « aucune déclaration publique tant que le fuel et les vivres, besoins les plus urgents des Libanais, n'auront pas été débarqués ».

Le vice-président UDF de la commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale rendait compte de sa mission à la commission, en présence du ministre des affaires étrangères Roland Dumas. La veille à l'Assemblée, M. Dumas avait indiqué que les propos de M. Deniau sur la responsabilité de la Syrie dans la crise libanaise n'engageaient pas le gouvernement.

M. Deniau a indiqué qu'il « avait obtenu l'accord de M. Hoss et Aoun » pour la fourniture de fuel et de vivres, qu'il considère comme « vitales ». « Je ne ferai aucune déclaration sur le sujet et sur ma mission qui puisse compromettre cette opération de survie », a-t-il affirmé.

M. Dumas pour sa part a précisé que le débat, au cours duquel une dizaine de députés sont intervenus, avait été « très complet, très ouvert et très intéressant ». Pour lui, il faut « faire cesser le dialogue des canons, ouvrir le dialogue des parties libanaises et soulager les souffrances des populations ». La mission de M. Bernard Kouchner « s'exécute. Il restera le temps qu'il faut au Liban pour conduire la mission qui lui a été confiée », a indiqué M. Dumas.

Selon certains commissaires, la réunion a mis au jour des divergences entre les différents composants de l'opposition sur la situation au Liban. Le RPR faisant preuve d'une plus grande prudence vis-à-vis du général Aoun.

[A Damas, l'agence officielle syrienne Sana a affirmé jeudi que M. Dumas, dans un message adressé au président syrien des affaires étrangères, M. Farouk Al Charr, avait fait savoir que les propos de M. Deniau « n'engagent pas la France et ne représentent pas le point de vue du gouvernement français ».

Ce message, rendu jeudi à M. Charr par le directeur des affaires politiques au ministère français des affaires étrangères, M. Bertrand Dufosse, exprime « le souci de la France de poursuivre le dialogue avec la Syrie au sujet du Liban et d'autres questions de la région à la lumière de ce qui a été convenu lors de la visite du chef de la diplomatie syrienne à Paris », en mars dernier, indique Sana. Selon l'agence, le message contenait également « l'assurance qu'apporte la France au rôle important de la Syrie pour aider le Liban ».

À Quai d'Orsay, on précisait vendredi matin que M. Dufosse n'avait rendu aucun message à son homologue syrien, mais qu'il lui avait rappelé les positions françaises, soulignant notamment qu'un dialogue franco-syrien sur le Liban « est l'unique plus nécessaire qu'il existe des divergences de vues entre les deux pays sur cette question ».

« La Syrie présente des excuses à l'URSS. — La Syrie a présenté ses excuses à l'URSS à la suite de l'attaque, il y a deux jours, par des hélicoptères syriens de deux navires soviétiques, qui avait fait sept blessés, a déclaré jeudi M. Guennadi Guerassimov, porte-parole du ministère soviétique des affaires étrangères. Au cours d'une conférence de presse, il a indiqué que deux hélicoptères syriens avaient ouvert le feu sur un remorqueur et un navire de soutien aux opérations de plongée, au large du port syrien de Tartous. « Des examens initiaux indiquent que l'un des pilotes a fait une erreur. La Syrie a exprimé ses regrets et présenté des excuses » a-t-il déclaré. — (Reuters.)

#### Reprise des négociations

##### Iran-Irak

le 20 avril à Genève

New-York (Nations unies) (AFP). — Les négociations de paix entre l'Iran et l'Irak reprendront le 20 avril à Genève au niveau ministériel, a confirmé officiellement, jeudi à New-York, le porte-parole de l'ONU, M. François Giuliani. Le secrétaire général de l'ONU, M. Javier Perez de Cuellar, et son représentant spécial, M. Jan Eliasson, assisteront à ces entretiens.

M. Perez de Cuellar a exprimé l'espoir que « ces conversations intensives à haut niveau permettront d'avancer dans l'application de la résolution 598 [du Conseil de sécurité] afin d'établir des relations de bon voisinage et une paix durable entre les deux pays ».

Cinq Palestiniens tués en Cisjordanie

### Le « jeudi noir » de Nahalin laisse présager un redoublement de violence

JÉRUSALEM  
de notre correspondant

As jendemaia d'un des plus graves incidents enregistrés depuis le début du soulèvement dans les territoires occupés — quatre ou cinq Palestiniens tués dans un seul village de Cisjordanie, — la tension était grande dans toute la région de Jérusalem, le 14 avril, deuxième vendredi du mois de ramadan (le jeûne des musulmans).

Les autorités redoutaient que ce « jeudi noir », venant s'ajouter aux affrontements qui se sont multipliés durant toute la semaine, ne suscite un regain de ferveur nationaliste et religieuse pouvant culminer à la mi-journée, avec la traditionnelle prière sur l'esplanade des mosquées, troisième lieu saint de l'Islam. Jérusalem devait être coupée du reste de la Cisjordanie afin de limiter l'accès à l'esplanade. Mille policiers et soldats ont été déployés autour de la vieille ville et les autorités ont annoncé que les forces de l'ordre interviendraient massivement au moindre jet de pierre.

Le maire, M. Teddy Kollek, a passé la journée de jeudi en conciliabule avec plusieurs dignitaires musulmans afin de les mettre en garde contre tout débordement. L'émotion était toujours très vive, la mobilisation soutenue, et les rumeurs alarmistes chez les Palestiniens, après les très graves incidents qui se sont déroulés à Nahalin, un village situé à 5 kilomètres de Bethléem, dans la nuit du mercredi au jeudi 13 avril. Rarement un affrontement limité à un seul point de la région se sera soldé par un bilan aussi lourd : cinq morts, selon les Israéliens, sept selon l'Agence palestinienne Wafa, qui a publié le nom des victimes. Il y aurait également une soixantaine de blessés.

Avec un certain embarras, le responsable militaire de toute la région, le général Mitna, a annoncé jeudi soir à la télévision qu'une enquête avait été confiée à une équipe d'offi-

ciers supérieurs — procédure plutôt exceptionnelle pour une affaire qu'il a lui-même qualifiée « d'exceptionnelle par la façon dont elle a été menée et par le nombre de morts ».

L'enquête devra déterminer dans quelles conditions une unité de garde-frontières, un corps qui dépend de la police, a ouvert le feu en pleine nuit sur des dizaines d'habitants du village.

D'après les premières indications fournies par le général Mitna, une « opération de perquisition » avait été décidée à l'encontre de Nahalin. Depuis plusieurs semaines, le village aurait été un « foyer d'agitation nationaliste et religieuse » particulièrement actif. Les jets de pierres et de cocktails Molotov se seraient multipliés sur la route Bethléem-Hébron, artère très fréquentée par les colons. Les soldats — une colonne d'une dizaine de jeeps, selon certains témoignages — sont arrivés vers 1 h 30, avec ordre de procéder à des arrestations, de faire descendre la population dans la rue pour effacer des murs les slogans nationalistes et décrocher les drapeaux palestiniens.

taines sources palestiniennes accusent les garde-frontières d'avoir tiré sans discernement et après qu'un conflit eut opposé leur chef à un officier de l'armée présent sur les lieux.

Des renforts ont dû être appelés et tout le secteur était bouclé à l'aube, survolé par un hélicoptère, cependant que la nouvelle se répandait, provoquant de nombreux affrontements dans la région de Bethléem et Hébron : jets de pierres, barrages de pneus enflammés sur les routes et une dizaine de blessés supplémentaires, dont au moins cinq à Bethléem. Le groupe parlementaire du parti de gauche Ratz a dénoncé le principe de ces raids punitifs, « cette cérémonie de l'effacement des slogans nationalistes ». « On peut faire effacer les graffitis, on n'effacera pas le sang », dit le Ratz.

C'est la deuxième fois en moins d'un mois qu'une intervention des garde-frontières se termine avec un nombre élevé de morts. Le 18 mars dernier à Gaza, trois Palestiniens avaient été tués dans un accrochage autour d'une mosquée. Cette unité de professionnels — et non d'appelés ou de réservistes — a une solide réputation de brutalité antipalestinienne, voire de vandalisme fréquent. Mais habituée aux opérations de répression dans les territoires et à être confrontée à des foules hostiles, elle a aussi la réputation de moins faire usage de ses armes que les soldats du contingent.

Les affrontements des premiers jours de la semaine avaient déjà fait trois morts et plusieurs dizaines de blessés par balle, cependant que l'intifada entrait dans son dix-septième mois. Le premier ministre, M. Itzhak Shamir, est attendu samedi à Jérusalem de retour de son voyage de dix jours aux Etats-Unis où il a proposé d'organiser des élections dans les territoires — ce que les Palestiniens, ou au moins leurs porte-parole, ont refusé.

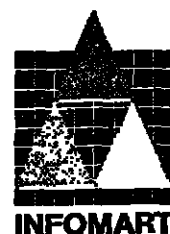
ALAIN FRACHON.

## LE 17 AVRIL AU SICOB RADIO CLASSIQUE AFFAIRES ET INFOMART, C'EST TOUT UN PROGRAMME.

P R O G R A M M E	
RADIO CLASSIQUE AFFAIRES RELEVÉES 7 H 40 à 7 H 50	Pierre BARAZER Président Directeur Général d'IBM FRANCE
TABLES RONDES 8 H 30 à 9 H 00	CAG : du lire-tire à la dimension stratégique
QUESTIONS A... 18 H 25 à 18 H 35	Bernard DUBIER : Directeur Général de Morpho Système Jean-Pierre AYRAUD : Directeur du Développement International de SINORG INFORMATIQUE ET SECURITE

En avant-première du CNIT,  
Infomart fait le point chaque jour,  
sur l'actualité technologique.

Radio Classique FM. 101.1 MZ



INFOMART AU SICOB : HALL 5 - STAND 5 J503

### Plus de 125 000 Kurdes irakiens menacés de déportation

Les autorités irakiennes ont ordonné aux habitants des villes de Kala-Diza et de Ramay du nord du Kurdistan de quitter leurs habitations avant le 25 avril. Selon les milieux kurdes de Paris, qui font état de cette information, les Irakiens envisagent de détruire les deux agglomérations ainsi que les villages avoisinants qui comptent au total près de cent vingt-cinq mille personnes dans le cadre d'une campagne destinée à vider le nord du Kurdistan irakien de ses habitants.

Le 4 avril, les habitants de Kala-Diza ont été invités à remplir des questionnaires concernant leurs familles en vue de faciliter leur déplacement. Dans plusieurs villages de la région de Kala-Diza, les habitants ont refusé de remplir ces questionnaires et le 7 avril les habitations de ces réfractaires ont été

rasées par des bulldozers de l'armée. Les Kurdes de la région ont aussitôt défilé à Bagdad une délégation pour s'enquérir auprès du président Saddam Hussein des raisons de ces mesures de déportation, mais n'ont pas été reçus par le chef de la République irakienne.

Selon les milieux kurdes de Paris, les habitants du nord du Kurdistan irakien seront relégués dans des camps de regroupement dans le sud de l'Irak dans une région désertique ou dans les environs de Ramadi à la frontière jordanienne. Des mesures de déportation ont déjà été prises dans le passé concernant les Kurdes du nord de l'Irak relégués dans des camps de regroupement situés dans le Sud. Toutefois selon ces milieux, les régions ainsi vidées de leur population kurde seront repeuplées par des Arabes.

NE SORTEZ PLUS SANS MOI...

INFORME - CONSEILLE - RESERVE

Ely 12.12 (1) 43.59.12.12

Hôtels - Restaurants - Diner spectacles - Rapas d'affaires - Réceptions - Séminaires - Traiteurs - Animations - Week ends - Locations de salles, châteaux, penthouses, villas de standing etc...

Télex : 640 958 F



## Amériques

## ÉTATS-UNIS

## M. Jim Wright, «speaker» de la Chambre des représentants nouvelle «victime» de la campagne de moralisation

WASHINGTON  
de notre correspondant

Le démocrate Jim Wright, «speaker» (président) de la Chambre des représentants, est en fort mauvaise posture. Une commission d'éthique de la Chambre des représentants doit se prononcer incessamment sur son cas, au terme d'une enquête de dix mois menée par un juriste indépendant, et le « verdict » ne fait à peu près plus aucun doute. M. Jim Wright se verra reprocher d'avoir « violé les règles de la Chambre ».

L'affaire fait grand bruit à Washington, et place les démocrates dans une position très inconfortable.

Dans l'absolu, les infractions commises par le speaker ne sont pas bouleversantes, mesurées à l'aune des pratiques parlementaires habituelles. D'une part, il s'est arrangé pour tourner une règle imposant un plafond aux « honoraires » que peuvent toucher les élus pour leurs apparitions publiques, par le biais d'un mécanisme très simple de collection de discours agrémentés de quelques platitudes mises en forme par un « scribe » — pour lequel M. Wright touchait des droits d'auteur particulièrement élevés (55 % du prix de vente).

D'autre part il est reproché à M. Wright d'avoir reçu de substantiels « cadeaux » d'un homme d'affaires du Texas qui, malgré ses peu convaincantes dénégations, était intéressé au premier chef par les décisions des élus concernant des caisses d'épargne en difficulté, domaines dans lequel le speaker joua un rôle très en vogue. Ces « cadeaux » avaient pris la forme d'un « salaire » versé à l'épouse de

M. Wright, pour un travail dont la réalité reste à prouver, d'une Cadillac de fonctions et d'un appartement loué à un prix ridiculement bas.

En temps normal, tout cela, même si on y ajoute quelques arrangements douteux de moindre importance, ne suffirait peut-être pas à faire condamner le speaker, qui se défend comme un beau diable et, tremblant d'émotion, proteste de sa parfaite innocence.

## Circonstance aggravante

Mais M. Wright a le tort d'attirer l'attention sur lui au moment où les exigences de « moralisation » de la vie publique se font de plus en plus fortes (au point parfois de tourner à l'inquisition, comme on l'a vu dans l'affaire Tower, du nom du candidat à la direction du Pentagone disqualifié pour cause d'alcoolisme); il est aussi la figure de proue d'un Parti

démocrate qui ne s'est pas privé, notamment pendant la présidence Reagan, de dénoncer les turpitudes réelles ou supposées de divers hauts responsables de l'administration; et il est en même temps le symbole parfait d'un Congrès d'ordinaire aussi indulgent à l'égard de ses propres membres que tatillon à l'égard des fonctionnaires de l'exécutif.

S'en prendre à Jim Wright — comme le font certains journaux, en particulier le *Wall Street Journal* — est aussi une manière d'exprimer un ressentiment à l'égard d'une Chambre des représentants dont les membres sont désormais réduits à 99 %, en raison des avantages colossaux offerts aux sortants: M. Wright a d'ailleurs été élu pour la première fois en 1964, l'année où les démocrates ont pris définitivement le contrôle de la Chambre.

Circonstance aggravante, avec son sourire mielleux, sa voix glapissante et ses pratiques politiques souvent tortueuses, Jim Wright n'attire

## Le Congrès approuve l'octroi de l'aide «humanitaire» à la Contra du Nicaragua

La Chambre des représentants et le Sénat ont approuvé, jeudi 13 avril, l'octroi d'une aide de 49,7 millions de dollars aux « contras » anticomunistes du Nicaragua. Le projet « met fin à l'engagement militaire et aux efforts secrets pour renverser des gouvernements dans notre hémisphère », a déclaré le président de la Chambre, M. Jim Wright, avant le vote, acquis par 309 voix contre 110. M. Wright avait été l'un des plus fermes opposants à l'aide militaire aux « con-

tras » durant l'administration Reagan. Il s'est rallié le mois dernier à la nouvelle politique de la Maison Blanche, axée sur des pressions diplomatiques. Le 24 mars, aux termes d'un accord qualifié d'« historique », la Maison Blanche et le Congrès ont décidé de fournir une aide « humanitaire » de 45 millions de dollars par mois aux « contras », jusqu'aux élections au Nicaragua, dans dix mois (*Le Monde* daté 26-27 mars). — (AFP.)

## Le référendum sur la loi d'amnistie des militaires

## Morale contre politique en Uruguay

(Suite de la première page.)

L'un de leurs spots a d'ailleurs déclenché une polémique: le vice-président Enrique Tarigo, chef de la campagne des jeunes, y présentait des personnalités telles que MM. Mitterrand, Chevardnadze, Felipe Gonzalez, et même le pape, qui sont venues visiter le pays depuis le retour de la démocratie. Soulignant ensuite les succès du gouvernement, il s'interrogeait sur la nécessité de le mettre en péril en remuant le passé.

L'histoire de ce référendum aura été une véritable aventure; elle a commencé en décembre 1986, après le vote de la loi d'amnistie, quand les partis de gauche, réunis au sein du Frente amplio, l'organisation Tupamaros (ex-guérilla) et les familles de disparus ont annoncé leur intention de réunir les 556 000 signatures (25 % de l'électorat) exigées par la Constitution.

An début, très peu y croyaient mais, après un travail de fourmi et de porte-à-porte, à la fin de 1987, la commission référendaire déposait six cent mille signatures sur le bureau de la cour électorale qui, après d'interminables vérifications, finissait au bout d'un an par admettre la validité de la démarche.

Le président Julio María Sanguinetti était alors obligé de soumettre sa politique militaire à l'approbation de la population.

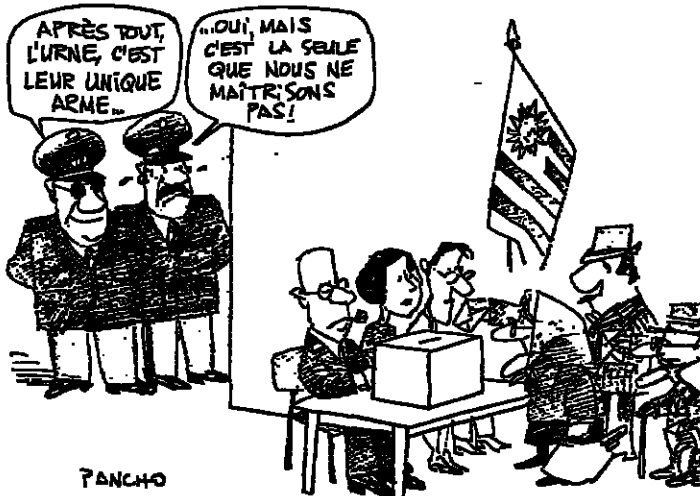
Pour les 2,3 millions d'électeurs — le vote est obligatoire en Uruguay — la question n'est pas aussi simple qu'elle en a l'air, car il ne suffit pas d'être pour ou contre l'armée. D'ailleurs, de nombreux jeunes ont été dans le passé de fervents opposants de la dictature, comme certains membres du Parti national (opposition, centriste). Une attitude que beaucoup ont payée par la prison ou l'exil. Les positions des différents partis reflètent cette ambiguïté. Si tout le Parti colorado (centre droit) du président Sanguinetti soutient l'amnistie, les deux tiers à peine du Parti national lui sont favorables.

Les autres formations politiques votent contre, comme le Frente amplio et les démocrates-chrétiens. Quant à l'Union civique (conservateurs catholiques), elle a laissé à ses partisans le soin de décider en conscience.

## Un vote moral

Pour les verts, il s'agit d'un vote moral. Pour les jeunes, il est politique. Le président Sanguinetti a déclaré: « La question posée ne concerne pas seulement le problème spécifique des plaintes contre les militaires mais aussi la transition vers la démocratie ».

Une victoire des jeunes mettrait fin à un débat entamé il y a cinq ans



PANCHO

lorsque les chefs de la dictature s'étaient réunis avec les principaux dirigeants des partis politiques pour définir les modalités du rétablissement de la démocratie après douze ans d'interdiction. Au sortir de cette réunion dite du « Club naval », l'actuel ministre de la Défense, le général Hugo Medina, alors chef d'état-major de l'armée de terre, avait fait savoir à ses subordonnés qu'ils ne risquaient rien à remettre le pouvoir aux civils.

## Un piège juridique

Pourtant, officiellement, tous les participants ont affirmé que le thème de l'amnistie n'avait pas été abordé. Après l'accession au pouvoir de Sanguinetti en mars 1985, les plaintes relatives aux quelque deux cents disparus uruguayens ont commencé à s'accumuler dans les tribunaux. Une centaine de dossiers ont été constitués impliquant trois cent cinquante militaires ou policiers. Mais les accusés ont alors exigé d'être jugés par la justice militaire. Après une lutte juridique qui a duré un an, la Cour suprême décidait qu'en la matière seuls les tribunaux civils étaient compétents.

Les juges ont donc envoyé des convocations aux militaires suspects. Le général Medina s'en est alors emparé et les a gardés dans son coffre-fort, mettant le président Sanguinetti au pied du mur: l'amnistie ou la crise institutionnelle. Le chef de l'Etat convoquait en toute hâte le principal leader de l'opposition, Wilson Ferreira Aldunate, chef du Parti national, et le persuadait de voter une loi d'amnistie déguisée, sous le terme alambiqué de « Loi de conduite de la préservation punitive de l'Etat ». Le calme était rétabli dans les casernes. Il ne restait plus aux civils mécontents que le recours au référendum.

Outre l'argument de la stabilité politique, les jeunes font également

valoir celui de l'équité. Ils rappellent que, à peine réconstitué, le congrès a voté une série de lois pour libérer tous les prisonniers politiques, y compris les guérilleros. Selon le ministre des affaires étrangères, Luis Barrios Tasano, il serait injuste de ne pas faire bénéficier les militaires des mêmes avantages. Il cite le cas d'un médecin tupamaro qui aurait tué un paysan en lui injectant du pentachlorure, cela qui avait été découvert par hasard une cache de la guérilla. Ce médecin est aujourd'hui, selon lui, employé dans un hôpital public.

Ce à quoi les verts répondent que la plupart des Tupamaros, avant d'être libérés, avaient souffert la torture et l'emprisonnement et que ceux qui y ont échappé ont dû subir de longues années d'exil. Les militaires, eux, n'ont même pas accepté d'être interrogés.

Même si, dimanche, les adversaires de l'amnistie l'emportent, ils risquent de tomber dans un piège juridique. En effet, les jeunes prétendent que, selon le principe de la non-rétroactivité des lois, une victoire verte ne pourrait qu'abroger la loi d'amnistie mais non l'annuler. C'est-à-dire que les militaires, qui en ont déjà bénéficié, ne pourraient être remis en accusation.

Pour les verts, en revanche, le verdict populaire devrait prévaloir et l'amnistie être tenue pour nulle.

La encore, c'est la justice qui devra trancher. Les choses pourraient tourner en longueur car, après le jeu des appels et des recours, les dossiers finiront sur le bureau des cinq juges de la Cour suprême qui disposent chacun de six mois pour les étudier. Ce qui reporterait le problème à au moins trois ans. D'ici là, beaucoup d'eau aura coulé dans le Rio de la Plata.

CATHERINE DERIVERY.

## Asie

## CAMBODGE

## La France fournit des armes légères aux partisans du prince Sihanouk

BANGKOK  
correspondance

L'Armée nationale sihanoukiste (ANS) vient de recevoir deux livraisons d'armes françaises. La première est arrivée le 20 mars et la seconde au début d'avril. La France est la première nation d'Europe occidentale à fournir une aide militaire directe à la résistance non communiste cambodgienne. Parmi les armes légères offertes figurent des lance-grenades et des mortiers, ainsi que du matériel de communication.

Dans le passé, Paris, outre la formation de quelques officiers de renseignements, s'était surtout contenté d'une aide culturelle et médicale destinée avant tout aux réfugiés rassemblés en Thaïlande, dans le camp sihanoukiste de Sio-B, en bordure de la frontière cambodgienne.

Plusieurs pays de la Communauté européenne, dont l'Allemagne fédérale, la Grande-Bretagne, l'Italie et la Belgique, accordent une assistance humanitaire aux deux groupes nationalistes, celui du prince Sihanouk et le Front national de libération du peuple khmer (FNLPK), dont le président est M. Son Sann. Il y a quelques années, la Grande-Bretagne avait, en outre, discrètement assuré l'insurrection, par des experts issus des SAS, de groupes de démolition et de sabotage de l'armée sihanoukiste. Selon des sources américaines, Washington étudie toujours la possibilité de fournir à l'ANS et au FNLPK des armes antichars. L'armée de Phnom-Penh, qui assure de plus en plus la relève des troupes vietnamiennes sur la frontière thaïlandaise, fait, en effet, une utilisation croissante de véhicules blindés.

JACQUES BEKAERT.

## VIETNAM

## Des Soviétiques ont participé à la défense du Nord en 1965 et 1966

Krasnyye Zvezdy, le journal des forces armées soviétiques, cité le vendredi 14 avril par le New York Times, a rapporté que des Soviétiques avaient participé en 1965 et en 1966, au Vietnam du Nord, à la lutte contre les raids de l'aviation américaine. Des Soviétiques auraient notamment participé à la manutention des batteries anti-aériennes qui protégeaient Hanoi.

Un sergent soviétique raconte comment quatre avions américains furent abattus à l'aide seulement de trois roquettes. « Le quatrième appa-

rait fut touché par des fragments de roquette », dit-il. Un colonel soviétique en retraite ajoute de son côté: « Nous nous sommes révélés de bons enseignants. Au total, notre régiment a mis à feu quarante-trois missiles et abattu vingt-trois avions ».

Le rapport ne précise cependant pas combien de techniciens soviétiques furent impliqués dans les combats et quelles furent leurs pertes. Il ne fait pas, non plus, état de participation de Soviétiques aux combats après 1966.

## Afrique

## Djibouti, immense borbier...

(Suite de la première page.)

Une boîte de conserve pour lutter contre un océan d'eau boueuse, nauséabonde, d'un noir épais et gras: cassée en deux, la jupe à fleurs relevée au-dessus des genoux, les mollets dans la vase, c'est tout ce qu'a pu trouver une jeune femme pour écopper sa maison, ou plutôt sa cage de vases ondulés, habitat de régime dans « les quartiers ».

A quelques mètres de là, une autre femme s'échine, à grands coups de pioche, à creuser une tranchée pour tenter de drainer l'eau de son cabanon. Peine perdue: l'eau continue désespérément de stagner, dans une odeur que la chaleur rend encore plus intolérable. Partout ailleurs, dans ce « quartier 6 », dévasté, les rues ne sont plus, au mieux, que borbiers, au pis, que rivières. Mêmes scènes encore, dans le quartier voisin — le 7 — de ces cesses délaissées pour rendre habitables des cases qui ne le seront certainement pas avant plusieurs jours. Mêmes scènes aussi de ces papiers des services officiels, qui parent au plus pressé, aspirant une eau qui semble ne jamais vouloir baisser.

Et pourtant, le plus gros a été fait. La majeure partie des quartiers qui avaient été submergés — 70 % de la ville — sont maintenant « hors d'eau ». Sur l'emplacement du réseau routier de la cité, le bûche ou la terre a disparu, cela que les secours ont été menés — de l'avis général — du mieux qu'ils pouvaient l'être, en étroite collaboration avec les forces françaises basées à Djibouti, et dont M. Allalouh a estimé que l'aide avait été « inestimable ».

A commencer par sauver quelque soixante-dix personnes, prises le premier jour dans les flots de l'océan Amboul. Trois hélicoptères français se sont notamment relayés pour pêcher les passagers d'un car emporté par les eaux. Echoué, couché sur le côté, seul un treuilage d'hélicoptère a permis de secourir les occupants. L'armée a aussi permis d'éviter ce qui aurait pu devenir encore l'ampleur de la catastrophe, en évacuant de justesse l'eau qui avait envahi la centrale électrique de la ville et en menaçait les installations vitales.

## Mise en application du plan ORSEC

La mise en application du plan ORSEC par les autorités djiboutiennes s'est traduite par la mobilisation de deux mille hommes, soit la moitié environ des Forces françaises à Djibouti (FFDJ), assurée le surcroît, la distribution de trente mille rations de combat (ajoutées aux soixante-dix mille vannes de France), l'acheminement des aides, la logistique, l'installation d'un camp de toile pour les sinistrés, toutes activités coordonnées. De part et d'autre, tant le général Gauthier, commandant en chef des FFDJ, que le ministre de l'Intérieur se sont félicités de l'efficacité de la coopération.

Outre cet apport, la France a envoyé un Boeing-747, et un DC-8 chargés de matériel de secours, deux vingt-motopompes à grande puissance, des tentes, des couvertures. Mais d'autres pays ont aussi répondu aux demandes d'aide internationale, tels que la RFA — qui devrait livrer des médicaments — l'Arabie saoudite et le Yémen du Nord, qui a dépêché trois avions et fourni des médicaments.

Aujourd'hui, malgré le drame de milliers de personnes dont les habitations sont toujours envahies par l'eau, Djibouti commence à respirer de nouveau. Déjà, on a prévu le rapatriement, d'ici huit jours, des vingt et un pompiers français (de Marseille et des Yvelines) envoyés d'urgence dimanche dernier. Selon l'un des responsables des pompiers de Djibouti, la ville devrait être totalement « asséchée » à la fin du mois. D'autre part, la plus grande partie des centres d'hébergement ouverts aux sinistrés, notamment des écoles et des mosquées, ont été évacués. Les dirigeants djiboutiens redoutent en plus haut point le phénomène d'habitudes, qui transformerait des centres d'hébergement temporaires en véritables camps de réfugiés permanents.

Dès samedi, les écoles devraient commencer à reprendre possession de leurs classes. Sur le plan sanitaire, les autorités se montrent plutôt optimistes et excluent, pour le moment, toute éventualité d'épidémie. Pour le docteur Baillay, coopérant français et directeur du service d'hygiène, il faut essentiellement s'attendre à une vague de diarrhées et de conjonctivites, avec un fort risque de réurgence du paludisme, mais il écarte d'abord le danger d'épidémie.

Djibouti sauvée? Certes, mais les inondations d'avril 1989 laisseront certainement de profondes traces ne serait-ce que sur le plan économique. Alors que les bilans sont loin d'être définitifs, que l'évaluation globale des dégâts n'est pas encore terminée, loin de là, le ministre des travaux publics, M. Ahmed Aden, estime déjà à près de 10 millions de francs le coût de réparation de la voirie dans la seule ville de Djibouti, où des chaussées entières — quelques-unes à peine terminées — ont été défoncées, au point d'être rendues inutilisables.

Les événements de ces derniers jours posent avec encore plus d'acuité le problème — insoluble jusqu'à — de l'urbanisation de la cité, qui a fêté, il y a à peine deux ans, son centenaire anniversaire.

Si le gouvernement a déjà entrepris des travaux de réhabilitation dans certains secteurs de la ville basse et lancé des études d'urbanisation, le chemin risque d'être encore très long et surtout très — trop, en fait — coûteux pour la plus fragile économie djiboutienne, avant que quiconque puisse garantir que « cela ne recommencera pas ».

YVES HELLER.

## SOUDAN

## Les rebelles auraient enlevé la garnison stratégique d'Akobo

L'Armée populaire de libération du Soudan (APLS) affirme avoir enlevé la ville d'Akobo, la dernière garnison stratégique qui lui échappait encore près de la frontière entre le sud du Soudan et l'Éthiopie. Selon sa radio, Akobo, qui servait de quartier général aux Forces armées, listes dans la province du Haut-Nil, est tombée mardi 11 avril, après trois jours de durs combats.

A Khartoum, le Front national islamique, qui dispose d'une cinquantaine de députés, a décidé mercredi de boycotter les travaux de l'Assemblée constituante, qui compte deux cent soixante membres, jusqu'à « l'édification d'un Etat islamique, but pour lequel nous sommes prêts à nous sacrifier ».

Par ailleurs, en ce qui concerne les opérations internationales de secours au sud du pays, la CEE a décidé mercredi 12 avril de verser 7 millions d'ECU (7,7 millions de dollars) à titre d'aide d'urgence.

Pour sa part, M. James Grant, directeur général de l'UNICEF et coordinateur de l'opération Sojeir du Soudan, lancée au début du mois, a annoncé à New-York que l'ONU avait réuni 55 millions de dollars sur les 135 dont elle estime avoir besoin pour sauver les populations du Sud de la famine. Quant à la France, elle aurait déjà consacré 156 millions de francs aux opérations de secours au Soudan. — (AFP.)

## Graphologue MSI

Notre cabinet spécialisé dans la sélection de personnel pratique environ 2000 analyses graphologiques par an. Vous pouvez suivre une formation par correspondance très individuelle. Informations gratuites à MSI, LM

## DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

## Le Monde

RADIO TELEVISION COMMUNICATION

## A l'exception de la CGT

### Les centrales syndicales nationales cherchent l'apaisement en Corse

A l'exception de la CGT, les directions nationales des grandes organisations syndicales avaient — après l'interruption unilatérale des négociations avec les fonctionnaires grévistes de Corse — observé un silence dont le gouvernement n'était pas loin de penser qu'il pouvait valoir approbation.

Les centrales nationales semblent, en effet, parfois, aussi peu à l'aise que le gouvernement face au comportement des unions

locales de l'île. Mais M. Michel Rocard, mercredi 12 avril à l'Assemblée nationale, a « poussé le bouchon » un peu loin, en traitant notamment les négociations des derniers jours sur l'île de « comédie ». C'est pourquoi la FEN et la CFDT se sont jointes jeudi à la CGT pour critiquer M. Rocard.

Du côté de la CGT, la condamnation des propos de M. Rocard est, évidemment, encore plus ferme. Pour M. François Duteil, secrétaire de la confédération, le premier ministre « vient de témoigner son

profond mépris à l'égard des fonctionnaires corses, mais aussi de tous les travailleurs ».

Toutefois, au-delà de cette réprobation commune, la différence d'attitude entre la CGT et les autres centrales demeure évidente. Alors que les intersyndicaux de l'île ont voté la poursuite de la grève, CFDT et FEN souhaitent visiblement l'apaisement. Au contraire, la CGT a appelé à une journée d'action et de manifestations, mardi 18 avril, pour soutenir les grévistes de Corse.

## La grève reconduite sur l'île

BASTIA  
de notre correspondant

Seules l'absence de feux rouges au bas de la place Saint-Nicolas, et la destruction de cabines téléphoniques près de la poste rappellent encore, jeudi 13 avril, les violents incidents de la veille dans les rues de Bastia. Mais ces débordements ont assez marqué les esprits pour que quelques précautions soient prises.

Ainsi, le comité corse de lutte (CCL), un groupement de socio-professionnels de toute l'île, dont le porte-parole est l'ancien dirigeant autonomiste, M. Edmond Simeoni, qui avait déjà organisé une grande manifestation avec les nationalistes, le 1<sup>er</sup> avril, a-t-il expliqué jeudi : « Nous regrettons les violents inci-

dent après la manifestation de mercredi : (...) la situation sociale, économique et politique se dégrade dangereusement et chaque jour davantage. Pour ne pas accroître la tension et faciliter la pratique des valeurs de base de la démocratie, nous annulons la manifestation prévue le 15 avril ».

Au cours d'une conférence de presse tenue à Bastia, le préfet de Haute-Corse, M. Bernard Boncault, a pu être rassuré les adhérents du CCL inquiets, notamment des conséquences du conflit sur l'économie de l'île : déjà cent vingt demandes de mise au chômage technique ont été déposées par des chefs d'entreprise. « Des mesures immédiates sont prises, a affirmé le préfet, pour accorder des reports d'échéances sociales et fiscales aux entreprises de la région. (...) A la

demande du directeur de la Banque de France, le comité local des banques s'est réuni pour évaluer les mesures à prendre pour faciliter le fonctionnement des circuits financiers. » Il ne suffira pourtant pas d'en rester là, puisque les syndicats de fonctionnaires des deux départements de l'île ont décidé jeudi de « poursuivre la lutte ». Les syndicats ont passé la journée de jeudi à consulter les assemblées générales de fonctionnaires, qui, « majoritairement, demandent la réouverture des négociations là où elles ont été interrompues ».

Pour FO, cette reconduction « de la grève décidée par la base est la deuxième réponse des travailleurs au gouvernement après le succès de la manifestation de mercredi ». La CGT, de son côté, « se félicite de la confirmation du soutien de sa confé-

dération qui appelle à une journée nationale d'arrêt de travail le 18 avril en signe de solidarité » (lire par ailleurs). La CFDT, sans remettre en question « le front syndical » se donne tout de même « le temps de la réflexion avant d'agir ». « On ne peut pas laisser la Corse exsangue comme elle l'est actuellement souligne la CFDT. Les grévistes sont des gens responsables. Des solutions seront trouvées face à la situation des personnes les plus démunies ».

Une nuance qui peut traduire les divergences de stratégie intersyndicale en Corse, mais peut être aussi les différences de soutien confédéral, tout autant que les tentations de reprise du travail de la part de la base.

MICHEL CODACCIONI.

## Au Palais du Luxembourg

### Les sénateurs s'inquiètent du surendettement des ménages

« Le Sénat est sage mais il est peu nombreux ». M. Etienne Dailly (Ras. dém. eur., Seine-et-Marne), président de la séance, a ainsi commenté, jeudi 13 avril au détour de la discussion d'un amendement, la proposition du gouvernement de s'en remettre à « la sagesse de la Haute Assemblée ». Seuls une dizaine de sénateurs ont, en effet, examiné le texte défendu par M<sup>me</sup> Veronique Neiertz, secrétaire d'Etat chargée de la consommation, qui traitait de l'information, de protection des consommateurs et de diverses pratiques commerciales.

En revanche, à l'extérieur de l'hémicycle, une agitation inhabituelle secouait les lambris du Palais du Luxembourg, à la suite de la parution, le jour même, d'un article dans l'*Evénement du jeudi*, dénonçant les mauvaises habitudes du Sénat. Cette enquête, qui faisait suite à celles du *Monde* et du *Canard enchaîné* (1), a entraîné une réunion extraordinaire du bureau du Sénat tandis que, dans les couloirs, les conciliabules se multipliaient et que des retards perturbaient la discussion du projet de M<sup>me</sup> Neiertz.

En dépit de cette ébullition, ce texte qui, selon le secrétaire d'Etat chargé de la consommation, entend combler « les multiples vides juridiques nés de l'évolution des méthodes commerciales », a été adopté, en première lecture, à la quasi-unanimité des groupes, les communistes s'étant abstenus. Amendé, le 25 novembre 1988 à l'Assemblée nationale (le *Monde* du 29 novembre), ce projet, déjà très disparate, a été, de nouveau, enrichi par les sénateurs.

A l'occasion de la discussion concernant la protection des emprunteurs en matière de crédit, M. Jean Arthuis (Un. cent., Mayenne) a ainsi déposé un amendement, adopté en scrutin public, afin de lutter contre le surendettement des ménages puisque, « en l'état actuel des choses, la seule issue possible pour les consommateurs accablés, reste la liquidation judiciaire des entreprises en difficulté, ce dispositif prévoit, selon l'ancien secrétaire d'Etat chargé de la consommation et de la concurrence, d'apurer le passif par « une mise en règlement judiciaire civil » lorsque les ménages se trouvent dans « l'impossibilité absolue de faire face à leurs dettes ».

M<sup>me</sup> Neiertz a reconnu, pour sa part, « l'opportunité » de créer les moyens de « responsabiliser » tant les emprunteurs que les prêteurs, compte tenu du développement préoccupant de l'endettement des consommateurs qui s'est encore accru de 30 % en un an. Toutefois, l'importance de ce problème en France — seul pays de la Communauté européenne à n'être doté d'aucun dispositif « tant préventif que curatif » — « mérite mieux », selon elle, qu'un « amendement noyé dans un texte ». D'autant que le Conseil national de la consommation qui regroupe à parité des consommateurs et des professionnels, doit, sous quinze jours, exposer des solutions en la matière et que M<sup>me</sup> Neiertz a prévu de déposer, début mai, un projet de loi consacré à cette seule question.

D'autre part, M. Paul Lorient (PS, Essonne) s'est également intéressé à la protection des petits épargnants, « fort malmenés en ce moment » avec la libéralisation des frais de courtage, en leur permettant

« d'ester en justice » au même titre que les associations de consommateurs. Entendant défendre le principe du « capitalisme populaire », M. Arthuis a repris à son compte cet amendement, adopté par le Sénat, contre l'avis du gouvernement qui souhaitait que celui-ci soit présenté à l'occasion du prochain examen du projet de loi relatif à la sécurité et à la transparence des marchés financiers.

## Loteries et gros lots

Les sénateurs ont également apporté des précisions au texte qui leur était soumis. Ainsi le Sénat a-t-il exclu du champ d'application du dispositif relatif au démarchage à domicile le cas où le client a souhaité « expressément » la visite du démarcheur, à condition que ce dernier se consacre exclusivement à l'objet pour lequel il a été sollicité. La Haute Assemblée a parallèlement autorisé les concessionnaires du service public (EDF, GDF...) à engager des poursuites pénales à l'encontre de démarcheurs se présentant à tort de cette qualité pour forcer l'attention du consommateur, alors que, auparavant, seul ce dernier avait le droit d'ester en justice.

En revanche, les sénateurs ont supprimé la possibilité offerte par le projet au ministre de la consommation de « déposer des conclusions et de les développer à l'audience », parallèlement à l'action du ministère public, lorsque les associations de consommateurs ont saisi les tribunaux d'un litige.

En ce qui concerne la réglementation des loteries avec préjudice, développées essentiellement par les sociétés de vente par correspondance, les sénateurs ont exclu du dispositif les loteries classiques (où le tirage s'effectue après que les consommateurs ont renvoyé leur bon de participation).

Ils n'ont ainsi pas suivi M<sup>me</sup> Neiertz qui a estimé que des moyens de publicité incitant à la participation à des loteries, quelles qu'elles soient, en tendant à faire croire à des milliers de destinataires qu'ils ont gagné le gros lot. Le secrétaire d'Etat chargé de la consommation a, en revanche, obtenu de la Haute Assemblée que le bulletin de participation à ces loteries et le bon de commande qui l'accompagne généralement figurent sur deux documents « distincts ».

A propos du dispositif législatif concernant les contrats de courtage matrimonial, les sénateurs se sont assurés que la rédaction du texte accordait à ces professionnels du « marché de la solitude » une obligation de moyen et non de résultat. Ils ont également précisé les mentions devant figurer sur les annonces personnalisées diffusées par les agences matrimoniales et les conditions de résiliation des contrats passés avec les « consommateurs ».

Enfin, le Sénat s'est préoccupé de combler le vide juridique concernant la réglementation de la consignation des emballages de liquides alimentaires, vide né de l'entrée en vigueur de l'ordonnance du 1<sup>er</sup> décembre 1986 sur la liberté des prix et de la concurrence.

V. DEVILLECHABROLLE.

(1) Le *Monde* du 22 décembre et le *Canard enchaîné* du 21 décembre 1988.

# LE SICOB

17-22  
AVRIL 89  
PARIS-NORD  
VILLEPINTE

TELECOM. INFORMATIQUE. BUREAUTIQUE. ESPACE BUREAU.

Du 17 au 22 avril 1989, Paris sera le rendez-vous européen de l'informatique, des Télécom, de la Bureautique et de l'Espace Bureau.

Un millier d'exposants, deux cent mille visiteurs, utilisateurs, distributeurs, s'y retrouveront pour découvrir, choisir ou acquérir les tout derniers produits et services disponibles sur le marché.

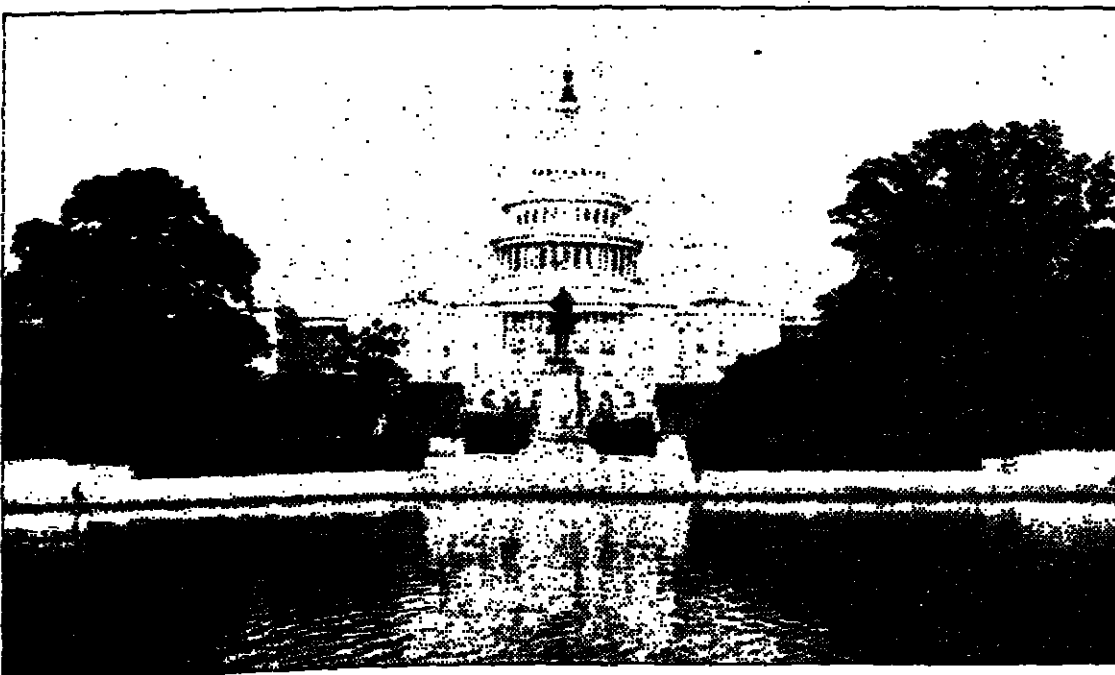
Le Sico 89 : un panorama unique de toutes les solutions professionnelles concrètes pour l'information et la communication d'entreprise.

## CALENDRIER DES CONFÉRENCES

17 au 21 avril : Les Journées Européennes d'Informatique Administrative.  
20 avril : Rencontre Management et Informatique.  
18 et 19 avril : 2<sup>e</sup> Convention Européenne des Télécom.  
20 et 21 avril : 2<sup>e</sup> Convention Internationale Espace Bureau.  
17 au 22 avril : Les Journées d'Etudes et d'Applications.

Pour en savoir plus : Minitel 3616 Code SICOB

NUMEROVERT  
05 19 92 00  
APRIL 1989



## WASHINGTON DC AVEC PAN AM

4 vols directs par semaine

Parler de liaison capitale  
ne saurait être exagéré

N°1 sur l'Atlantique.

PAN AM

Le nouveau Paris-Washington DC de Pan Am est ce que l'on peut appeler une liaison privilégiée : le vol s'effectue en Airbus A310, avion moderne et spacieux ; il est direct, avec correspondance immédiate vers Los Angeles. Cette liaison vient s'ajouter aux vols Paris-New York et Nice-New York quotidiens, et aux vols Paris-Miami non stop, avec correspondances pour plus de 60 villes aux USA, Caraïbes et Amérique Latine. Washington, New York ou Miami, avec Pan Am, vive l'Amérique en direct ! Pour en savoir plus, contactez votre Agent de Voyages ou Pan Am au (1) 42 66 45 45.

\*Vols quotidiens à partir du 25 mai 89



## Les « rénovateurs » et les centristes persistent dans leur différence

Cinq jours après le RPR, le conseil national de l'UDF, réuni jeudi 13 avril à l'Assemblée nationale, dans une atmosphère tendue, s'est prononcé pour la constitution d'une liste UDF-RPR conduite par M. Valéry Giscard d'Estaing. Par quarante-neuf voix contre treize, la motion des « rénovateurs » soutenue par M. Charles Millon, demandant que le choix de la composition de la liste d'opposition soit le fruit d'une convention nationale de l'opposition convoquée immédiatement, a été repoussée.

Ce conseil national a donné lieu à l'affrontement attendu entre d'un côté giscardiens, léotardiens et radicaux, et de l'autre les centristes de M. Pierre Méhaignerie et M<sup>me</sup> Simone Veil. Le président du CDS a confirmé l'intention de ses amis de constituer à côté de la liste d'union

des appareils, une « liste très ouverte afin de donner un choix aux électeurs pour sauvegarder les chances du renouveau ».

M. Giscard d'Estaing semble encore ne pas vouloir s'y résoudre. « J'ai deux enfants chéris, a-t-il rappelé le soir même sur Antenne 2, l'union et l'Europe. Je les ai fait progresser tous les deux aujourd'hui. Il a lancé un appel aux centristes pour qu'ils expriment leur personnalité au sein d'une liste et pas en dehors d'une liste ».

Quelques minutes auparavant, les « rénovateurs », réunis à l'annexe de l'Assemblée nationale (286, boulevard Saint-Germain, leur adresse désormais officielle) faisaient savoir qu'ils renouaient à constituer leur propre liste mais qu'ils entendaient bien s'organiser « pour rénover l'opposition de l'intérieur ».

Sont venus s'associer à ce mouvement MM. André Rossinot, Maurice Ligtot, Bruno Durieux, Pierre-André Wiltzer, Richard Cazeaux, Jean-Paul Charis et Jean-Yves Haby. « Depuis quinze jours, relève le communiqué des « rénovateurs », nous avons exprimé la profonde aspiration des Français au renouvellement et à l'union de l'opposition. (...) Fidèles à l'esprit de notre démarche, nous avons décidé de ne pas participer à cette nouvelle division, laquelle a déjà conduit à tant de défaites. Soucieux de donner l'exemple et de mettre en accord nos paroles et nos actes, nous n'ajoutons pas à la division de l'opposition. Si cette division persiste, nous ne serons candidats sur aucune liste. Aujourd'hui nous poursuivons notre démarche. Nous organisons notre courant et nous appelons les Français

qui, comme nous, souhaitent l'union et le renouvellement de l'opposition, à nous rejoindre ».

La date des assises nationales de l'opposition que veulent provoquer ces « rénovateurs » n'est pas encore décidée. Dans l'immédiat, ils comptent engager en province une série de réunions régionales « pour aller à la rencontre de nos concitoyens », précise M. Millon qui entend ainsi faire « coup double » : parler de l'Europe et de la rénovation.

Un sondage (de la SOFRES, huit cents personnes interrogées du 11 au 12 avril) publié dans Libération du 14 avril indique que ce mouvement des « rénovateurs » est approuvé par 55 % des Français.

## La grande scène giscardienne

Ce ne fut point tendre. Si souvent accusé de jeter de l'huile sur le feu, la presse, convoquée pour la première fois à briser le huis clos traditionnel du conseil national de l'UDF, servit plutôt, pour le coup, de garde-fou...

On n'ose imaginer à quel déballage de linge sale les éminents membres de ce « parlement » de l'UDF se seraient livrés si micros, caméras et stylos ne s'étaient trouvés ainsi constamment braqués sur eux. Cette réunion, qui a duré près de trois heures, a moins frappé par les discours qui y ont été alignés, fort rebattus depuis plusieurs semaines, que par son climat que l'on peut qualifier sans exagérer de délétère. Car, plus que les mots qui pourtant maintes fois furent crus, certaines images suffisaient à traduire, sinon à expliquer parfaitement, tous les malheurs accumulés par cette confédération, toutes ces différences de culture politique, de sensibilité profonde et de comportement, qui n'arrivent plus, dans la crise, à être gommées, bref tout le malentendu permanent qui mine depuis des années ce camp de l'opposition.

Qui se rassemble s'assemble ? Qu'ont en commun MM. Poniatowski, Chénou, Griotteray, pressés autour de la même table, et à quelques chaises MM. Barrot, Suss et Roustan ? Un peu plus loin, les deux « rénovateurs » membres de ce conseil national, MM. Millon et Bayrou, faisaient eux carrément figure de pelés, de galeux, de tondus amenés devant un tribunal des flagrants délits.

Certes la lumière des flashes qu'ils attirèrent pouvait les réchauffer, mais certains propos d'excommunication de leurs coreligionnaires en politique durent leur faire froid dans le dos. Car le libéralisme a ses limites. M. Millon a pu le vérifier à ses dépens auprès, par exemple, du duo de choc constitué par MM. Madelin et Longuet qui, la

refuse, copta le président de l'UDF. Les décisions politiques se prennent au grand jour. Ce qui n'était en réalité qu'une manière de se prémunir contre les quelques voix balourdies qui, en dépit des grands moyens déployés par les giscardiens zélés pour cadenasser ce conseil national, auraient pu faire perdre dans le fond de l'urne la majorité des trois quarts requise, laquelle effectivement par deux fois sera enregistrée de justesse.

## La « chère Simone »

M. Millon, suprême hardiesse, revint à la charge. Il se fit tancer comme un vulgaire potache avant d'être « collé » un peu plus tard à

Entre les radicaux qui, eux non plus, n'arrivent plus à jouer ensemble dans leur petite cour de récréation. M. Yves Galland est dans la roue de M. Giscard d'Estaing, tandis que son prédécesseur a décidé à nouveau de pédaler sur la route de l'ouverture. Seul, finalement, le PSD de Max Lejeune — tout un programme en ces temps — ne parut pas être dérangé par la contagion novatrice. Le PSD est derrière M. Giscard d'Estaing et a tenu à ce que cela soit dit.

En réalité chacun, par la suite, a joué sans surprise sa propre partition. La seule véritable constatation à faire est que désormais tout le monde est d'accord sur la nécessité de rénover l'opposition. M. Giscard d'Estaing y voit la victoire de

les idées puisqu'il est exact, ainsi qu'il l'a rappelé à deux reprises au « Grand Jury RTL-Le Monde » du 26 février, il défendait déjà le principe d'« états généraux de l'opposition ». Pour quoi faire ? C'est une autre histoire et personne ne s'est hasardé à apporter un début de réponse. Quand ? Ce fut tout le débat greffé sur celui de la liste unique ou de deux listes pour l'opposition.

## Avant ou après le 18 juin ?

Chaque chose en son temps, a répété M. Giscard d'Estaing. « Je veux, a-t-il dit, pour l'UDF davantage de transparence et davantage de démocratie. Nos institutions doivent être renouvelées. Mais après le 18 juin. Pour l'heure deux mots sont pour lui prioritaires : union et gain. « Puisse les objectifs européens de l'UDF et du RPR sont désormais communs (...), l'opposition a besoin d'une victoire pour reprendre confiance. Elle a perdu l'année dernière l'élection présidentielle, en dépit de la qualité de ses deux candidats, en raison de sa division. Elle a perdu de justesse les élections législatives. Cette année l'opposition a besoin d'une victoire ! Pour montrer à l'intérieur que l'alternance est possible. Et pour affirmer à l'extérieur que si la France est républicaine, elle n'a pas choisi pour autant de demeurer socialiste. » Thème que reprennent avec différentes variations MM. Léotard, Lamassoure, Madelin, Jacques Blanc et Daniel Hoefel, celui-ci reflétant l'opposition des sénateurs centristes contre le projet de liste autonome du CDS.

Comme prévu, ce fut en face M. Millon qui se chargea de relever le gant giscardien. Avec une fougue que certains de ses amis lui reprochèrent, le député de l'Ain défendit sa motion, réaffirmant qu'« il n'est pas possible d'unir véritablement l'opposition républicaine sans engager simultanément sa rénovation ». « Attention, prévint-il, que la liste que nous constituerons ne soit pas une liste « peau de chagrin » (...). Combien de temps l'opposition va-t-elle se résigner à tourner en rond de la sorte ? La préparation des élec-

## 13 voix sur 63

Comme prévu, la motion Millon fut rejetée par le conseil national ne recueillant que 13 voix pour sur 63 (1). Un autre document fut mis au vote, présenté sous la signature de MM. Léotard, Galland, Lejeune, Lamassoure et Piaton. « Prenant acte de la volonté d'unité de liste exprimée par le conseil national du RPR » et « décidant d'investir pour les élections européennes une liste commune avec le RPR conduite par M. Giscard d'Estaing ».

Ce texte recueillit 47 voix favorables (2). Ce qui ne représente pas mathématiquement la majorité des trois quarts requise. « Nous n'allons pas tomber dans le juridisme », observait malicieusement M. Méhaignerie. Passant outre ce point de détail, M. Giscard d'Estaing, lui, se frotta les mains, se félicita « de cette ambiance chaleureuse » qu'il fut seul à détecter. Il pourra aller à Strasbourg. M. Léotard est déjà prêt à prendre sa relève à la tête de l'UDF : « Je suis tout à fait prêt, a-t-il fait savoir, pour ce qui me concerne, le 19 juin au matin, à rencontrer tous ceux qui à juste titre et de bonne foi veulent être les artisans du chantier de la rénovation. » Il est des soutiens qui tiennent.

D. C.

(1) Sur les soixante-trois membres du conseil national, treize ont voté en faveur de la motion Millon (M. Jean François-Poncet était absent) : MM. Jacques Barrot, François Bayrou, Loïc Bouvard, Bernard Claret, Jean-Paul Fuchs, André Dilligent, Pierre Méhaignerie, Charles Millon, André Rossinot, Bernard Suss, Jean-Marie Vanlerenberghe, M<sup>me</sup> Nicole Fontaine et Simone Veil.

(2) La motion tenant pour acquiescer le principe de la liste RPR-UDF conduite par M. Giscard d'Estaing a obtenu 47 voix favorables. M. Giscard d'Estaing s'est abstenu ainsi que M. René Monory. Avec MM. Paul Girod, André Rossinot, Charles Millon et M<sup>me</sup> Veil, les centristes ne voulaient pas préjuger la décision de leur congrès de Lille des 22 et 23 avril, ont refusé de prendre part à ce vote.

## Batailles épiques et petits calculs

COMME un soir d'élections, ils sont tous contents ! A la fin de ce conseil national de l'UDF, rénovateur fidèle des vieux congénères et inamovibles de cette confédération, M. Valéry Giscard d'Estaing se réjouit d'avoir fait progresser « [ses] deux enfants chéris », l'union et l'Europe, accroché au postulat de base de l'union qui défend bec et ongles depuis mai 1981 : « Ce qui nous unit est plus important que ce qui nous sépare ».

Les rénovateurs eux aussi se déclarent satisfaits. Certes, ils n'auront pas la hardiesse, pour ne pas ajouter à la confusion de lancer une liste concurrente aux européennes. La plus importante, à leurs yeux, est que l'urgence d'une rénovation profonde de l'opposition soit désormais chose admise par tout le monde.

Comme souvent, chacun voit donc midi à sa porte. M. Giscard d'Estaing estime sans doute avoir gagné une bataille, mais on peut se demander s'il gagnera la guerre. Optimiste incurable, le président de l'UDF continue de croire que les centristes n'oseront pas, au dernier moment, biter leur liste, que leur prochain congrès de Lille les 22 et 23 avril les ramènera à sa raison.

Il est vrai que ces centristes sont divisés sur l'opportunité d'une liste autonome. Les sénateurs ne suivent plus. D'autres, parmi leurs députés, risquent bien aussi de rechigner. Mais M. Méhaignerie a répété au conseil national de l'UDF qu'il était tout à fait résolu à aller jusqu'au bout.

Il est pratiquement acquis qu'il ne prendra pas lui-même la tête de cette liste centriste. Dès lors, le choix actuellement en discussion se pose entre M<sup>me</sup> Simone Veil — qui sera présente pour la première fois au congrès CDS — et M. Dominique Baudis, les responsables du CDS voyant dans cette promotion du maire de Toulouse — plus que réducteur pour l'heure — le moyen de faire « la jonction avec les rénovateurs ».

Quelle que soit l'issue de ces négociations, M. Giscard d'Estaing aura de toute façon du mal à tenir son pari des 40 %, barre qu'il pensait pouvoir atteindre le 18 juin. Elle était déjà inférieure au résultat obtenu en 1984 par la liste commune de M<sup>me</sup> Veil (42,88 %), jugée à l'époque médiocre. Les sondages ne

laissent guère entrevoir pareille performance.

Les rénovateurs, eux, ont perdu cette bataille des européennes. Ils ne seront présents sur aucune liste. Si l'hypothèse Baudis resta en suspens, les rénovateurs refusent la constitution d'une troisième liste et n'ont pas voulu partir avec les centristes pour qu'il ne soit pas dit, comme on le répète à l'envi au RPR, que leur mouvement n'est qu'un paravent à la dérive gauchiste du CDS. Ces rénovateurs veulent eux aussi gagner la guerre de la rénovation, en essayant, si on leur en donne la possibilité, de rester au sein de leurs formations respectives pour pouvoir continuer à secouer l'opposition de l'intérieur.

Dans la même tampa, ils comptent se transformer en missionnaires pour la bonne parole de la rénovation dans les provinces, dont leur vint en écho un incontestable mouvement de sympathie. Aller à la rencontre des Français, revenir à la base, n'est-ce pas là ce que commence en effet la véritable rénovation ?

La politique se résume trop souvent, par les temps qui courent, à une somme de petits incidents. S'il avait vingt ans de moins, notait un membre de son entourage, M. Giscard d'Estaing serait sans doute du côté des rénovateurs. Mais seules les chances de retour à l'Elysée exigent que jamais de la prudence et des égards vis-à-vis du RPR.

M. Léotard veut bien rénover, mais le 19 juin, quand il aura l'espoir de prendre en main les destinées de cette moribonde UDF, les sénateurs centristes ne veulent pas en entendre parler. Ils sont préoccupés par leur renouvellement partiel en septembre.

M. Lacanuet serait pour mais il est contre. Se méfier le RPR est indispensable pour la présidence du Sénat. Les radicaux non plus, par tempérament, ne devraient pas hériter. M. Rossinot, qui n'est plus président, est redevenu un homme ouvert. M. Galland, qui lui a succédé, a déjà en poche la promesse de bonnes places sur la liste Giscard pour trois radicaux, dont lui-même. Courageux mais pas téméraires.

Les rénovateurs leur proposent à tous d'être courageux et, en plus, téméraires. On peut concevoir que ce genre de discours soit perçu comme révolutionnaire.

DANIEL CARTON.

## Mort d'Harris Puisais

Harris Puisais, chargé de mission auprès de M. Bérégovoy, est décédé, dimanche 9 avril, à Paris, à soixante-quatre ans des suites d'un malaise cardiaque. Son corps a été incinéré.

Né le 8 décembre 1924 à Aigre-fole d'Amis (Charente-Maritime), professeur de mathématiques dans l'enseignement technique, il entre très vite en politique en devenant le secrétaire d'André Dulon, président radical du conseil général de Charente-Maritime. Il poursuit sa carrière en appartenant à des cabinets de ministres radicaux tout au long de la IV<sup>e</sup> République.

Membre du bureau du Parti républicain radical et radical-socialiste en 1954, il est alors un collaborateur très proche de Pierre Mendès France et lorsque celui-ci dirige le Parti radical, il y est chargé de la propagande. Très marqué par le « mendeïsme », il y noue des amitiés solides qui dureront jusqu'à sa mort.

Il accompagne Pierre Mendès France au PSA, puis au PSU dont il est membre du secrétariat où il anime l'organe hebdomadaire du parti, *Tribune socialiste*, et alors fait la connaissance de M. Michel Rocard. Il reproche à François Mitterrand, alors à la tête de la Fédération de la gauche démocrate et socialiste, d'être trop ouvert aux « éléments centristes » et il souhaite une « union de toute la gauche » en proposant un « programme commun ».

Il se rallie ensuite à lui. Il participe au congrès d'Epagnay de 1971 appartenant au courant Savary. Il insiste toujours pour l'ancrage à gau-

che du nouveau parti socialiste dont il est élu membre du comité directeur.

Parallèlement à son activité militante, Harris Puisais était entré sous la V<sup>e</sup> République au groupe Saint-Gobain comme chargé des échanges industriels avec les pays de l'Est — avec lesquels il avait eu des relations étroites par ses responsabilités à l'association Franco-URSS. Ses activités avaient plus tard donné lieu à des insinuations qu'il avait pu balayer en gagnant, en 1983, un procès en diffamation contre la *Vie française* qui l'avait présenté comme un agent soviétique.

Avec l'arrivée de la gauche au pouvoir, il avait repris du service actif auprès d'anciens mendeïstes en devenant en 1981 chargé de mission auprès de M. Claude Cheysson, ministre des relations extérieures, où il s'occupait notamment des rapports avec l'Est, puis, à partir de 1984, auprès de M. Bérégovoy dont il était l'ami et le confident et parfois même l'émancipation grise. Du mendeïsme, Harris Puisais avait aussi conservé d'anciens contacts avec le groupe de la GDF alors dirigé par Michel Baroin ainsi qu'avec Patrice Polat et M. Max Théret de même qu'avec les anciens radicaux de sa génération comme M. Charles Hermin.

La franco-macquerie n'était pas le seul lien entre eux car Harris Puisais, homme discret et acteur de l'ombre, était aussi un compagnon cordial et enjoué ainsi qu'un ami constant, serviable et loyal.

ANDRÉ PASSERON.

## Don

Le dédain est la forme la plus subtile de l'esprit de vengeance. M. Giscard d'Estaing ne marque ni de l'un ni de l'autre. « Pourquoi quelqu'un qui était bon pour conduire l'UDF casse de l'être lorsqu'il s'agit de conduire une liste où figure l'UDF ? », fit-il remarquer fièrement.

Pour prouver à quel point il était désintéressé, l'ancien président de la République rappela alors à la gente UDF, qui aurait pu l'oublier, dans quelles circonstances il consentit l'été dernier à faire don de sa personne à l'UDF moribonde. Et non seulement de la personne, mais aussi de son image ! Inouï ! « Quand j'ai accepté de diriger l'UDF, l'opposition était dans un climat de désespoir. Ce n'était pas une promotion pour moi. J'ai accepté d'abimer mon image. »

veille encore, lui passaient la main dans le dos pour tenter de l'amaigrir et qui n'avaient plus, le jour dit, que sourires narquois à lui transmettre.

M. Giscard d'Estaing, l'acteur principal de ce singulier psychodrame, fut égal à lui-même, c'est-à-dire à ce qu'il devait être avant mai 1981. Plus président que jamais, comme s'il s'était amusé à justifier l'emploi de « surveillant général » que M. Michel Noir lui avait peu amplement octroyé le matin, sur Europe 1. Surveillant général ou, comme l'avait écrit un jour M. Léotard, prédateur, prêt à écraser du pied toutes les petites bêtes novatrices qui viennent le chatouiller. Parmi les soixante-trois membres de ce conseil national, douze de ses anciens ministres ; cela forcément vous redonne des idées.

M. Bernard Stasi se fit sévèrement rabrouer quand il réclama, l'impudent, un vote sur la motion Millon à bulletin secret. « Je le



47/13/150



# Politique

## européennes dans l'opposition

### Le petit drame cornélien de M. Lecanuet

A chacun son littrateur ou son penseur régional. Valéry Giscard d'Estaing (Auvergne) a servi au conseil national de l'UDF un peu de Teilhard de Chardin. Jean Lecanuet (Seine-Maritime) ne pouvait manquer d'effleurer l'auteur du Cid, qui dans une assemblée politique peut faire l'objet de tant d'accointements délicats : *Horace, Cid, le Menteur, l'Illusion comique*...

Le maire de Rouen n'a pas forcé la dose : « sans être plus cornélien que ne l'est la situation... », et dit avec concision ce que l'agitation du moment peut solliciter, de façon contradictoire en lui : « la raison... le cœur ».

Quel étrange autoportrait à retardement, en effet, dans le miroir de l'actualité : les « rénovateurs » d'aujourd'hui défient leurs propres « patrons » dans la vie publique. Lui, en 1965, affrontait devant le suffrage universel le caduc des caducques, de Gaulle. On parle jeunesse, même relative (« *Léopard, ça passe vite* », a lancé le sénateur au président du PR), pour l'opposer aux détenteurs à perpétuité de places qu'ils ne veulent pas quitter ou brûlent de reconquérir.

Lui fut successivement au fil des décennies le sourire aux dents blanches dressé sur la route des dentiers cacochymes, puis l'éternel présent qu'on bouscule plus ou moins gentiment, pour le pousser dans la légion rassurante des présidents d'honneur. Bref, il y a dans les péripéties du moment de quoi raviver plus d'un sourire... et quelques plaies de celui qui ne fut dans la vie publique que roi d'un jour et roitelet à longtemp.

Mais le nœud du drame cornélien de Jean Lecanuet se trouve ailleurs. Le cœur cornélien contre une raison politique devenue un peu pusillanime avec l'âge, l'avoue sans fard.

Le maire de Rouen adjure l'UDF (qui est aussi son bébé fatigué, écartelé, chéri par habitude) à rester ou à redevenir unie. A ne pas dire non au RPR qui (en apparence du moins) lui dit enfin oui pour l'Europe. En fin de compte, il suppose en même temps, mi-effaré,

mi-amusé : « Evidemment, je dis à mes amis de « coller » au RPR. Mais je sais que le RPR pousse en sous-main Méhaignerie à faire sa liste. Il n'y verrait que des avantages en cas de succès : Giscard abaisé, l'UDF cassée. Le dirai-je ouvertement au congrès du CDS ? Je ne sais pas. Il serait d'ailleurs intéressant de voir ce qui se passerait si les centristes trouvaient une liste de liste qui les tire vers le haut en recrutant une sorte d'« effet Vigoroux » : Bernard Bosson ou Dominique Baudis. Je suppose que le RPR freinerait alors... »

#### Autour de 20 % ce serait autre chose

Exhortés que tout cela. Au fond, Jean Lecanuet ne voit pas les centristes allant à la bataille des européennes sous leur propre bannière, capables de faire la différence, de gagner. Il n'y croit pas mais « voudrait se tromper ». Si les centristes font ce qu'il leur dit de ne pas faire et triomphent, grand-père Lecanuet, prudent et raisonnable, se sera trompé et le confessa. Simultanément, ce qui survit en lui du jeune centriste européen Lecanuet connaîtra une manière de couronnement à retardement.

Et de compter de nouveau : « 10-12 % ce serait l'échec, et les centristes rentreraient bien vite dans le giron de l'UDF. Je les protégerais alors. Mais autour de 20 %, ce serait autre chose. Je serais bien obligé de reconnaître qu'il se passe quelque chose, qu'il y a un courant pour un centre consistant et attractif... »

Ah ! le beau petit triomphe antérieur du cœur lecanuetiste sur la raison lecanuetiste à la cour des événements allait dans ce sens. Sinon, ce sera Cornélie côté dépit, version « Je vous l'avais bien dit » : ou rien : la politique, variante *Désert des Tartares* ; ou la débâcle cornélienne : des européennes sans Cornélie pour les « chers amis » du « cher Jean Lecanuet ».

MICHEL KAJMAN.

## POINT DE VUE

### Contre la « droite fourre-tout »

par Monique Pelletier  
ancien ministre

COMME est bienvenu ce coup de pied dans la fourmière résoudument donné par quinquagénaires ! Il a d'ores et déjà le mérite de refuser de continuer à colmater et à camoufler les fissures et autres lézards de l'opposition.

A ce titre, il est juste de décerner à ce groupe des Douze le titre de « rénovateur », la rénovation étant bien autre chose qu'une réparation provisoire et l'union de façade n'étant qu'un leurre.

Désormais, ceux qui regardent la maison savent qu'elle n'est pas réparable et qu'il faudra la reconstruire. Nos rénovateurs sauront-ils se comporter en véritables constructeurs ? Rien n'est moins certain, et cependant rien n'est plus urgent et nécessaire.

Inutile de disserter longuement sur la crise de l'opposition dont chacun peut mesurer l'ampleur — elle est ancienne et profonde.

Pour n'avoir pas pris la réelle mesure des évolutions d'une société qui change vite et beaucoup, les partis politiques se sont éloignés de la vie au moment où les attentes des citoyens se faisaient plus précises et plus impérieuses en raison même de ces changements. Dès lors, la majorité d'entre eux ne se reconnaissent pas dans des organisations vieillies, sclérosées, dont la composition est hétéroclite et le fonctionnement trop centralisé. On a le sentiment que chaque formation a pour vocation principale de promouvoir son chef.

Depuis longtemps, nombreuses sont les femmes qui le pensent et le disent : à commencer par Simone Veil. Rares sont celles qui ont durablement trouvé leur place dans de telles structures. N'est-ce pas aussi parce qu'elles ont souvent été en avance sur leur temps ?

Les échecs successifs de l'opposition exigent une révision drastique des méthodes et des alliances.

Les rénovateurs en seront-ils les artisans ? Il faudrait, pour cela, qu'ils partagent les mêmes objectifs et le même positionnement. Car s'ils sont liés par l'âge, par l'amitié, par les responsabilités électives importantes qu'ils assument, ils ne sont pas pour autant en accord sur l'impérieuse obligation de reconnaître qu'il existe des conservateurs et des progressistes et que l'organisation politique

doit traduire ces deux tendances, ce qu'elle n'a pas su faire jusqu'à présent.

Cette distinction apparaît déjà avec la présence de deux listes, l'une centriste et l'autre RPR-PL. Ce sera l'amorce des partis de demain.

Est-ce dramatique ? Je ne le crois pas, bien au contraire. Mais je crains, en revanche, que le terrain de l'élection européenne n'ait pas été bien choisi pour lancer une véritable action de rénovation.

En effet, le combat a pris une tournure trop personnelle (il s'agit de remplacer X par Y ou d'opposer X à Y) ou même ridicule (il s'agit alors de remplacer les vieux par les jeunes). Il ne suffit pas de répéter « du neuf, du neuf » et « de l'union, de l'union » pour réussir à rénover.

Il y a assurément méprise et mélancoisie sur le diagnostic comme sur les solutions. Préparer l'avenir c'est bien autre chose. C'est notamment créer deux forces politiques nouvelles, l'une plus conservatrice et libérale, l'autre plus réformatrice et sociale. De nombreux Français ne veulent plus d'une droite « fourre-tout » — des jeunes et des femmes notamment sont prêts à rejoindre au centre de la vie politique une vaste formation de progrès ouverte et généreuse.

Si la fronde actuelle n'était pas le premier acte de la reconstruction, elle n'aurait été qu'un espoir déçu. Nombreux seraient ceux qui quitteraient cette maison en trompe-l'œil pour rentrer chez eux ou rejoindre d'autres demeures. L'occasion est là de faire la clarté. Il ne faut pas laisser échapper cette chance.

● **Nominations individuelles.** — Au conseil des ministres du mercredi 12 avril, ont été nommés : sur proposition du ministre de l'équipement, du logement, des transports et de la mer, M. René Loubert, président du conseil d'administration de l'établissement public du port de La Villette ; sur proposition du ministre de la recherche et de la technologie, M. Jacques Bravo, directeur de l'administration et du financement de la recherche ; sur proposition du ministre délégué auprès du ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et du budget, chargé du budget, M. Bernard Dussan, président de section au Conseil d'Etat, vice-président de la cour de discipline financière et budgétaire.

## Le printemps des « cabris »...

Le grand public aime le Grand-Guignol. Il est donc naturel qu'il applaudisse, dans les sondages, au jeu de massacre déclenché par les fougoureux « rénovateurs » de l'opposition contre les « vieilles barbes » de l'UDF et du RPR.

Le mouvement de sympathie qui accompagne la démission éconoclaste des Dominique Baudis, Charles Millon et autres Michel Noir s'inscrit, au demeurant, dans la logique des élections municipales, caractérisées un peu partout par une sorte de changement. Les caïques de la droite, aux premiers rangs desquels le président de l'UDF, M. Valéry Giscard d'Estaing, et le président du RPR, M. Jacques Chirac, ne font que payer à leurs jeunes turcs, tout aussi logiquement, le prix des échecs électoraux répétés de leur camp. En politique, comme ailleurs, la nature a horreur du vide...

De là à dire que cette fronde printanière accouchera d'une révolution, c'est-à-dire d'une véritable recomposition du paysage politique, il y a un pas, qu'il serait prématuré de franchir.

Si le général de Gaulle était encore de ce monde, il pourrait renouveler lui-même, au spectacle de ce psychodrame, la réplique qu'il faisait, entre les deux tours de l'élection présidentielle de 1965, à M. Jean Lecanuet, qui se posait alors en « rénovateur » de l'Europe. Ainsi pourrait-il s'exclamer, à

l'adresse des contestataires d'aujourd'hui : « Bien entendu, on peut sauter sur sa chaise comme un cabri en disant : « rénovation ! », « rénovation ! », « rénovation ! », mais cela n'aboutit à rien et cela ne signifie rien... »

S'ils veulent que leur entreprise soit vraiment prise au sérieux, MM. Baudis, Millon, Noir, et leurs amis doivent très vite faire la preuve que ce qu'ils ont à dire et à proposer aux électeurs, dont ils ont attiré l'attention, va bien au-delà d'un simple conflit de générations, d'une banale bataille d'appétits pour la conquête du pouvoir.

En prenant-ils le chemin ? Leur décision de renvoyer au lendemain du scrutin du 18 juin la suite du « feuilleton » donne surtout l'impression que leur propre réflexion reste encore loin d'être achevée. Sans doute vaut-il mieux qu'ils l'approfondissent. Pourtant, l'occasion serait belle, pour eux, de profiter de la campagne des élections européennes pour essayer de préciser quelles rénovations ils préconisent dans la société française à la veille de l'échéance capitale de 1993.

S'il existe, entre eux et les états-majors qu'ils dénoncent, autre chose que de subalternes querelles de personnes et, par exemple, de profondes divergences d'appréciation sur le contenu social à donner à l'Europe communautaire ou sur le degré de libéralisme qui doit impré-

gner le futur marché unique, autant le dire tout de suite afin que chacun sache à quoi s'en tenir.

#### Prendre M. Rocard au mot

Sinon, les doutes subsisteront sur leur démarche, tant il est vrai que l'actuel « noyau dur » du courant des « rénovateurs » n'est pas épargné par les diffidences de courtoisie. Sinon, cette troisième campagne pour les élections européennes au suffrage universel restera fâcheusement dominée, comme les deux précédentes, par ses dimensions de politique intérieure. En 1979, les enjeux du scrutin avaient été obliérés par la perspective de la campagne présidentielle de 1981. En 1984, tous les partis avaient les yeux tournés vers les élections législatives de 1986. Si les « rénovateurs » de ce printemps 1989 se montraient uniquement préoccupés par l'échéance présidentielle de 1995 (1), ils produiraient eux-mêmes un effet inverse à celui qu'ils escomptent.

C'est le même syndrome du cabri qui menace, en Corse, l'homme qui se pose, lui aussi, en rénovateur-né, autrement dit M. Michel Rocard. Car il ne suffit pas, là-bas non plus, de constater, pour le regretter, la double faillite de l'Etat et des institutions locales.

Le premier ministre bénéficie, comme les jeunes turcs, d'une

conjoncture psychologique favorable. Selon le baromètre mensuel de l'Institut Louis-Harris, publié cette semaine par l'Express, sa cote de popularité, comme celle de M. Mitterrand, est en hausse malgré ses tâtonnements dans la gestion des conflits sociaux (1).

Il n'en demeure pas moins que M. Rocard invite, lui aussi, à le prendre au mot lorsqu'il affiche la volonté du gouvernement de régler une fois pour toutes les problèmes de fond de la Corse, sur le modèle de ce qu'il tenta de faire, non sans mal, en Nouvelle-Calédonie. Réconcilier la Corse avec le continent, avec l'Etat, peut-être avec elle-même ? Chiche ! C'est en effet au pied de l'arbre qu'on voit le cabri.

ALAIN ROLLAT.

(1) Selon cette enquête, réalisée les 6 et 7 avril, auprès d'un échantillon national de 1005 personnes, 58 % des Français approuvent l'action de M. François Mitterrand, soit une progression de 4 points en un mois, et 54 % approuvent l'action de M. Rocard, soit une hausse de 7 points.

● M. Giscard d'Estaing : une nouvelle présidence ? — Interrogé vendredi 14 avril sur Europe 1, M. Giscard d'Estaing a confirmé qu'il abandonnerait son mandat du Puy-de-Dôme pour siéger au Parlement de Strasbourg. Il a par ailleurs ajouté qu'il serait intéressé par la présidence du Parlement européen, car il est « très impliqué dans cette affaire européenne ».

## JOURNAL D'UN AMATEUR, par Philippe Boucher

P OUR avoir, devant des millions de gens, grâce à la télévision, déclaré : « J'ai perdu une bonne occasion de me taire », M. Alain Juppé, d'autant qu'il est d'ordinaire plus féroce, mérite un grand, un très grand coup de chapeau.

Non pas parce que, ainsi, il se repentait d'une particulière bassesse. Avait dit, en son temps, que « la gauche française était la plus pourrie du monde » n'était, certes, pas très malin, mais ce n'était pas pendable et personne n'en a perdu le sommeil. Non pas qu'il ait, entre-temps, pris conscience que, sur ce terrain de la pourriture, il pouvait y avoir de la concurrence chez ses amis politiques.

Se repentir public était estimable parce que le secrétaire général du RPR reconnaissait, sincèrement et clairement, avoir dit, en son temps, que les hommes politiques, aussi, peuvent commettre des bêtises. Plus exactement, qu'en commettant par définition il n'était pas indigne de le confesser, sans même accompagner cet aveu de circonlocutions destinées à en tirer un supplément de grandeur.

Tous partis confondus, combien d'hommes politiques ont eu ce courage et cette honnêteté, à plus forte raison s'il s'agit d'un élan incontrôlé ? Combien, sur un autre registre, savent répondre « je ne sais pas » à une question, serait-elle de leur compétence officielle ? De mémoire, un seul l'a osé, M. Bérégovoy, dans les mêmes circonstances, il y a plusieurs mois.

Si les hommes politiques, et plus généralement les dirigeants, quelles que soient leurs activités, savaient dire, quand il y a lieu, « je ne sais pas » ou « je me suis trompé », leur réputation n'en souffrirait pas dans l'opinion, bien au contraire. Celle-ci, trompée au-delà de ce qu'il est permis depuis si longtemps, ne pourrait qu'être heureusement surprise que la prétention cède du terrain.

A U lieu de cela, ils savent tout et ont toujours raison, de préférence avant tout le monde. Ils le sentaient, ils l'avaient prévu ; si tel événement a mal tourné, c'est qu'on n'a pas pris en compte les avertissements, les prédictions et les remèdes qui étaient sortis de leurs augustes bouches. (La grande utilité de la presse écrite, c'est qu'elle permet des vérifications aisées, ce qui n'est pas le cas avec les moyens audiovisuels.)

Un exemple parmi cent : les gouvernements de droite comme de gauche ont annoncé, quand la crise régnait sans conteste, que « le bout du tunnel était en vue », que « les climats étaient au vert », aphorismes hérités directement de « l'Allemagne palera » et de « la route du fer est coupée ».

A-t-on jamais entendu l'une de ces pythies laïques et démocratiques convenir que leurs pronostics et leurs promesses, peut-être sincères lors de leur formulation, s'étaient par la suite révélés d'une fausseté intégrale ? N'est-ce pas trop abusivement se faire un allié de l'oubli et de la légèreté de ses contemporains ? Quel crédit pourrait-on accorder à un journal qui ne publierait jamais de rectificatifs et laisserait ainsi entendre qu'il n'est jamais dans l'erreur, ne serait-ce que sur le chapitre des faits ?

Entre ceux qui veulent écarter M. Giscard d'Estaing d'une situation éminente qui lui

ferait gravir la première marche du piédestal de 1995 (tout le reste étant littéraire et faux-semblants) et ceux qui, de cette situation, attendent qu'elle ruine irrémédiablement sa carrière politique, il est à craindre que la portée philosophique, morale et politique de la querelle n'apparaisse pas clairement.

L'intéressé, quant à lui, déclare d'optimisme. Il n'était que de voir son air gourmand, jeudi soir, sur A 2, pour rappeler qu'il avait traité M. Mitterrand d'« homme du passé » (la réplique ayant été, alors, « l'homme du passé ») lors de leur débat de 1981 (et non « 1974 », comme il l'a dit). Ce n'était pas un rappel, mais un tout freudien lapsus. M. Giscard d'Estaing piaffe, et ce n'est pas pour l'Europe.

Si ce cinquième ne risquait de pèter qu'à la droite, il n'y aurait pas lieu, à gauche, de porter le deuil. Sans doute est-ce ce qui permet à M. François Hollande, qui n'est pas le plus sot des députés socialistes, de dire, mercredi, sur RFI, sans rire et sur un ton de curé, qu'il trouve « l'initiative » des (ré)novateurs « utile ». Jubilante, oui ! La discorde chez l'ennemi, chère à Charles de Gaulle, marche à plein régime. Toujours pénétrée de son droit existentiel à diriger le pays, la droite affronte moins facilement l'échec que ne l'avait fait la gauche, y compris aux législatives de 1978. Question d'habitude à prendre...

SPÉCIAL-COPAINS. Une jeune association qui s'intitule Projet ORNICAR (mais sans lien avec la revue de psychiatrie *Ornicar*) lance une pétition pour obtenir « en cette année du Bicentenaire de la Révolution » l'application des principes de 1789 « au domaine de la sexualité ». L'association se réclame, de plus, « dans la perspective de 1993 », à la convention européenne des droits de l'homme, dont elle réclame la totale application en France.

Demandant l'égalité des droits quelle que soit l'orientation sexuelle, le Projet ORNICAR vise, au travers de cette fronde, la condition des homosexuels, notamment sur le terrain juridique. L'association cite des cas de divorce où la garde a été refusée à un conjoint, le droit de visite laissé à la discrétion de la mère, pour le seul et unique motif de la sexualité de l'ex-mari.

Elle déplore, d'autre part, la suppression, voilà quelques années, de la tontine, vieille technique juridique qui permettait à des couples homosexuels de constituer un patrimoine et que le survivant en hérite sans être fiscalement considéré comme un étranger par rapport au défunt.

Les règles de droit étant, par exemple, plus favorables aux Pays-Bas, le Projet ORNICAR souhaite en tirer argument pour suggérer aux homosexuels, à partir de 1993, d'aller établir des contrats patrimoniaux auprès des notaires de ce pays. Cette suggestion a, paraît-il, retenu l'attention des notaires français qui, le sens des affaires aidant, soutiendraient ce qui peut être amélioré à ce propos en France. L'adresse de Projet ORNICAR est BP 770, 75123 Paris Cedex 03.

Et, au titre des gestes inutiles mais sincères, cette pensée affectueuse et fidèle pour la République de Djibouti, îlot démocratiquement fréquentable sur un continent qui l'est variablement, qu'accablent des pluies qui, de nourricières, sont devenues mortelles.

## Bourdes

Si elle avait en vue de nourrir l'antiparlementarisme, tradition française des plus vivaces, et de faire douter des vertus de la démocratie représentative, le droitait fait ces temps-ci merveille. Non pas qu'il soit contraire à ces règles sociales de se rebeller contre le chef de son parti ou contre la politique qu'il mène ; mais à la condition que cette rébellion ne se traduise pas par un simplissime « Ote-toi de là que je m'y mette » et que cela ne se résume pas, pour qui a l'abnégation de s'y intéresser encore, par un futoir absolu.

Des adversaires qui jurent de leur affection mutuelle, des ennemis qui échangeraient des baisers de cinéma pour peu qu'ils y trouvent un surcroît de popularité, des audacieux qui hésitent au premier brouillard, des conciliateurs qui ressusciteraient volontiers la peine de mort en matière politique, des rivaux qui affirment ne se soucier que des intérêts de l'autre, des conceptions prétendant identiques et qui font se déchirer les tenants des unes et des autres, des partisans de l'union qui l'invoquent pour mieux lui nuire à moins que ce ne soit pour s'en servir : on se croirait chez un notaire lisant un testament dont les héritiers récusent les dispositions à coups de poing.

Il y a de la succession dans tout cela : qui aura le vaisselier Louis XIII, l'argenterie armée, le pavillon de chasse en Solovne et les Royal Dutch ? Autrement dit, qui va hériter de l'Elisée, de Matignon, de la place Vendôme, du quai d'Orsay et de l'hôtel de Lassay ? Evidemment, il y a un hic, la succession est d'autant moins ouverte que le de cujus est tout à fait frisant. Mais on peut toujours rêver — ou rire sous cape comme probablement M<sup>me</sup> Simone Veil, qui doit être la seule, avec M. Mitterrand, à trouver cet épisode bien divertissant.

Entre ceux qui veulent écarter M. Giscard d'Estaing d'une situation éminente qui lui

## ENVIRONNEMENT

## La campagne pour sauver la forêt amazonienne

La tournée du chanteur anglais Sting pour sauver la forêt amazonienne a été marquée, jeudi 13 avril à Paris, par la première conférence de presse du chef indien Raoni et de son compagnon, le cinéaste belge Jean-Pierre Dutilleul. L'autre, il y a douze ans, du film tourné au Xingu chez les Indiens Kayapos. Ils ont expliqué que cette tournée, qui va se poursuivre jusqu'à la fin du mois

de mai à travers toute l'Europe, les Etats-Unis, le Japon et l'Australie, a pour but de réunir 3,5 millions de dollars (21 millions de francs) afin de créer autour du parc national du Xingu (22 000 kilomètres carrés), un parc beaucoup plus étendu (180 000 kilomètres carrés, soit six fois la Belgique). D'ores et déjà, les soutiens financiers se précipitent. Le footballeur Pelé a donné des

tableaux. Le premier chèque (250 000 F) a été offert par la BNP. Les dons sont à adresser à la Fondation de France (compte n° 060751), au nom de l'Association pour la forêt vierge (BP 136, 75263 Paris Cedex 06. Tél. : 47-36-52-52). On peut aussi passer par le maillet (3615, code RAONI).

## Un réservoir génétique extraordinaire

Quelles sont exactement les menaces qui pèsent sur l'Amazonie ? Et quelle est la part de la forêt tropicale humide d'Amérique du Sud et aussi d'Amérique centrale, d'Asie du Sud-Est et d'Afrique dans l'équilibre fragile de la planète ? Dix-sept ans après le lancement du premier satellite ERTS (qui a été suivi par celui de plusieurs satellites d'observation de la Terre, dont le satellite européen Spot), on ne sait pas trop quelle est la superficie occupée par la forêt tropicale humide ni à quel rythme celle-ci est détruite. Pour une raison très simple : les forêts tropicales humides — les spécialistes parlent de forêts *sempers virens* (toujours vertes), — sont situées par définition dans les régions humides donc nuageuses. Et les « yeux » de la plupart des satellites ne peuvent « voir » à travers les nuages.

Néanmoins, il est raisonnable d'estimer les surfaces occupées à environ 6 millions de kilomètres carrés en Amérique du Sud et en Amérique centrale (dont 3,7 millions de kilomètres carrés pour le seul Brésil), 2,1 millions de kilomètres carrés en Afrique et 3 millions de kilomètres carrés en Asie du Sud-Est et en Australie. Et à plusieurs dizaines de milliers de kilomètres carrés la superficie de ces forêts détruite par an (par comparaison, rappelons que la superficie de la France est de 550 000 kilomètres carrés), étant entendu que le rythme de cette destruction ne fait que s'accroître.

De nombreuses personnes protestent contre cette destruction. Elles ont raison, mais souvent pas pour les motifs qu'elles mettent en avant. La forêt tropicale humide, dit-on — en tout premier lieu la forêt amazonienne — serait le poumon de la planète, notre principal fournisseur d'oxygène. Cette thèse n'a pas de base scientifique, comme l'expliquent M. Pierre Milist (professeur au Collège de France et membre de l'Académie des sciences) et M. Yves Gillon (chercheur à l'ORSTOM) : tout milieu naturel — forêts, prairies, savanes — en équilibre à un bilan nul. La production d'oxygène, par la photosynthèse diurne est compensée par la consommation d'oxygène liée à la respiration des plantes et à l'activité de l'ensemble des organismes intervenant dans la dégradation de la matière végétale morte.

Tout milieu végétal, et en tout premier lieu la forêt tropicale humide, est un formidable « stockeur » de carbone, puisque la photosynthèse prend, dans le gaz carbonique de l'air, le carbone, qui est un des constituants principaux de la matière vivante. Mais cette fonction de stockage n'apparaît l'atmosphère en gaz carbonique que pendant la période de croissance : à ce moment-là, le milieu végétal absorbe plus de gaz carbonique qu'il n'en rejette, puisque la biomasse végétale s'accroît.

Les conditions sont différentes lorsqu'un détruit la forêt tropicale humide (et aussi les forêts tempérées ou subtropicales). Mais elles varient selon les modes de destruction.

On brûle la forêt ou les arbres abattus. La combustion de la matière végétale produit du gaz carbonique. On estime toutefois que à accélerer la croissance des végétaux.

émettent, par an, 330 millions de tonnes de CO<sub>2</sub>, alors que l'activité industrielle (automobiles comprises) des Etats-Unis, par l'usage des combustibles fossiles, en produit, par an, 1 300 millions de tonnes, et celle de la Chine 550 millions de tonnes. Que sont, en effet, les combustibles fossiles ? Du carbone stocké par la photosynthèse il y a des dizaines ou des centaines de millions d'années et transformé en charbon ou en hydrocarbure par de très lents processus physico-chimiques.

La production mondiale annuelle de CO<sub>2</sub> est actuellement de l'ordre de 20 milliards de tonnes. La moitié seulement de ces 20 milliards se retrouve dans l'atmosphère — on ne

utilise le bois provenant de la forêt détruite. Il n'y a pas de rejet de CO<sub>2</sub> dans l'atmosphère puisqu'on ne brûle pas. Et le bois ainsi employé continue de stocker le carbone.

## Le rôle de l'éducation

Vient alors l'utilisation des surfaces libérées par la destruction de la forêt. L'installation d'une forêt secondaire provoque, par la seule croissance de la végétation, l'absorption de CO<sub>2</sub> en plus grande quantité que par la forêt détruite qui était en équilibre. Mais cette période de croissance est forcément limitée dans le temps. Avec des cultures

## Sting et ses Indiens

Que Raoni soit un grand chef, pas de doute. A peine sorti de sa jungle natale du Xingu, où il a passé cinquante-sept ans — c'est la première fois qu'il met les pieds hors du Brésil, — le voilà qui doit affronter la multitude des caméraman et photographes déchaînés par la présence de Sting et de ses Indiens.

Paré de ses peintures de guerre et de sa coiffe de plumes, le loup haut levé, distendu par son lourd plateau, il suit sans broncher l'assaut des flashes et la mitraille des objectifs. Puis il se met à parler, le voix assurée par le plateau : « Je viens de très loin, avec mes amis blancs. Moi, je suis un Indien pur, comme il y en a encore chez nous au Xingu. Mon cœur pleure quand je vois les destructions des fleuves et des bûcherons. Vous pouvez nous aider à préserver nos terres en nous donnant de l'argent pour « démarquer » notre forêt. Je vous embrasse tous. »

Les caméras se braquent sur l'orateur suivant : « Je suis un chanteur anglais, enchaine Sting, les yeux cachés par de petites lunettes en verre fumé. Je suis un ami de Raoni, du Brésil, et je me préoccupe de l'avenir que nous préparons à nos enfants (il en a quatre, dont deux sont à Paris). Raoni donne un visage de l'Amazonie, comme Mandéla et Tutu à l'Afrique du Sud. » Sting se lance dans le combat poétique : « Pas du tout. La campagne pour sauver la forêt amazonienne n'a rien à voir avec la prochaine élection présidentielle au Brésil. Se

tournée, il l'a commandée par une visite au président Sarney. Il a même rencontré ces *fazendeiros* d'où viendrait tout le mal, mais qui triment pour nourrir leurs troupeaux sur une terre ingrate. « Si j'étais un pauvre Brésilien, moi aussi j'aurais brûlé un bout de forêt. Nous n'avons pas le droit de montrer du doigt. Ce que nous voulons, c'est aider. »

La soir, la délégation était conviée à un dîner au ministère de l'Environnement. Raoni devore deux plats d'un bel appétit, mais se refuse à parler. Redcrow, le Sioux dakota venu des Etats-Unis « par solidarité avec ses frères du Sud », allume sa pipe et chante une prière de sa voix étonnamment profonde, lointaine. Les circonflexes indiens, debout, demeurent fascinés. On échange les cadeaux. Un collier de racine pour le ministre, Brice Lalonde. Des pipes d'écorce pour les Indiens. Le représentant du WWF-France (Fonds mondial pour la nature), annonce un chèque de 100 000 F. Le maître d'hôtel lui-même donne une enveloppe avec une somme réunie aux cuisines.

Brice Lalonde, qui n'a pas encore de chèque à offrir étant donné « les lenteurs de l'administration », livre des paroles de réconfort : « Nous nous sentons tous Brésiliens ou Indiens de l'Alaska. Nous aussi nous avons fait des erreurs et chassé des gens de leurs terres. Nous devons nous battre pour une exploitation raisonnée de la forêt tropicale. »

R. C.

saît pas trop où passent, chaque année, les 10 milliards de tonnes restantes, mais cela suffit pour faire augmenter régulièrement la teneur de l'air en gaz carbonique depuis le début de l'ère industrielle : cette teneur était de 270 à 280 parties par million (ppm) vers 1850 ; elle est actuellement de 350 ppm. Et le CO<sub>2</sub> contribue à augmenter l'effet de serre qui pourrait réchauffer notre planète à échelle de quelques décennies ou de quelques siècles.

Vers 1950, des paysans japonais se sont installés en Amazonie, et leurs cultures tropicales ont mara-

judicieusement choisies on revient à un système en équilibre. Mais les sols des forêts tropicales humides ont des capacités très variables. Certains sont très pauvres, alors que ceux des terres volcaniques — comme en Indonésie ou dans quelques régions de l'Amazonie — sont très riches. Sur ces terres, la végétation naturelle repousse très vite. Les cultures tropicales peuvent y prospérer, pour peu que les « colons » soient habiles.

Leur culture tropicale ou mara-

chères ont été très fructueuses, alors que les essais des « colons » venus des zones misérables du Brésil ont été des échecs. Mais les paysans japonais avaient été scolarisés pendant dix ans, alors que les émigrants brésiliens étaient allés à l'école en moyenne pendant moins d'un an.

Il s'agit là de mise en exploitation par lopins individuels de 50 à 200 hectares — dont la moitié doit, en principe, rester à l'état de forêt. Et on ne peut en vouloir aux Brésiliens les plus pauvres de venir en Amazonie pour chercher de quoi ne pas mourir de faim dans le Nord-est dans les bidonvilles. Même si ces immigrants ne sont, dans la plupart des cas, pas préparés à la mise en culture de la forêt tropicale humide. En Amazonie comme ailleurs, l'éducation est la condition décisive du succès.

Tous différents sont les « entrepreneurs » qui veulent profiter de l'Amazonie et du développement que connaît la région depuis deux décennies. L'Amazonie, en effet, n'est pas vide : elle doit compter 7 millions d'habitants (contre 3,5 millions en 1970). Ses besoins augmentent avec la population, comme ceux du Brésil s'accroissent avec la démographie galopante. Les Indiens, eux aussi, sont en augmentation.

Mais les autorités et les exploitants, petits et grands, oublient bien des éléments naturels.

D'une part, une grande partie des terres de la forêt tropicale ne sont pas riches. Après défrichement, les humus très minces ne sont pas recouverts assez vite par la nouvelle végétation et sont emportés par les pluies. Les espaces libérés deviennent ainsi vite stériles. Ce qui oblige à aller plus loin chercher d'autres terres.

D'autre part, la forêt tropicale humide est un extraordinaire réservoir de vie animale et végétale, qui est encore très peu connu et qui est trop souvent remplacé par de la monoculture, alors qu'elle serait bien utile pour maintenir la richesse génétique de notre biosphère et pour entretenir des variétés intéressantes d'agriculture mondiale et pour la recherche pharmaceutique.

Sauver les forêts tropicales humides relève de chacun des Etats qui en possèdent. Mais la disparition de la forêt est le corollaire d'une faim, d'une soif, de gigantesques problèmes économiques, sociaux et politiques. Il ne s'agit pas seulement d'écologie.

YVONNE REBEYROL

Un accord européen pour protéger le couche d'ozone. — L'Association des fabricants européens d'aéroscos a conclu un accord, approuvé jeudi 13 avril par la Commission européenne, qui engage ses membres à réduire de 90 % avant la fin de 1990 leur production de chlorofluorocarbones (CFC), qui détruisent l'ozone stratosphérique. Le protocole de Montréal, signé en 1987 et ratifié actuellement par trente-deux Etats, prévoyait une réduction de 20 % avant 1989 et d'au moins 50 % avant 1995. Le 2 mars dernier, les Douze avaient déclaré vouloir porter cette réduction à 85 % dans les plus brefs délais, et à 100 % avant l'an 2000. — (AFP.)

## SCIENCES

## Des chercheurs soviétiques réalisent une fusion nucléaire à froid

Moins d'un mois après la déclaration des deux chercheurs britanniques et américains Martin Fleischmann et Stan Pons, qui affirment être parvenus à produire en laboratoire des réactions de fusion nucléaire (le Monde du 24 mars et du 13 avril), une réaction similaire à température ambiante a été réalisée, avec succès, au laboratoire de physique des corps solides de l'université de Moscou, a annoncé, mercredi 12 avril, l'agence Tass.

Effectuée sous la direction du professeur Konstantin Kouzmine selon un protocole voisin de celui des physiciens Fleischmann et Pons, l'expérience a permis d'enregistrer « un dégagement de neutrons rapides de trois à cinq fois supérieur au dégagement ordinaire ». En dépit des doutes exprimés par de nombreux scientifiques occidentaux, ce résultat permettrait, selon le professeur Kouzmine, « d'affirmer avec

certitude qu'il s'agit bien d'une réaction de fusion nucléaire ».

« En théorie, une fusion nucléaire à température ambiante peut être utilisée comme source d'énergie, mais toute une série d'expériences doivent être menées pour comprendre les mécanismes physiques et chimiques de cette réaction », a-t-il ajouté.

Mercredi 12 avril, des physiciens du monde entier se sont réunis au Centre de la culture scientifique d'Éric, en Sicile, pour écouter le professeur Fleischmann commenter son expérience. « La fusion nucléaire à froid, si elle existe, ne présente pas de risques. Mais elle ne sera pas réalisable à l'échelle commerciale avant dix à vingt ans », ont conclu de nombreux spécialistes à l'issue de cette rencontre. — (Tass, AFP, Reuters.)

## Production d'une particule Z aux Etats-Unis

Les Etats-Unis seraient-ils en train de regagner du terrain dans la course engagée avec l'Europe dans le domaine de la physique des particules ? Un bon intermédiaire Z, une particule fondamentale découverte il y a quelques années, vient en tout cas d'être produite dans l'accélérateur linéaire de Stanford (SLC), à Palo-Alto (Californie). Même si, selon leurs propres termes, « de longs mois de recherche attendent encore les scientifiques avant que cet accélérateur n'atteigne les performances prévues », cette première réussite ne constitue pas moins une victoire pour les Américains : après deux années de tâtonnements, c'est en effet la première fois que le SLC — un appareil long de près de 5 kilomètres, composé de deux accélérateurs linéaires placés l'un en face de l'autre, dont la construction a coûté plus de 120 millions de dollars — parvient à produire une particule élémentaire de ce type. Il l'a fait quelques mois avant la mise en route du nouveau collisionneur géant du Laboratoire européen pour la physique des particules (CERN, Genève), le LEP (27 kilomètres de long, à cheval sur la frontière franco-suisse).

La particule Z fait partie de la famille des bosons intermédiaires. Une famille de « messagers » prévue par la théorie depuis près de quinze ans, mais d'une durée de vie si fugace qu'il fallut attendre 1983 pour que des chercheurs du CERN parviennent à les mettre en évidence. L'enjeu : confirmer la théorie

dite « électro-faible », qui réunissait deux types de forces apparemment différentes, la force « faible » et la force « électromagnétique ». Avec, à la clé, une meilleure compréhension de la formation de la matière et de l'univers.

Considérée comme l'une des principales découvertes expérimentales en physique des particules de ces dernières années, la création artificielle des bosons intermédiaires W et Z a été réalisée depuis lors à plusieurs reprises à l'aide du collisionneur proton-antiproton du CERN en 1983. Découverte récompensée par le prix Nobel de physique attribué en 1984 à deux chercheurs du CERN, le professeur italien Carlo Rubbia et l'ingénieur-physicien néerlandais Simon Van der Meer.

Mais outre que ce type d'appareil oblige à une modification relativement complexe, le collisionneur proton-antiproton produit essentiellement des particules W et ne fournit pas suffisamment de bosons Z pour permettre leur étude. C'est la raison pour laquelle le CERN a décidé, dès 1981, la construction du LEP, un collisionneur électro-positron spécialement conçu pour produire plusieurs dizaines de milliers de particules Z par jour. Prévu pour être mis en route en juillet prochain, le LEP, si tout se passe bien, pourra fonctionner à plein rendement dès le début de l'année 1990.

Ca. V.

## SÉCURITÉ

## La coopération dans la lutte antiterroriste

## Deux ministres espagnols ont rencontré M. Joxe à Paris

M. José Luis Corcuera, ministre espagnol de l'Intérieur, et M. Rafael Vera, secrétaire d'Etat espagnol à la sécurité, se sont entretenus jeudi 13 avril à Paris, avec M. Pierre Joxe, ministre de l'Intérieur, de la coopération franco-espagnole dans la lutte antiterroriste.

La brève visite dans la capitale française des deux ministres espagnols survient au lendemain de l'assassinat, mercredi, dans la banlieue de Bilbao (Pays basque espagnol), d'un sergent de la garde civile et neuf jours après la fin de la trêve des attentats, annoncée le 4 avril par l'organisation séparatiste basque espagnole ETA-militaire, alors qu'elle durait depuis le 8 janvier.

Cette reprise des attentats avait sanctionné l'échec des négociations menées à Alger depuis plusieurs mois par Madrid avec les dirigeants d'ETA-militaire.

ESPAGNE : les menaces de l'ETA prises au sérieux. — Les mesures de sécurité ont été fortement renforcées en Espagne à la suite de nouvelles menaces lancées par l'organisation indépendantiste basque.

Dans un communiqué publié jeudi 13 avril par le journal *Egin*, à Saint-Sébastien, l'ETA a réaffirmé avoir piégé les voies ferrées Madrid-Séville (sud de l'Espagne) et Madrid-Valence (côte est) et réclame l'arrêt immédiat du trafic ferroviaire. — (AFP, Reuters.)

## MÉDECINE

## Un quatrième chercheur de l'Institut Pasteur est mort des suites d'un cancer

Willem Roskam, trente-huit ans, biologiste ayant travaillé à l'Institut Pasteur de Paris, est décédé le 5 avril, à Seattle (Etats-Unis), des suites d'un cancer (un lymphome lymphoblastique). C'est le quatrième décès enregistré depuis 1985 parmi les sept chercheurs (trois femmes, quatre hommes), atteints presque simultanément de cancers d'un type relativement rare et qui avaient travaillé dans le domaine du génie génétique à l'Institut Pasteur de Paris.

Une commission d'enquête, sous la présidence du professeur Jean Bernard, avait été constituée. Une enquête épidémiologique concernant près de quatre mille personnes, ayant travaillé de 1971 à fin 1986, à l'Institut, « au moins six mois » et « quelle que soit leur qualifica-

tion » professionnelle, est en cours. Ses premiers résultats ne seront pas connus avant la fin de l'année. Parallèlement, une enquête internationale sur le risque de cancer pour les personnels de laboratoires de recherche est prévue et devrait concerner treize pays.

On doit à Willem Roskam la production de l'hormone de croissance obtenue par génie génétique. D'origine hollandaise, docteur en biochimie de l'université de Groningen (Pays-Bas), il avait travaillé, de 1977 à 1979, à Paris, dans l'unité des professeurs Philippe Kourilsky et François Rougeon. Il avait été nommé en 1986 directeur scientifique à Sanofi-Silabiochimie et travaillait au centre de Labège près de Toulouse (Haute-Garonne).

## RELIGIONS

## Mort de Mgr Ferreira Gomes qui avait été exilé par Salazar

Mgr Antonio Ferreira Gomes, ancien évêque de Porto (Portugal), est décédé jeudi 13 avril à Ermesinde, près de Porto, à l'âge de quatre-vingt-deux ans. Evêque en 1952, il avait été l'un des rares personnalités catholiques à s'opposer publiquement à la dictature salazariste. En 1958, il avait écrit au chef du gouvernement portugais une lettre réclamant « le respect, la liberté et la non-discrimination qui sont dus à tous les citoyens de n'importe quelle société civile ». Salazar avait condamné l'auteur de cette lettre à l'exil. Après avoir vécu dix ans en Espagne, en France, au Vatican et en Allemagne, l'évêque de Porto n'avait pu reprendre ses fonctions qu'en 1969, après la mort du dictateur. Le Vatican avait toujours refusé de le remplacer pendant son exil.

## ÉDUCATION

## M. Jacques Demaille président de l'université Montpellier-I

M. Jacques Demaille, professeur à la faculté de médecine, a été élu président de l'université Montpellier-I, par 72 voix contre 30 à M. Bastide, professeur à la faculté de pharmacie, et 37 bulletins blancs ou nuls.

(Né à Montargis (Aisne), le 31 juillet 1939, M. Jacques Demaille a été nommé assistant à la faculté de médecine de Montpellier en 1969. Avant de revenir à Montpellier en 1977, comme professeur de biochimie, il enseigna à Dakar, de 1971 à 1975, et effectua un séjour d'études aux Etats-Unis, de 1975 à 1977. Il dirige actuellement deux unités de recherche de l'INSERM : l'unité 249, centre de recherche de biochimie macromoléculaire, et l'unité de biochimie des régulations.)

## Collection Repères

L'EXCELLENCE EN POCHES

- Les banques
- Les biotechnologies
- La Bourse
- Le budget de l'Etat
- La bureaucratie
- Les catégories socioprofessionnelles
- Le chômage
- Le commerce extérieur de la France
- Le commerce international
- Le comportement électoral des Français
- La comptabilité
- et plus de 60 autres titres

128 pages - 36 F

LA DÉCOUVERTE

Handwritten signature and date: 15/04/89



(Publicité)

**S**ervir l'Afrique pour unir l'Europe: nous devons dès maintenant lutter contre les maladies tropicales d'une Afrique sous alimentée face à une Europe victime de la surconsommation en aliments et en médicaments.

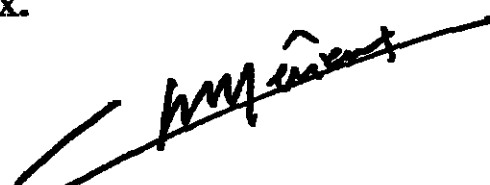
Servir l'Afrique, unir l'Europe. Il faut à ce grand dessein une âme, les trois premières lettres d'Afrique Méditerranée Europe, AME, symbole d'une communauté latine et chaleureuse.

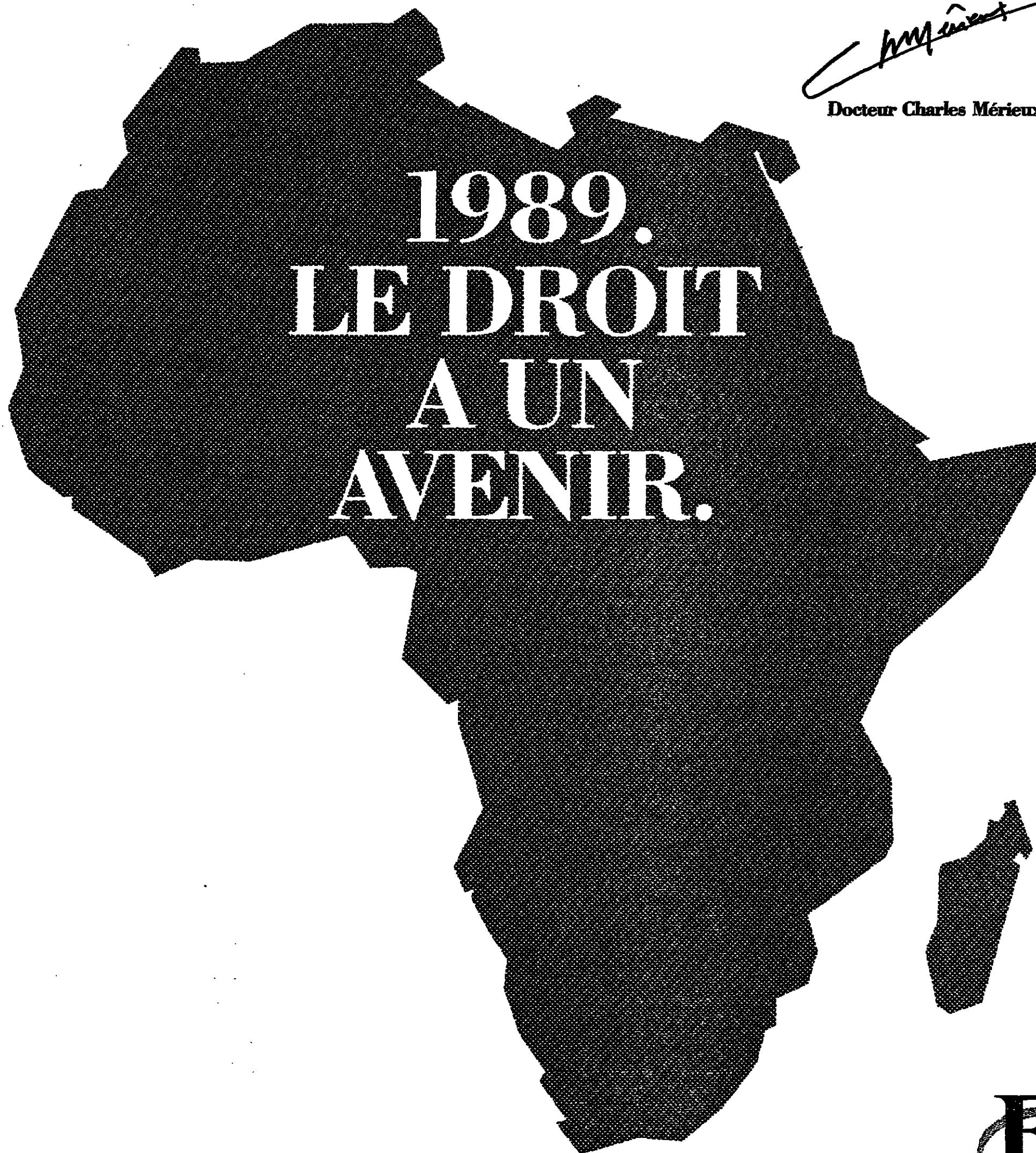
Servir l'Afrique, unir l'Europe, en nous fixant comme objectif 1995: l'Europe des douze sera opérationnelle. Le monde entier célébrera le centenaire de la mort de Louis Pasteur: la médecine a fait grâce à lui plus de progrès qu'en mille ans.

En 1995, le programme OMS des vaccinations sera achevé en Afrique. La prévention du paludisme et peut-être du Sida sera au point. L'Europe sera en tout cas dotée d'un Centre Méditerranéen d'Epidémiologie.

En 1995, au-delà du caractère trop spécifique de ce message, l'Europe sera la première puissance mondiale en biotechnologie et constituera avec l'Afrique l'espace-santé idéal pour imaginer la médecine préventive et prédictive du XXI<sup>e</sup> siècle.

L'Afrique a droit à un avenir. La santé est l'un de ces droits fondamentaux.

  
Docteur Charles Mérieux



OPUS HINTZY

MINISTÈRE DE LA COOPÉRATION ET DU DÉVELOPPEMENT.



## FAITS DIVERS

Après la condamnation des membres de la « Pizza connection »

## Neuf personnes sont inculpées dans une importante affaire de blanchiment d'argent de la drogue

Neuf personnes ont été inculpées fin mars par M. Michel Debacy, juge d'instruction au tribunal de Marseille, de trafic de drogue et de complicité, après avoir été discrètement arrêtées. Selon les enquêteurs, les inculpés, membres ou proches de la famille Regnier, appartenaient à un important réseau de blanchiment d'argent

provenant du trafic de la drogue. Certains d'entre eux, en collaboration avec la mafia américaine, auraient activement participé à l'importation aux États-Unis de morphine-base et à sa transformation en héroïne.

## La chute du clan Regnier

L'interpellation des Regnier avait eu lieu discrètement, le 25 mars, dans une villa de Belgentier (Var), village voisin de Toulon. Seule l'arrestation du père, Louis Regnier, soixante-sept ans, avait été rendue publique. Elle avait quelque peu intrigué. Bien que possédant un casier judiciaire qui justifiait encore une inscription au fichier du grand banditisme, Louis Regnier n'avait, en effet, plus fait parler de lui depuis des années. On le disait « rangé », et, de fait, il semblait mener une vie de père de famille.

Avec lui, les policiers des « stupes » de Marseille, aidés des gendarmes, ont arrêté tout le clan : André, son épouse, Michel, son fils aîné, âgé de quarante-six ans, ainsi que l'épouse de celui-ci, Anne-Marie, sœur des célèbres frères Lohoz : Ludovic, âgé de trente-sept ans, le second fils, ainsi que sa femme Eliane ; Nora Lamèche, compagne de Jean-Claude, le troisième fils ; Marie-Claude Vaca, enfin, fille de Louis et sœur des autres. Une neuvième personne, Richard Tambon, conseiller juridique soupçonné de gérer certains des intérêts financiers de la famille, était arrêté peu après. Une semaine plus tard, le gérant d'une boîte de nuit d'Angoulême, Patrick Sposito, trente-trois ans, et sa compagne, Patricia Peraldi, vingt-trois ans, étaient inculpés et écroués à leur tour. La police recherche toujours Alain Vaca, mari de Marie-Claude Regnier et gendre de Louis Regnier.

## Les aveux de François Scapula

Les enquêteurs surveillaient les Regnier depuis décembre 1986. Moins d'un an auparavant, plusieurs Marseillais, parmi lesquels Mario Piazza, restaurateur connu de la cité, avaient été arrêtés, accusés de se livrer au trafic d'héroïne. L'enquête avait duré des mois et avait mobilisé entre Marseille, New-York, Miami et Palerme les services de police français, américains et italiens. Des dizaines de filatures et autant d'écoutes téléphoniques avaient permis de rassembler, morceau par morceau, les éléments d'un puzzle complexe où apparaissaient gros bonnets américains, Mafia sicilienne, passeurs israéliens et chimistes français (le Monde daté 27-28 novembre 1988).

Le célèbre juge « anti-Mafia » Giovanni Falcone était même venu de Palerme pour s'entretenir de l'affaire avec son collègue marseillais M. Michel Debacy. Ce dernier s'était, pour sa part, rendu aux États-Unis, puis dans une prison

suissse, pour entendre les aveux d'un important trafiquant, François Scapula, celui-là même dont les confidences permirent plus tard l'arrestation puis la condamnation des assassins du juge Michel Etage par étage, la succursale marseillaise de la « Pizza connection », réseau d'écoulement de la drogue dont les filières s'étendaient de la Turquie, aux États-Unis, en passant par la France et la Sicile, était mise au jour, soulignant ce que les enquêteurs avaient déjà constaté : Marseille, qui, du temps de la « French connection », avait abrité les « mailleures » équipes, était redevenue un carrefour important du trafic. Ce qui expliquait les innombrables règlements de comptes qui depuis quelques années ensanglantaient les trottoirs de la ville.

Finalement, le 20 décembre dernier, les membres français de la « Pizza connection » étaient condamnés à de lourdes peines de prison (le Monde du 21 décembre 1988). Manquant à l'appel les Regnier et plus précisément Michel, le fils aîné, qui avait réussi à prendre la fuite. Selon les éléments recueillis par les enquêteurs, c'est lui qui organisa le transport de Turquie en France de 300 kilogrammes de morphine-base. Embarquée sur le yacht la Puce, la drogue fut ensuite acheminée vers Saint-Barthélemy, dans les Antilles françaises, destinée à une famille de la Mafia américano-sicilienne, les Benvenuto, qui la firent convoyer vers les États-Unis. Hasard des affaires, c'est Jean-Marc Loccia, gangster assassiné ensuite par l'FLNC (Front de libération nationale de la Corse) pour sa participation à l'enlèvement du dirigeant nationaliste corso Guy Orsoni, qui se serait chargé de ce dernier transport. Transformée en héroïne dans un laboratoire du Phoenix (Arizona), une partie de cette drogue devait être écoulée sur le marché français par les Marseillais. Bénéfice escompté pour toute l'opération : plus de 20 millions de dollars, soit dix fois plus que l'investissement de départ.

## Fête de famille

En décembre 1986, Michel Regnier, qui, à priori, vraisemblablement par une fuite d'origine policière, qu'un dossier a été ouvert à son nom, disparaît. Pendant plus de deux ans, les policiers le recherchent sans succès : Michel Regnier, grand voyageur, se déplace beaucoup entre l'Europe et les Amériques, le plus souvent avec des faux papiers.

Louis, son père, est étroitement surveillé. Sa ligne téléphonique est placée sous écoute permanente, des policiers viennent régulièrement

observer à la jumelle sa villa de Belgentier, espérant qu'un jour, peut-être... Il y a quelques semaines, les enquêteurs apprennent enfin que les Regnier comptent fêter en famille, dans leur villa, les dix-huit ans de mariage de Michel et d'Anne-Marie. C'est là qu'il seront arrêtés. Michel Regnier expliquera que, averti des recherches dont il était l'objet, il comptait justement se rendre dans le cabinet du juge d'instruction.

Depuis, les enquêteurs examinent les comptes de la famille. Celle-ci semble posséder, outre plusieurs sociétés qu'elle gère par prête-noms interposés, de nombreux établissements de nuit installés dans la région de Toulon, à Bordeaux et à Angoulême. Des investissements qui étaient destinés à blanchir et à faire prospérer l'argent de la drogue, et où, parfois, des artistes connus avaient placé, en toute bonne foi, quelques-uns de leurs cachets.

GEORGES MARION.

## JUSTICE

Controverse autour de la morgue de Nancy

## Le prix des autopsies

NANCY de notre correspondant

Rien ne va plus à l'institut médico-légal de Nancy : depuis le mois de février, le trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle a supprimé la prime de 250 francs par autopsie allouée au gardien de la morgue, qui apporte son aide aux médecins légistes. Une cinquantaine d'autopsies en moyenne sont pratiquées chaque année à Nancy. Pour M. Gilbert Thiel, doyen des juges d'instruction de Nancy, la suppression de cette indemnité est « un scandale intolérable, une ingérence des fonctionnaires dans le déroulement de l'action judiciaire ».

En sa qualité de gardien de la morgue, M. Jean-Pierre Mathieu, quarante-deux ans, est tenu d'être présent vingt-quatre heures sur vingt-quatre et sept jours sur sept (il vit à l'institut médico-légal avec son épouse et sa fille de quatorze ans) afin d'y recevoir les corps des accidentés de la route, des victimes de meurtres, des suicides suspects. La ville de Nancy lui verse un salaire légèrement supérieur à 6 000 F par mois. Il s'estime satisfait de disposer d'un logement de fonction, dont l'eau, l'électricité et le téléphone sont payés par la municipalité.

Mais, en plus de ses fonctions habituelles, Jean-Pierre Mathieu est requis par les juges d'instruction pour aider les médecins légistes au cours des autopsies : déshabillage des cadavres, toi-

lette, etc. C'est lui qui découpe le plaston costal sous surveillance du légiste, afin que l'on puisse extraire les viscéres, ainsi que la boîte crânienne pour examen du cerveau. Lorsque l'autopsie est terminée, Jean-Pierre Mathieu remet le corps dans un état décent.

En supprimant la prime de 250 F, le trésorier-payeur général a suggéré que le médecin légiste rétribue le gardien de la morgue en prélevant sur les dépensements limotropes, où l'on ne fait aucune difficulté pour reconnaître la spécificité du gardien de laboratoire, est rétribué du mépris porté par l'administration à l'institution judiciaire », a déclaré, à cet égard, M. Gilbert Thiel. Si le trésorier-payeur général maintient sa décision, le magistrat envisage deux hypothèses : ou bien il décrit une grave de la commission d'experts, et refuse dorénavant d'ordonner des autopsies ; ou bien « on devra répondre au grotesque par le grotesque », lance-t-il avec son franc-parler habituel. Et de déclarer qu'il se réserve le droit d'aller réquisitionner tout fonctionnaire de la Trésorerie générale pour qu'il vienne prêter la main aux opérations d'autopsie.

MONIQUE RAUX.

## EN BREF

● Mise en liberté de M. Robert Boissonnet, impliqué dans l'affaire de Cancon. — Avocat au barreau de Toulon, inculpé de vol, escroquerie, faux en écriture privée et non-assistance à personne en danger dans l'affaire de Suzanne de Cancon, M. Robert Boissonnet a été mis en liberté jeudi 13 avril à Toulon. Cette libération intervient au terme des six mois de détention provisoire autorisée pour un délit dépendant d'un tribunal correctionnel.

● Salles de faux Giacometti. — Dix-huit bronzes « attribués » à Diego Giacometti ont été saisis par la police française, mercredi 12 avril, au domicile — avenue des Champ-Élysées à Paris — de M. Gabriel Tortella, ressortissant suisse, né le 17 janvier 1940 à Turin et journaliste à Genève.

● Le Syndicat de la magistrature et le projet sur la détention provisoire. — Le Syndicat de la magistrature (SM) a fait part de son « effarement » après l'adoption, mardi 11 avril par le Sénat, du projet de loi sur la détention provisoire, modifié par de nombreux amendements (le Monde du 13 avril). Selon le SM « tous les amendements susceptibles de renforcer les libertés et les droits des citoyens ont été repoussés avec l'approbation du ministre de la Justice ».

● La condamnation de deux militants du Front national. — Alain Schlessler, candidat du Front national à Lunéville (Meurthe-et-Moselle), et Claude Carmentre, membre du même parti, ont été condamnés, mardi 11 avril, par le tribunal correctionnel de Nancy à trois mois de prison avec sursis, 1 000 F d'amende et 3 000 F de dommages et intérêts pour avoir insulté et menacé d'un pistolet un Maghrébin, M. Mansour Rief, lors de la campagne des élections municipales.

## Le Carnet du Monde

## Naissances

— M. Jean SAINT-DONAT est heureux d'annoncer la naissance de son petit-fils,

Paul-Bertin, chez Ingrid et Bernard SAINT-DONAT, le 14 mars 1989, à New-York.

315 East 72nd Street, 18 H, New-York, NY 10021. 16, avenue du Grand-Pin, 06400 Cannes.

## Mariages

— M. et M<sup>me</sup> Henri FAULHAC, M<sup>me</sup> Lucie TARET et M. Claude SIDA

ont l'honneur de faire part du mariage de leurs enfants,

Valérie et Jean-Luc, qui aura lieu le samedi 15 avril 1989.

3, rue Choron, 75009 Paris.

## Décès

— M<sup>me</sup> Raymond Arnaud, son épouse, Philippe et Lucette Arnaud, Stéphane, Antoine, Patrick, ses enfants et petits-enfants, Les familles Arnaud, Fontaine, Leroy et Patrice, ont la douleur de faire part du décès de

M. Raymond ARNAUD, ingénieur des Arts et Métiers, capitaine de vaisseau (H) FNFL, officier de la Légion d'honneur,

survécu en son domicile, dans sa quatre-vingt-cinquième année.

La cérémonie religieuse, suivie de l'inhumation au cimetière de Chevigny (Loiret-Cher), a eu lieu dans l'intimité familiale.

21, boulevard du Montparnasse, 75006 Paris.

— M<sup>me</sup> Marie-Aliette Bonherbe, M. et M<sup>me</sup> Jean-Charles Bonherbe, Rolande de Rouville, Laurent, Marianne et Jérôme Bonherbe, M<sup>me</sup> Aliette Rolande de Rouville, ont la douleur de faire part du décès de

M. Jean BONHERBE, directeur honoraire de l'OFD, officier de la Légion d'honneur, croix de guerre 1914-1918, 3 citations, médaille de Verdun, médaille de la Victoire (Internationale), ancien combattant et prisonnier de guerre 1939-1945 (officié XVII A), capitaine honoraire de réserve au génie,

leur père, grand-père et beau-frère, survenu à Paris, le 12 avril 1989, à l'âge de quatre-vingt-quatre ans.

Cet avis tient lieu de faire-part.

3, place de la Dérivanderie, 28100 Droux.

8, rue Georges-Millaud, 92360 Meudon-la-Forêt.

— Sonia Cazanave-Nalbantian, Youri Sarkis et Joëlle,

ont la grande tristesse d'annoncer le départ de

LUC, poète.

— M<sup>me</sup> Sabine Zlatina, directrice-fondatrice de la Maison d'enfants d'Israël.

Et le docteur I. Ben Raïman, ont la tristesse d'annoncer le décès de

M<sup>me</sup> Léa FELDBLUM,

en Israël, à soixante-dix ans.

Elle était déportée à Auschwitz, le 6 avril 1944, elle est revenue, la seule rescapée.

Que ceux qui l'ont connue aient une pensée pour elle.

(Le Monde du 12 avril.)

— M<sup>me</sup> Marguerite Kipper, M. et M<sup>me</sup> le docteur Marc Kipper, Anne et Sylvie Kipper, M. et M<sup>me</sup> le docteur Marcel Kipper, ont la douleur de faire part du décès de

M. Willy KIPPER, ingénieur général honoraire de la SNCF, officier de la Légion d'honneur, commandeur de l'Ordre du Mérite,

survécu le 4 avril 1989.

L'inhumation a eu lieu dans la plus stricte intimité à Vaujours-sur-Seine.

— Zaria. Paris. Neumetter.

Seyah et Karim Masmar et leurs enfants Karim et Michael, Parents et alliés,

ont la douleur de faire part du décès survenu le 21 mars 1989, à Zaria, à l'âge de quatre-vingt-cinq ans, de

Hadj Abdelaziz MAAMAR, ancien chef du Bureau des affaires indigènes sous le protectorat français en Tunisie, mobilisé aux Balkans de 1918 à 1921, médaille militaire.

S. Masmar, 3, rue Pablo-Picasso, 92160 Antony.

— Paul, Charles, Roselyne, Jean Nathan, M. et M<sup>me</sup> Al Charif et leurs enfants, ont la tristesse de faire part du décès de leur mère et grand-mère,

M<sup>me</sup> Yvonne NATHAN, née Esther Bencheson, survenue le 10 avril 1989.

11, rue Sainte-Félicité, 75015 Paris.

— Le directeur de la production et du transport d'Electricité de France fait part avec tristesse du décès de

M. Bernard VITRAC, chef du groupe régional de Production thermique Ouest.

La cérémonie religieuse sera célébrée le samedi 15 avril 1989, à 10 heures, en l'église Notre-Dame-de-Toutes-Joies, rue Alexandre-Dumas (quartier Moncel), à Nantes.

— M<sup>me</sup> Maurice Pelloux, ses enfants et sa petite-fille,

M<sup>me</sup> Joëlle Pelloux, Et toute la famille,

ont la douleur de faire part du décès de

M. Maurice PELLOUX, ingénieur civil des Mines,

survécu à Paris, le 13 avril 1989, dans sa soixante-cinquième année.

L'inhumation aura lieu le lundi 17 avril, à 16 heures, au cimetière de Montmartre.

— M. et M<sup>me</sup> Claude Nicolas, ses parents,

M. Richard Nicolas, son frère,

M. et M<sup>me</sup> Emile Nicolas, ses grands-parents,

M. Eugène Milot, M. et M<sup>me</sup> Robert Legerot, M. et M<sup>me</sup> José Nicolas, Et toute sa famille,

font part du décès de

Dominique NICOLAS,

survécu dans sa vingt-huitième année.

Ses obsèques auront lieu le dimanche 16 avril, à 15 heures, en l'église de Giffumont-Champant (Marne).

L'offrande tiendra lieu de condoléances.

Cet avis tient lieu de faire-part.

51290 Giffumont-Champant.

1, rue de la Petite-Sainte, 51300 Vitry-le-François.

— Guy, Alain, Dominique, Agnès, Isabelle, Arnaud, Antoine, Marie-Claude, Farida, Carole, Pauline, François, Laurent, Quiterrie, Michaël, Nathalie, Anne, Dolores, Patrick, André, Xavier, Sylvain, Hervé, Jean-Jacques, Denis, Sylviane, Sylvaine, Patrick, Jean-Michel, Eric, Bernard, Nicole, Catherine, Gilles, Pierre, Et beaucoup d'autres,

ont perdu leur ami,

Dominique.

Remerciements

— Très sensibles aux marques de sympathie qui leur ont été témoignées lors du décès de

M. Maurice ESPINASSE,

Son épouse Et sa fille,

Alas que toute la famille, prient de trouver ici l'expression de leurs sincères remerciements.

Anniversaires

— Il y a sept ans, le 15 avril 1982, disparaissait

François COMBE,

député au Parlement européen, président des Chambres de métiers de France.

Une pensée est demandée à tous ceux qui l'ont connu et restent fidèles à son souvenir.

## Avis de messes

— M<sup>me</sup> Marcel Picard, son épouse,

M. François Picard, notaire à Paris,

M. Jean-Louis Picard, commissaire-priseur à Paris,

M. et M<sup>me</sup> Jean-Louis Picard, M. et M<sup>me</sup> Yves Picard,

M. et M<sup>me</sup> Jean-Claude Bochet, M. et M<sup>me</sup> Marc de Tracy,

M. et M<sup>me</sup> Christophe Picard, M. et M<sup>me</sup> Didier, Christian et Patrick Picard,

M. et M<sup>me</sup> Thierry, Olivier, Xavier et Guillaume Picard,

M. et M<sup>me</sup> Eric et Hervé Picard, M. Aymer de Tracy,

ont la douleur de faire part du décès de

M. Marcel PICARD, notaire honoraire,

ancien président de la chambre des notaires de Paris,

président honoraire du Conseil supérieur du notariat, officier de la Légion d'honneur, croix de guerre 1939-1945,

survécu à Paris, le 6 avril 1989, dans sa quatre-vingt-dixième année, muni des sacrements de l'Eglise, et inhumé au Cimetière (Calvaire) le 11 avril 1989.

Il vous invite à la messe qui sera célébrée le mardi 18 avril, à 18 heures, en l'église Notre-Dame-de-Grâce de Passy, sa paroisse, 10, rue de l'Association, Paris-16.

56, rue de Boukharvilliers, 75116 Paris.

Messes anniversaires

— In memoriam.

Une messe sera célébrée le lundi 17 avril 1989, à 11 heures, en l'église Saint-Pierre de Chailly, 33, avenue Marceau, Paris-16, à la mémoire de

Mathias POLAKOVITS, dit Paul Mathias,

décédé le 9 avril 1987.

Communications diverses

— Cercle Bernard-Lazare : Edite la vérité sur l'Affiche rouge ! Autour des livres « Le sang de l'étranger, les immigrés de la MGI dans la Résistance » (Ed. Fayard), de Stéphane Courtois, Denis Peschanski, Adam Rayski, et « Testament » de Boris Holban (Ed. Calmann-Lévy), s'ouvrira un débat dirigé par Henry Bulawko, en présence des auteurs, lundi 17 avril à 20 h 30, 10, rue Saint-Claude, 75003, tél. : 42-71-68-19.

Soutenances de thèses

— Université Paris-X (Nanterre), le jeudi 20 avril à 9 heures, salle C 24, M<sup>me</sup> Dominique Jouvy : « Essai de sémio-linguistique : analyse des régularités discursives dans la production de l'acte énonciatif ».

— Université Paris-V (René-Descartes), le samedi 22 avril à 9 heures, à la Sorbonne, amphithéâtre Durkheim, galerie Claude-Bernard, escalier J, 6<sup>e</sup> étage, 1, rue Victor-Cousin, 75005 Paris, M. P. A. Bondon : « Discours relatifs à l'architecture ».

47 115 150



## SLIGOS, LA DOUBLE COMPÉTENCE INFORMATIQUE



*Mozart, compositeur et virtuose*

### SLIGOS, CONCEPTEUR ET EXPLOITANT DE SYSTÈMES

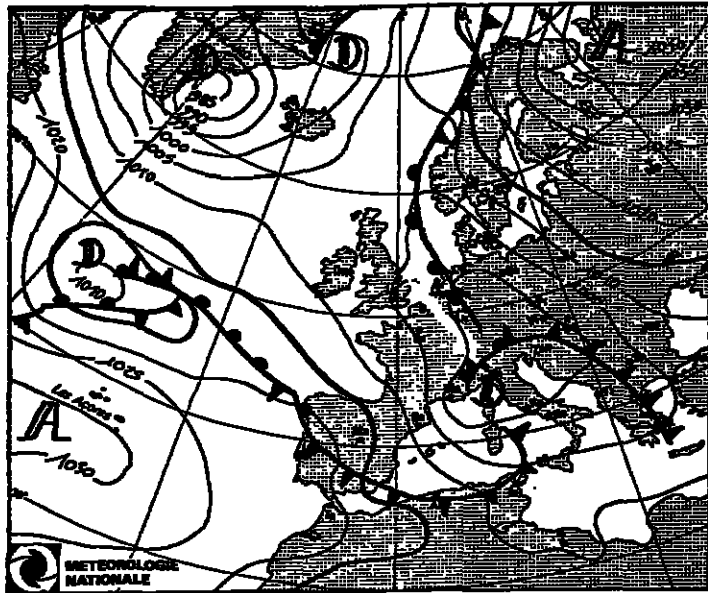
*"On n'excelle jamais que dans ce qu'on pratique": la maxime de Montaigne est toujours d'actualité. Et dans l'informatique plus qu'ailleurs. Bien concevoir un système informatique, c'est aussi prendre des options techniques qui auront un effet déterminant sur son exploitation, donc sur son efficacité. On le fait mieux quand on a l'expérience de l'exploitation. De même pour être un bon exploitant de services informatiques, il faut aussi avoir une expérience étendue de concepteur. Concepteur et exploitant, SLIGOS réalise la synthèse de l'ingénierie de haut niveau et de l'exploitation de moyens informatiques à la pointe de la technologie. Cette double compétence apporte à ses clients une inégalable garantie d'efficacité.*

**S SLIGOS**

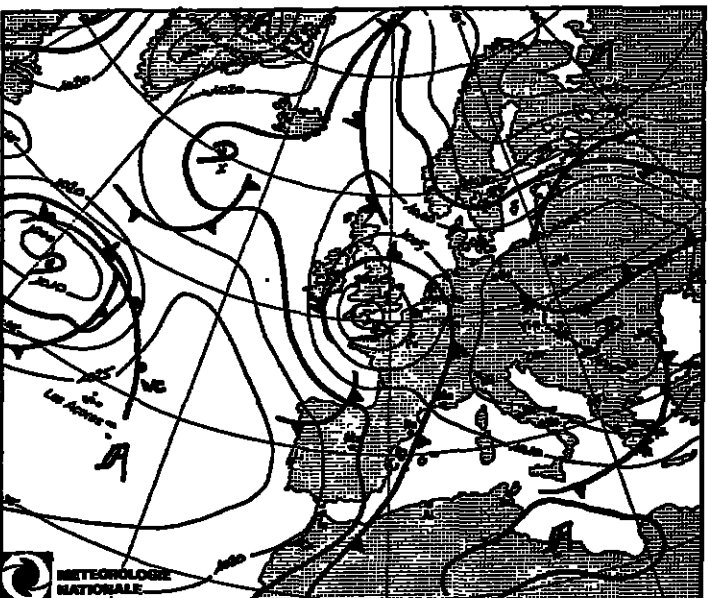
## Informations « services »

## MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 14 AVRIL 1989 À 0 HEURE TU



PRÉVISIONS POUR LE 16 AVRIL 1989 À 12 HEURES TU



Evolution probable du temps en France entre le vendredi 14 avril à 0 heure et le dimanche 16 avril à 24 heures :

Une profonde dépression va venir se positionner en Manche, ce qui entraînera des vents forts sur le Nord-Ouest et les côtes atlantiques. S'ensuivra une perturbation balayera la France et sera suivie d'un temps instable avec nuages, éclaircies et fortes averse.

Samedi : pluie et vents forts à l'ouest, soleil à l'est.

De la Bretagne au Cotentin et jusqu'à l'Aquitaine, le temps deviendra rapidement pluvieux en cours de matinée. Le vent de sud-est soufflera fort en rafales (50 à 80 km/h). Dans l'après-midi, des éclaircies apparaîtront puis des côtes atlantiques. Le vent roulera alors à l'ouest et les rafales se renforceront (80 à 100 km/h).

De la Normandie au Midi-Pyrénées, il faudra bien profiter de la matinée ensoleillée. Dans l'après-midi, il pleuvra

et le vent de sud-est soufflera fort. Il neigea sur les Pyrénées au-dessus de 1 500 mètres.

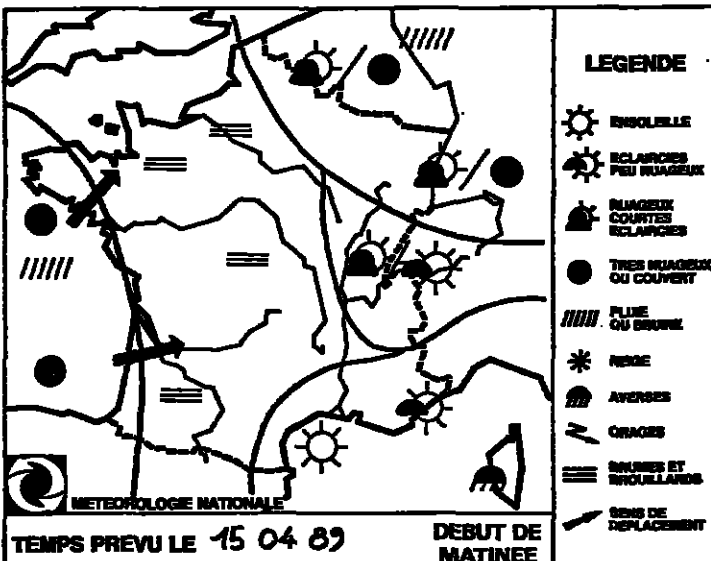
Sur toutes les autres régions, soit la moitié est du pays, la journée sera très ensoleillée. Toutefois, de la Lorraine et de l'Alsace au nord des Alpes, la météo sera encore assez nuageuse.

Dimanche : pluie à l'est, éclaircies et averse ailleurs.

De la Lorraine et de l'Alsace au Lyonnais et au nord des Alpes, le temps sera pluvieux. La neige tombera au-dessus de 1 200 à 1 500 mètres.

Sur les régions méditerranéennes, après les pluies orageuses de la matinée, le mistral se lèvera et dégagera progressivement le ciel. La Corse sera du soleil le matin, des orages l'après-midi.

Sur le reste du pays, le temps sera instable. Nuages, éclaircies et averse se succéderont. Le Sud-Ouest connaîtra les averse les plus fréquentes et les plus fortes avec, par endroits, de la grêle et de l'orage (neige à partir de 1 000 mètres).



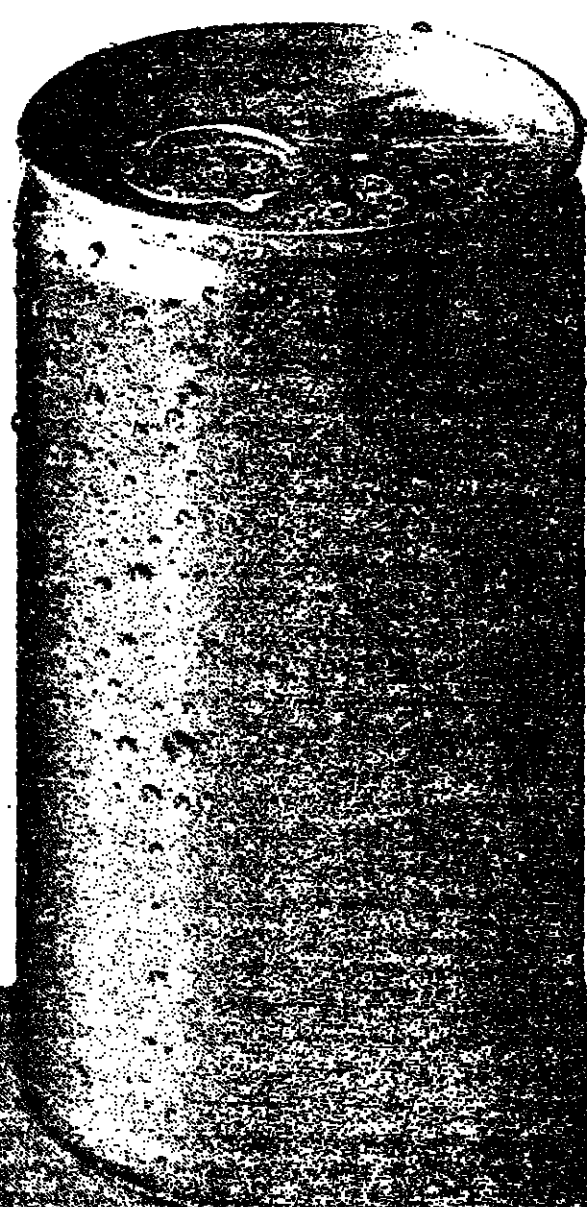
TEMPS PREVU LE 15 04 89

Valeurs extrêmes relevées entre le 13-4-1989 à 6 heures TU et le 14-4-1989 à 6 heures TU

Valeurs extrêmes relevées entre										le 14-4-1988																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																							
le 13-4-1988 à 6 heures TU et le 14-4-1988 à 6 heures TU																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																	
FRANCE					TOURS					LES ANGLAIS																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																							
AMMOU																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																	



**LE JOUR OÙ VOUS CHERCHEREZ UN DÉCAPSULEUR,  
VOUS VOUS RENDREZ COMPTE À QUEL POINT CECI EST UNE BONNE IDÉE.**



Pour que vous puissiez étancher votre soif à tous moments, Pechiney a fabriqué en 1988, 26 milliards de boîtes boisson. Il faut dire que Pechiney est le leader mondial de l'emballage, leader des boîtes boisson, des tubes souples, des emballages complexes en plastique, des aérosols et des boîtes de conserve en aluminium. Pechiney est aussi le mondial d'aluminium dans le secteur des triels. En plus de ce pement, la technologie présente dans le nucléaire, l'électrometallurgie et les produits carbonés lourds. Quelques chiffres - 77 milliards de francs de chiffre d'affaires en 1988, 73 000 employés, 250 usines et une implantation commerciale dans 60 pays - témoignent du rayonnement international de Pechiney et de son esprit de conquête. Pour financer sa croissance, Pechiney introduira prochainement en bourse 25% du capital de sa nouvelle filiale, Pechiney International.

**PECHINEY.  
NOUS SOMMES  
FAITS POUR NOUS  
RENCONTRER.**

troisième producteur  
et fortement engagé  
composants indus-  
trois axes de dévelop-  
de Pechiney est pré-



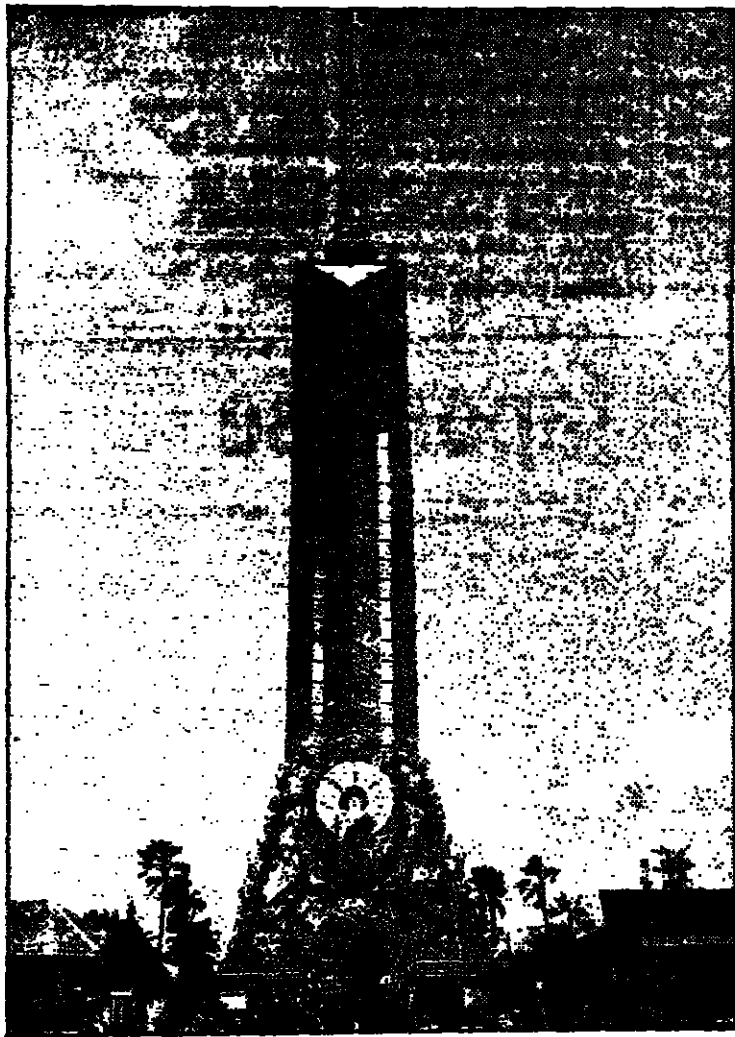


# Le Monde SANS VISA

## Expomania à la japonaise

Prenant pour thème les poncifs de la société moderne, la « culture », la « communication », l'« internationalisation », les villes de provinces nippones organisent, dans une débauche d'extravagances et de richesse ostentatoire, des expositions qui se veulent toutes plus spectaculaires les unes que les autres.

Ci-dessous, la tour de Fukuoka (234 mètres).



par Philippe Pons

**C'**EST la dernière mode : comme saisis de la frénésie de l'adolescent à la sortie de la puberté, les villes de provinces nippones se veulent porteuses d'un message et, au nom de la « culture » et à coups de milliards de yens, elles organisent de gigantesques expositions.

Il n'y aura pas moins de quinze expositions régionales au cours de cette année et il y en a eu quatre en 1988, dont celle de Gifu, « Gifu Future Watch 88 » (Observer le futur à Gifu), dont les « clous » étaient un dinosaure fossilisé et un vaisseau spatial américain (coût 6,3 milliards de yens ; profit : 2,5 milliards). La frénésie des expositions devrait se poursuivre l'année prochaine, marquée notamment par l'Exposition internationale du jardin et de la verdure qui se tiendra à Osaka : vingt millions de visiteurs sont attendus.

Si, à de rares exceptions près, on peut douter de l'intérêt intrinsèque de ces manifestations, ce sont souvent des affaires qui rap-

portent : on attend cette année quelque 36 millions de visiteurs, soit plus du quart de la population japonaise, dans les quinze expositions prévues. Mais on ne sait jamais. Le public est versatile : ainsi, à Sapporo, capitale du Hokkaido, le « World Food Festival 88 » s'est soldé par une perte sèche pour la municipalité de 8,2 milliards de yens. Échec qui pousse au suicide l'un des organisateurs, provoqua la faillite d'une société participante et faillit coûter son siège au maire.

### « Luna Park » pour pays riche

Fin mars, se sont ouvertes pratiquement simultanément à Fukuoka, capitale du Kyushu, et à Yokohama, le grand port désormais englobé dans la mégapole de Tokyo, deux de ces « Luna Park » du Japon riche.

« Yokohama Exotic Showcase » (la vitrine exotique de Yokohama), soit YES, est l'une des plus coûteuses : quelque 100 milliards de yens. Elle couvre 70 hectares et l'on y trouve de tout : d'une reproduction de la fusée nipponne H-2 grandeur

nature, à un train à lévitation magnétique, en passant par une reproduction d'une rue de Yokohama à l'époque Meiji (la ville fut l'une des premières où s'installèrent les étrangers après l'ouverture du Japon au milieu du dix-neuvième siècle), un pavillon NTT (le géant des télécommunications nippon) qui se veut une Arche de Noé, et un musée (qui sera échappée au démantèlement de l'expo le 1<sup>er</sup> octobre prochain), conçu par l'architecte Tange, avec une galerie de deux cent cinquante mètres de long dotée d'un toit aux panneaux mobiles permettant de régler l'intensité de la lumière (ce musée présente, entre autres, une exposition sur l'art français du Moyen Âge au vingtième siècle). « L'espace et les Enfants » tel est le thème de ce super-Luna Park qui devrait attirer quelque quinze millions de visiteurs.

### French-cancan

A Fukuoka, s'est ouverte une autre expo, « Yokatopia » (appellation qui joue sur le mot japonais *yoka* : loisir, et utopie). Avec la participation de cinq cent soixante-sept entreprises et trente-sept pays, pour la plupart de la région Asie-Pacifique (il y a aussi un pavillon de Bordeaux, ville jumelée avec Fukuoka, qui présente les produits de l'Aquitaine dont une reproduction des grottes de Lascaux), c'est la première exposition internationale du Kyushu (le méridionale de l'archipel nippon). Une autre a lieu en même temps au sud de l'île, à Kagoshima, sous le titre « Southernpia 21 ».

Le thème de Yokatopia « la recherche d'une nouvelle communication dans notre monde » signifie, selon les organisateurs, que la communication entre les hommes ne doit pas seulement dépendre des machines, mais aussi de l'interaction entre les individus et les peuples. Tout un programme.

On y présente la culture et les mœurs des pays du Pacifique et des technologies futuristes. Pour donner de l'atmosphère, 40 hectares ont été plantés d'arbres tropicaux et de fleurs exotiques, et des oiseaux rares évoluent dans des volières. Tout est artificiel : le sable des 500 mètres de la plage aménagée sur un terrain récupéré sur la mer a été apporté spécialement. Seuls les poissons n'ont pas été changés.

Un centre de télécommunications, un pavillon où on embarque sur un navire qui tangue pour « explorer » sur un écran géant haute définition les fonds marins en quête d'une Atlantide dénom-

mée Mu, une armée d'hôtesses papillonantes affublées de « bibi » de toutes formes, des bouddhas en carton-pâte enguirlandés, des danses de Micronésie ou un French-cancan par des Japonaises qui se sont exercées pendant des semaines à lever la jambe en cadence sur l'hymne de Yokatopia.

On sort étourdi de cette cacophonie des cultures. Les orientations culturelles de ce Luna Park ont été confiées à Koma Stadium, l'une des plus grandes sociétés de spectacles du Japon, gérant théâtres populaires et salles de cinéma, et c'est le côté superproduction qui domine.

De ces Disneyland de la modernité, il ne restera rien. Exceptés les musées, quand elles en ont, et surtout les tours dont toutes ont été inévitablement dotées. Dans ce méga-genre, ce spectacle par excellence qu'est l'exposition, grand pavois d'une municipalité, la visibilité l'emporte sur toute autre forme de participation.

Et la tour s'impose comme le pôle du mouvement collectif que l'exposition est supposée susciter. Depuis deux ans, elles ont surgi à travers le Japon comme les bambous après la pluie.

Beaucoup d'expositions régionales coïncident avec le centenaire de la création des municipalités (au lendemain de l'entrée en vigueur de la Constitution de Meiji en 1889), les tours sont aussi destinées à commémorer l'événement, les promoteurs espérant qu'elles attireront autant de visiteurs que la tour de Tokyo (330 mètres), qui depuis son érection, il y a trente ans, en a eu quelque cent millions.

A Fukuoka, a été érigée une tour de 234 mètres en verre et en acier de forme triangulaire (coût 5 milliards de yens) (voir ci-contre). Une autre, de 150 mètres, dite la « Tour en or », en raison de la teinte du verre sur lequel joue le soleil, domine Sakai, ville moyenne de la préfecture de Kagawa. Yokohama a aussi son projet : une tour de 295 mètres.

Beaucoup de ces tours ont été construites sans même un appel d'offres, directement par l'entreprise choisie par la municipalité : c'est le cas de celle de Fukuoka. D'autres villes ont eu plus d'ambition : ainsi, Mito qui a demandé à l'architecte Arata Isozaki de concevoir une tour d'une hauteur certes relativement modeste (100 mètres), mais à la forme

géométrique des plus sophistiquées : elle semble tourner sur elle-même (voir ci-dessus).

Certaines municipalités rivalisent, quant à elles, pour les hauteurs : le maire d'Otsu a annoncé le projet, peu réaliste, d'une tour de 1 000 mètres, tandis qu'à Hiroshima le constructeur automobile Mazda financera la construction d'une tour de 600 mètres : hauteur symbolique puisque c'est de 600 mètres au-dessus de la ville que fut lâchée la première bombe atomique il y a quarante-quatre ans. Quant à Nagoya, elle commémorera son « Expo Design » de 1990 par la construction d'une tour de 134 mètres en forme de fusée (2,8 milliards de yens) (voir page 18).

### Se préparer au futur

Destinées, disent les autorités locales, à « approfondir le sens de la communauté » chez les habitants et à ouvrir la ville sur le monde en se préparant au futur, les expositions qui prolifèrent au Japon ont en fait les prétextes les plus inattendus.

(Lire la suite page 18.)

## autriche

Le temps d'un week-end ou d'un Festival avec

### Austro Pauli

LIC 1397

---

### FESTIVAL MUSICAL VIENNOIS

du 21 au 23 avril 1989. Départ de PARIS

Dont « LA FLÛTE ENCHANTÉE »  
à L'OPÉRA DE VIENNE  
Dirigée par N. HARNONCOURT

à partir de :  
**3620<sup>F</sup>**

---

### WEEK-ENDS 1<sup>er</sup> MAI - ASCENSION

**VIENNE**  
De PARIS  
du 28 avril au 1<sup>er</sup> mai et du 4 au 7 mai 89  
à partir de :  
**3170<sup>F</sup>**

**SALZBOURG**  
De PARIS  
du 4 au 7 mai 89  
à partir de :  
**2740<sup>F</sup>**

Catalogue, renseignements et inscriptions : votre Agence de Voyages ou Austro Pauli

Demande de catalogue :  
AUSTRO PAULI 3, rue du Roule - 75001 PARIS - Tél. : (1) 42 21 01 53

NOM \_\_\_\_\_ Prénom \_\_\_\_\_

Adresse \_\_\_\_\_

Tél. \_\_\_\_\_







## JEUX

## échecs

N° 1328

Clair-obscur

(14<sup>e</sup> Tournoi Open de Lugano, 1988)  
Blancs : KNAK (Allemagne de l'Est)  
Noirs : VAN DER WIEL (Hollande).  
Gambit-D. Système Botvinnik.

1. d4 d5 2. e4 e5 3. f3 f6 4. g4 g5 5. h4 h5 6. g5 f6 7. f6 e5 8. e5 d4 9. d4 c3 10. c3 b4 11. b4 a5 12. a5 b6 13. b6 c7 14. c7 d8 15. d8 e9 16. e9 f8 17. f8 g7 18. g7 h6 19. h6 g5 20. g5 f6 21. f6 e5 22. e5 d4 23. d4 c3 24. c3 b4 25. b4 a5 26. a5 b6 27. b6 c7 28. c7 d8 29. d8 e9 30. e9 f8 31. f8 g7 32. g7 h6 33. h6 g5 34. g5 f6 35. f6 e5 36. e5 d4 37. d4 c3 38. c3 b4 39. b4 a5 40. a5 b6 41. b6 c7 42. c7 d8 43. d8 e9 44. e9 f8 45. f8 g7 46. g7 h6 47. h6 g5 48. g5 f6 49. f6 e5 50. e5 d4 51. d4 c3 52. c3 b4 53. b4 a5 54. a5 b6 55. b6 c7 56. c7 d8 57. d8 e9 58. e9 f8 59. f8 g7 60. g7 h6 61. h6 g5 62. g5 f6 63. f6 e5 64. e5 d4 65. d4 c3 66. c3 b4 67. b4 a5 68. a5 b6 69. b6 c7 70. c7 d8 71. d8 e9 72. e9 f8 73. f8 g7 74. g7 h6 75. h6 g5 76. g5 f6 77. f6 e5 78. e5 d4 79. d4 c3 80. c3 b4 81. b4 a5 82. a5 b6 83. b6 c7 84. c7 d8 85. d8 e9 86. e9 f8 87. f8 g7 88. g7 h6 89. h6 g5 90. g5 f6 91. f6 e5 92. e5 d4 93. d4 c3 94. c3 b4 95. b4 a5 96. a5 b6 97. b6 c7 98. c7 d8 99. d8 e9 100. e9 f8 101. f8 g7 102. g7 h6 103. h6 g5 104. g5 f6 105. f6 e5 106. e5 d4 107. d4 c3 108. c3 b4 109. b4 a5 110. a5 b6 111. b6 c7 112. c7 d8 113. d8 e9 114. e9 f8 115. f8 g7 116. g7 h6 117. h6 g5 118. g5 f6 119. f6 e5 120. e5 d4 121. d4 c3 122. c3 b4 123. b4 a5 124. a5 b6 125. b6 c7 126. c7 d8 127. d8 e9 128. e9 f8 129. f8 g7 130. g7 h6 131. h6 g5 132. g5 f6 133. f6 e5 134. e5 d4 135. d4 c3 136. c3 b4 137. b4 a5 138. a5 b6 139. b6 c7 140. c7 d8 141. d8 e9 142. e9 f8 143. f8 g7 144. g7 h6 145. h6 g5 146. g5 f6 147. f6 e5 148. e5 d4 149. d4 c3 150. c3 b4 151. b4 a5 152. a5 b6 153. b6 c7 154. c7 d8 155. d8 e9 156. e9 f8 157. f8 g7 158. g7 h6 159. h6 g5 160. g5 f6 161. f6 e5 162. e5 d4 163. d4 c3 164. c3 b4 165. b4 a5 166. a5 b6 167. b6 c7 168. c7 d8 169. d8 e9 170. e9 f8 171. f8 g7 172. g7 h6 173. h6 g5 174. g5 f6 175. f6 e5 176. e5 d4 177. d4 c3 178. c3 b4 179. b4 a5 180. a5 b6 181. b6 c7 182. c7 d8 183. d8 e9 184. e9 f8 185. f8 g7 186. g7 h6 187. h6 g5 188. g5 f6 189. f6 e5 190. e5 d4 191. d4 c3 192. c3 b4 193. b4 a5 194. a5 b6 195. b6 c7 196. c7 d8 197. d8 e9 198. e9 f8 199. f8 g7 200. g7 h6 201. h6 g5 202. g5 f6 203. f6 e5 204. e5 d4 205. d4 c3 206. c3 b4 207. b4 a5 208. a5 b6 209. b6 c7 210. c7 d8 211. d8 e9 212. e9 f8 213. f8 g7 214. g7 h6 215. h6 g5 216. g5 f6 217. f6 e5 218. e5 d4 219. d4 c3 220. c3 b4 221. b4 a5 222. a5 b6 223. b6 c7 224. c7 d8 225. d8 e9 226. e9 f8 227. f8 g7 228. g7 h6 229. h6 g5 230. g5 f6 231. f6 e5 232. e5 d4 233. d4 c3 234. c3 b4 235. b4 a5 236. a5 b6 237. b6 c7 238. c7 d8 239. d8 e9 240. e9 f8 241. f8 g7 242. g7 h6 243. h6 g5 244. g5 f6 245. f6 e5 246. e5 d4 247. d4 c3 248. c3 b4 249. b4 a5 250. a5 b6 251. b6 c7 252. c7 d8 253. d8 e9 254. e9 f8 255. f8 g7 256. g7 h6 257. h6 g5 258. g5 f6 259. f6 e5 260. e5 d4 261. d4 c3 262. c3 b4 263. b4 a5 264. a5 b6 265. b6 c7 266. c7 d8 267. d8 e9 268. e9 f8 269. f8 g7 270. g7 h6 271. h6 g5 272. g5 f6 273. f6 e5 274. e5 d4 275. d4 c3 276. c3 b4 277. b4 a5 278. a5 b6 279. b6 c7 280. c7 d8 281. d8 e9 282. e9 f8 283. f8 g7 284. g7 h6 285. h6 g5 286. g5 f6 287. f6 e5 288. e5 d4 289. d4 c3 290. c3 b4 291. b4 a5 292. a5 b6 293. b6 c7 294. c7 d8 295. d8 e9 296. e9 f8 297. f8 g7 298. g7 h6 299. h6 g5 300. g5 f6 301. f6 e5 302. e5 d4 303. d4 c3 304. c3 b4 305. b4 a5 306. a5 b6 307. b6 c7 308. c7 d8 309. d8 e9 310. e9 f8 311. f8 g7 312. g7 h6 313. h6 g5 314. g5 f6 315. f6 e5 316. e5 d4 317. d4 c3 318. c3 b4 319. b4 a5 320. a5 b6 321. b6 c7 322. c7 d8 323. d8 e9 324. e9 f8 325. f8 g7 326. g7 h6 327. h6 g5 328. g5 f6 329. f6 e5 330. e5 d4 331. d4 c3 332. c3 b4 333. b4 a5 334. a5 b6 335. b6 c7 336. c7 d8 337. d8 e9 338. e9 f8 339. f8 g7 340. g7 h6 341. h6 g5 342. g5 f6 343. f6 e5 344. e5 d4 345. d4 c3 346. c3 b4 347. b4 a5 348. a5 b6 349. b6 c7 350. c7 d8 351. d8 e9 352. e9 f8 353. f8 g7 354. g7 h6 355. h6 g5 356. g5 f6 357. f6 e5 358. e5 d4 359. d4 c3 360. c3 b4 361. b4 a5 362. a5 b6 363. b6 c7 364. c7 d8 365. d8 e9 366. e9 f8 367. f8 g7 368. g7 h6 369. h6 g5 370. g5 f6 371. f6 e5 372. e5 d4 373. d4 c3 374. c3 b4 375. b4 a5 376. a5 b6 377. b6 c7 378. c7 d8 379. d8 e9 380. e9 f8 381. f8 g7 382. g7 h6 383. h6 g5 384. g5 f6 385. f6 e5 386. e5 d4 387. d4 c3 388. c3 b4 389. b4 a5 390. a5 b6 391. b6 c7 392. c7 d8 393. d8 e9 394. e9 f8 395. f8 g7 396. g7 h6 397. h6 g5 398. g5 f6 399. f6 e5 400. e5 d4 401. d4 c3 402. c3 b4 403. b4 a5 404. a5 b6 405. b6 c7 406. c7 d8 407. d8 e9 408. e9 f8 409. f8 g7 410. g7 h6 411. h6 g5 412. g5 f6 413. f6 e5 414. e5 d4 415. d4 c3 416. c3 b4 417. b4 a5 418. a5 b6 419. b6 c7 420. c7 d8 421. d8 e9 422. e9 f8 423. f8 g7 424. g7 h6 425. h6 g5 426. g5 f6 427. f6 e5 428. e5 d4 429. d4 c3 430. c3 b4 431. b4 a5 432. a5 b6 433. b6 c7 434. c7 d8 435. d8 e9 436. e9 f8 437. f8 g7 438. g7 h6 439. h6 g5 440. g5 f6 441. f6 e5 442. e5 d4 443. d4 c3 444. c3 b4 445. b4 a5 446. a5 b6 447. b6 c7 448. c7 d8 449. d8 e9 450. e9 f8 451. f8 g7 452. g7 h6 453. h6 g5 454. g5 f6 455. f6 e5 456. e5 d4 457. d4 c3 458. c3 b4 459. b4 a5 460. a5 b6 461. b6 c7 462. c7 d8 463. d8 e9 464. e9 f8 465. f8 g7 466. g7 h6 467. h6 g5 468. g5 f6 469. f6 e5 470. e5 d4 471. d4 c3 472. c3 b4 473. b4 a5 474. a5 b6 475. b6 c7 476. c7 d8 477. d8 e9 478. e9 f8 479. f8 g7 480. g7 h6 481. h6 g5 482. g5 f6 483. f6 e5 484. e5 d4 485. d4 c3 486. c3 b4 487. b4 a5 488. a5 b6 489. b6 c7 490. c7 d8 491. d8 e9 492. e9 f8 493. f8 g7 494. g7 h6 495. h6 g5 496. g5 f6 497. f6 e5 498. e5 d4 499. d4 c3 500. c3 b4 501. b4 a5 502. a5 b6 503. b6 c7 504. c7 d8 505. d8 e9 506. e9 f8 507. f8 g7 508. g7 h6 509. h6 g5 510. g5 f6 511. f6 e5 512. e5 d4 513. d4 c3 514. c3 b4 515. b4 a5 516. a5 b6 517. b6 c7 518. c7 d8 519. d8 e9 520. e9 f8 521. f8 g7 522. g7 h6 523. h6 g5 524. g5 f6 525. f6 e5 526. e5 d4 527. d4 c3 528. c3 b4 529. b4 a5 530. a5 b6 531. b6 c7 532. c7 d8 533. d8 e9 534. e9 f8 535. f8 g7 536. g7 h6 537. h6 g5 538. g5 f6 539. f6 e5 540. e5 d4 541. d4 c3 542. c3 b4 543. b4 a5 544. a5 b6 545. b6 c7 546. c7 d8 547. d8 e9 548. e9 f8 549. f8 g7 550. g7 h6 551. h6 g5 552. g5 f6 553. f6 e5 554. e5 d4 555. d4 c3 556. c3 b4 557. b4 a5 558. a5 b6 559. b6 c7 560. c7 d8 561. d8 e9 562. e9 f8 563. f8 g7 564. g7 h6 565. h6 g5 566. g5 f6 567. f6 e5 568. e5 d4 569. d4 c3 570. c3 b4 571. b4 a5 572. a5 b6 573. b6 c7 574. c7 d8 575. d8 e9 576. e9 f8 577. f8 g7 578. g7 h6 579. h6 g5 580. g5 f6 581. f6 e5 582. e5 d4 583. d4 c3 584. c3 b4 585. b4 a5 586. a5 b6 587. b6 c7 588. c7 d8 589. d8 e9 590. e9 f8 591. f8 g7 592. g7 h6 593. h6 g5 594. g5 f6 595. f6 e5 596. e5 d4 597. d4 c3 598. c3 b4 599. b4 a5 600. a5 b6 601. b6 c7 602. c7 d8 603. d8 e9 604. e9 f8 605. f8 g7 606. g7 h6 607. h6 g5 608. g5 f6 609. f6 e5 610. e5 d4 611. d4 c3 612. c3 b4 613. b4 a5 614. a5 b6 615. b6 c7 616. c7 d8 617. d8 e9 618. e9 f8 619. f8 g7 620. g7 h6 621. h6 g5 622. g5 f6 623. f6 e5 624. e5 d4 625. d4 c3 626. c3 b4 627. b4 a5 628. a5 b6 629. b6 c7 630. c7 d8 631. d8 e9 632. e9 f8 633. f8 g7 634. g7 h6 635. h6 g5 636. g5 f6 637. f6 e5 638. e5 d4 639. d4 c3 640. c3 b4 641. b4 a5 642. a5 b6 643. b6 c7 644. c7 d8 645. d8 e9 646. e9 f8 647. f8 g7 648. g7 h6 649. h6 g5 650. g5 f6 651. f6 e5 652. e5 d4 653. d4 c3 654. c3 b4 655. b4 a5 656. a5 b6 657. b6 c7 658. c7 d8 659. d8 e9 660. e9 f8 661. f8 g7 662. g7 h6 663. h6 g5 664. g5 f6 665. f6 e5 666. e5 d4 667. d4 c3 668. c3 b4 669. b4 a5 670. a5 b6 671. b6 c7 672. c7 d8 673. d8 e9 674. e9 f8 675. f8 g7 676. g7 h6 677. h6 g5 678. g5 f6 679. f6 e5 680. e5 d4 681. d4 c3 682. c3 b4 683. b4 a5 684. a5 b6 685. b6 c7 686. c7 d8 687. d8 e9 688. e9 f8 689. f8 g7 690. g7 h6 691. h6 g5 692. g5 f6 693. f6 e5 694. e5 d4 695. d4 c3 696. c3 b4 697. b4 a5 698. a5 b6 699. b6 c7 700. c7 d8 701. d8 e9 702. e9 f8 703. f8 g7 704. g7 h6 705. h6 g5 706. g5 f6 707. f6 e5 708. e5 d4 709. d4 c3 710. c3 b4 711. b4 a5 712. a5 b6 713. b6 c7 714. c7 d8 715. d8 e9 716. e9 f8 717. f8 g7 718. g7 h6 719. h6 g5 720. g5 f6 721. f6 e5 722. e5 d4 723. d4 c3 724. c3 b4 725. b4 a5 726. a5 b6 727. b6 c7 728. c7 d8 729. d8 e9 730. e9 f8 731. f8 g7 732. g7 h6 733. h6 g5 734. g5 f6 735. f6 e5 736. e5 d4 737. d4 c3 738. c3 b4 739. b4 a5 740. a5 b6 741. b6 c7 742. c7 d8 743. d8 e9 744. e9 f8 745. f8 g7 746. g7 h6 747. h6 g5 748. g5 f6 749. f6 e5 750. e5 d4 751. d4 c3 752. c3 b4 753. b4 a5 754. a5 b6 755. b6 c7 756. c7 d8 757. d8 e9 758. e9 f8 759. f8 g7 760. g7 h6 761. h6 g5 762. g5 f6 763. f6 e5 764. e5 d4 765. d4 c3 766. c3 b4 767. b4 a5 768. a5 b6 769. b6 c7 770. c7 d8 771. d8 e9 772. e9 f8 773. f8 g7 774. g7 h6 775. h6 g5 776. g5 f6 777. f6 e5 778. e5 d4 779. d4 c3 780. c3 b4 781. b4 a5 782. a5 b6 783. b6 c7 784. c7 d8 785. d8 e9 786. e9 f8 787. f8 g7 788. g7 h6 789. h6 g5 790. g5 f6 791. f6 e5 792. e5 d4 793. d4 c3 794. c3 b4 795. b4 a5 796. a5 b6 797. b6 c7 798. c7 d8 799. d8 e9 800. e9 f8 801. f8 g7 802. g7 h6 803. h6 g5 804. g5 f6 805. f6 e5 806. e5 d4 807. d4 c3 808. c3 b4 809. b4 a5 810. a5 b6 811. b6 c7 812. c7 d8 813. d8 e9 814. e9 f8 815. f8 g7 816. g7 h6 817. h6 g5 818. g5 f6 819. f6 e5 820. e5 d4 821. d4 c3 822. c3 b4 823. b4 a5 824. a5 b6 825. b6 c7 826. c7 d8 827. d8 e9 828. e9 f8 829. f8 g7 830. g7 h6 831. h6 g5 832. g5 f6 833. f6 e5 834. e5 d4 835. d4 c3 836. c3 b4 837. b4 a5 838. a5 b6 839. b6 c7 840. c7 d8 841. d8 e9 842. e9 f8 843. f8 g7 844. g7 h6 845. h6 g5 846. g5 f6 847. f6 e5 848. e5 d4 849. d4 c3 850. c3 b4 851. b4 a5 852. a5 b6 853. b6 c7 854. c7 d8 855. d8 e9 856. e9 f8 857. f8 g7 858. g7 h6 859. h6 g5 860. g5 f6 861. f6 e5 862. e5 d4 863. d4 c3 864. c3 b4 865. b4 a5 866. a5 b6 867. b6 c7 868. c7 d8 869. d8 e9 870. e9 f8 871. f8 g7 872. g7 h6 873. h6 g5 874. g5 f6 875. f6 e5 876. e5 d4 877. d4 c3 878. c3 b4 879. b4 a5 880. a5 b6 881. b6 c7 882. c7 d8 883. d8 e9 884. e9 f8 885. f8 g7 886. g7 h6 887. h6 g5 888. g5 f6 889. f6 e5 890. e5 d4 891. d4 c3 892. c3 b4 893. b4 a5 894. a5 b6 895. b6 c7 896. c7 d8 897. d8 e9 898. e9 f8 899. f8 g7 900. g7 h6 901. h6 g5 902. g5 f6 903. f6 e5 904. e5 d4 905. d4 c3 906. c3 b4 907. b4 a5 908. a5 b6 909. b6 c7 910. c7 d8 911. d8 e9 912. e9 f8 913. f8 g7 914. g7 h6 915. h6 g5 916. g5 f6 917. f6 e5 918. e5 d4 919. d4 c3 920. c3 b4 921. b4 a5 922. a5 b6 923. b6 c7 924. c7 d8 925. d8 e9 926. e9 f8 927. f8 g7 928. g7 h6 929. h6 g5 930. g5 f6 931. f6 e5 932. e5 d4 933. d4 c3 934. c3 b4 935. b4 a5 936. a5 b6 937. b6 c7 938. c7 d8 939. d8 e9 940. e9 f8 941. f8 g7 942. g7 h6 943. h6 g5 944. g5 f6 945. f6 e5 946. e5 d4 947. d4 c3 948. c3 b4 949. b4 a5 950. a5 b6 951. b6 c7 952. c7 d8 953. d8 e9 954. e9 f8 955. f8 g7 956. g7 h6 957. h6 g5 958. g5 f6 959. f6 e5 960. e5 d4 961. d4 c3 962. c3 b4 963. b4 a5 964. a5 b6 965. b6 c7 966. c7 d8 967. d8 e9 968. e9 f8 969. f8 g7 970. g7 h6 971. h6 g5 972. g5 f6 973. f6 e5 974. e5 d4 975. d4 c3 976. c3 b4 977. b4 a5 978. a5 b6 979. b6 c7 980. c7 d8 981. d8 e9 982. e9 f8 983. f8 g7 984. g7 h6 985. h6 g5 986. g5 f6 987. f6 e5 988. e5 d4 989. d4 c3 990. c3 b4 991. b4 a5 992. a5 b6 993. b6 c7 994. c7 d8 995. d8 e9 996. e9 f8 997. f8 g7 998. g7 h6 999. h6 g5 1000. g5 f6

## NOTES

a) Début du système Botvinnik. Les Noirs tentent de conserver le pion g4. D'autres variantes sont également jouables : 6. d3, d5 (variante Cambridge-Springs) ou 6. cxd5, dxd5 ; 7. d3 (variante de Carlsbad).  
b) Telle est la base du système Botvinnik, qui laisse aux Blancs le choix entre deux suites, 9. Cxg5 et 9. dxf6.  
c) La vieille continuation 9... Cd5 conserve ses partisans, la réplique 10. Cx7f7 laissant la voie ouverte à toutes les complications ; par exemple, 10... Dd4 ; 11. Cxh8, Fb4 ; 12. Dd2, g5 ; 13. 0-0-0, Cg6 ; 14. dxc3, Cxh5 ; 15. f4, Dxf4 ; 16. Dxf4, Cxf4 (Razuvajev-Inkov, Moscou, 1986). Une nouvelle idée sur 9... Cd5 consiste en 10. Cf3.

Après 10... Dd5 ; 11. Tg1, Fb4 ; 12. Dd2, Cg7 ; 13. Fg2, Fg7 ; 14. 0-0, rien n'est encore bien clair.  
d) 10... Fd7 semble donner aux Blancs un petit avantage après 11. dxf6, Fxf6 ; 12. Fxf6, Dxf6 ; 13. e4 ; ou encore après 11. dxf6, Fxf6 ; 12. Fg3, Fg5 ; 13. g3, Fb7 ; 14. Fg2, Fxg3 ; 15. fxe3, Dg7 ; 16. Df3, a6 ; 17. 0-0, Tg8 ; 18. a4, b4 ; 19. Cg4, Cg7 ; 20. Tf3, f4 ; 0-0-0 ; 21. Tg4, a5 ; 22. Cg5, a4 (Goropadze-Landero, Séville, 1985).

e) Dans cette position critique, les Blancs, qui possèdent une majorité de pions sur l'aile D - sont décalés en fin de partie, - ont le choix entre deux suites principales, 11. dxf6 et 11. g3. Prendre le Cf6 n'est pas urgent, Lilienthal préférait développer son F en fanchetto immédiatement.

f) Cette attaque de la T est peu jouée, probablement en raison de sa réputation incertaine, mais n'est pas jusqu'à aujourd'hui réfutée et doit être considérée comme peu claire. 11... dxd5 est favorable aux Blancs : 12. dxd5, Dxd1 ; 13. Txd1, Cd5 ; 14. Fg2, Fg7 ; 15. Fxg7, Rg6 ; 16. 0-0, Fd7 ; 17. Cg4 ! (Sabo-Trifunovic, Olympiade de 1962). La réponse usuelle 11... Dd5 n'est pas non plus sans risque : 12. dxf6, b4 ; 13. Cg4, Fg6 ; 14. Df3 (ou 14. b3, 0-0-0 ; 15. Dd2, Fb7 ; 16. Fg3, Rb7) ; 0-0-0 ; 15. Fg2, Fb7 ; 16. 0-0, Dd5 ; 17. Fg3, Tg8 ; 18. Tf3, g5 ; 19. Cg4-d2, cxd4 ; 20. Dxd5, dxd5 ; 21. Fxd4 et les Blancs sont mieux.

Une autre possibilité est aussi souvent jouée : 11... Fb7 ; 12. Fg2, Tg8 ; 13. Fxf6 (ou 13. b4, Tg5) ; 14. dxf6, Cd5 ; 15. g4, Cg6 ; 16. gxf7+, Rg7 ; 17. b5, Dd5 ; 18. Dd2, Cb6 ; 19. 0-0 suivi de f2-f4-f5, ou bien 15... Dd5 ; 16. gxf7+, Rg8 ; 17. Fxg5, exd5 ; 18. 0-0 ou encore 15... fxe6 ; 16. Tf7, Dg5 ; 17. Fg3, Cg6 ; 18. Dd5, 0-0-0 ; 19. Fxg6 avec un jeu à double tranchant souvent dangereux pour les Noirs.

g) On 12. Fxf6, Cxf6 ; 13. dxf6, Dd5 ; 14. Fg2, Fg7 ; 15. e4 ! (et 15. Cxh5, 0-0-0 ; 16. Cg3, g5) ; 0-0-0 ; 16. axb5, cxb5 ; 17. Fxb7+, Rxb7 ; 18. Cxh5, Fb4+ ; 19. Cg3, Fxd4 ; 20. Dd2 (ou 20. Tg7), Dd5 ; 21. 0-0, Tf8 ; 22. Cf1, Fd2 ; 23. Cg3, Dd4 ; 24. Df5, f5 ; 25. Cg4, Tg4 ; 26. Df7+, Rb8 ; 27. Dxd7+, Rg8 ; 28. Tf-d1 et les Blancs finissent par gagner (Rogers-Kauf, Wilkes-Barre, 1967).

h) Une position claire-obscur.  
i) On 15. Tf7, comme dans la note f.

j) Après 15... Dd7 ; 16. Dg6+, Df7 ; 17. Dxf7+, Rxf7 (Voskresensky-Tschernob, 1961), il est difficile de dire quel est le camp le mieux placé. Cependant, la sortie de la D noire, cédant au R la case d5, semble risquée.  
k) Une idée prodigieuse. On attendait une défense comme 17. Tg8. Or les Blancs sacrifient froidement le C-D, non pour roquer au plus vite mais pour perdre un temps à amener leur R en f1 !

l) La grande diagonale a8-h1 appartenant aux Blancs, mais est-ce suffisant ?  
m) Si 20... Tg8 ; 21. Dd6 !  
n) Si 22... Fxd7 ; 23. Dc5 !  
o) Afin de dévier la D noire de la diagonale a8-h1.  
p) Après 23... Dxb3 ; 24. Td1, Dxc3 (et non 24... Fb7 ? à cause de 25. Txf8+, Cxf8 ; 26. Td8 mat) ; 25. Fd5, les Noirs sont perdus dans toutes les variantes : a) 25... Td6 ; 26. Td8+, Rxb3 ; 27. Dxc3+, Rf7 ; 28. Dxd7+, exd5 ; 29. Td7+, Td8+ ; 27. Td8+, Rxb3 ; 28. Fxd7+.  
q) Les Noirs sont paralysés ; la défense du R accapare tous leurs moyens.  
r) Zugzwang. Les Noirs ne peuvent bouger aucune pièce.  
s) Dernière tentative qui mène à 32... g3+.

t) Le clouage est total.  
u) Si 33... Dxd5 ; 34. dxd5, Td6 ; soit 35. Txb6, Fxb6 ; 36. f4, soit 35. Txb6+, Rxb6 ; 36. Fxd7+, Rg7 ; 37. Txb6, Fxb6 ; 38. Ff6 et les Blancs gagnent facilement.

SOLUTION  
DE L'ÉTUDE N° 1327  
A. DOLUKANOV  
et V. KOROLIKOV, 1957  
(Blancs : Ra2, Tb3 et Td4, Cf3, Pd2, e2, f2. Noirs : Rf7, Fg6, Cg7 et d4, Pa4, e4, g4, g7.)

1. Cc5+, Rb6 ; 2. Td6, Rxd5 ; 3. d3!, Cb1 (à 3... Cc3 ; 4. Txc6, Cd5 ; 5. Tb5+, 4. Txc6, Cc1 et les Blancs remportent un succès. 5. d4+ ; 6. d4+ ; 7. Td4+ ; 8. Td4+ ; 9. Td4+ ; 10. Td4+ ; 11. Td4+ ; 12. Td4+ ; 13. Td4+ ; 14. Td4+ ; 15. Td4+ ; 16. Td4+ ; 17. Td4+ ; 18. Td4+ ; 19. Td4+ ; 20. Td4+ ; 21. Td4+ ; 22. Td4+ ; 23. Td4+ ; 24. Td4+ ; 25. Td4+ ; 26. Td4+ ; 27. Td4+ ; 28. Td4+ ; 29. Td4+ ; 30. Td4+ ; 31. Td4+ ; 32. Td4+ ; 33. Td4+ ; 34. Td4+ ; 35. Td4+ ; 36. Td4+ ; 37. Td4+ ; 38. Td4+ ; 39. Td4+ ; 40. Td4+ ; 41. Td4+ ; 42. Td4+ ; 43. Td4+ ; 44. Td4+ ; 45. Td4+ ; 46. Td4+ ; 47. Td4+ ; 48. Td4+ ; 49. Td4+ ; 50. Td4+ ; 51. Td4+ ; 52. Td4+ ; 53. Td4+ ; 54. Td4+ ; 55. Td4+ ; 56. Td4+ ; 57. Td4+ ; 58. Td4+ ; 5



THÉÂTRE

« Les Victimes cloîtrées », de Boutet de Monvel

Quand Beaumarchais voulait une messe

Jean-Louis Martin-Barbaz va monter en cette année du Bicentenaire six pièces de la Révolution. Il a commencé avec Chénier, il poursuit avec les Victimes cloîtrées, proche du roman noir anglais et d'un anticléricalisme modéré.

Supérieur des dominicains, le Père Laurent brûle d'envie de séduire une jeune fille de la société, Eugénie, qui est fiancée.

Assez souvent sujet à des convoitises de cet ordre, le Père Laurent a fait en sorte qu'un seul mur, percé d'un passage secret, sépare son couvent de celui des religieuses, dont l'abbesse lui est toute acquise.

Eugénie est amenée dans ce couvent, pendant une absence de sa famille. Elle y reste désempée, en butte aux insinuations du dominicain. Elle se défend toutes griffes dehors. Le Père Laurent l'enferme dans un cachot, et il a l'idée d'annuler le décès d'Eugénie à sa famille et à son fiancé.

Le Père Laurent investit alors le fiancé, sous le prétexte d'alléger son chagrin. Il s'agit en vérité de mettre la main sur la fortune de ce jeune homme, qui est substantielle.

A l'acte quatrième, nous dit l'auteur, « la scène est double, elle représente deux cachots, celui d'Eugénie du côté de la reine, et le cachot du fiancé du côté du roi ».

(Sous l'Ancien Régime, le côté gauche de la scène, lorsqu'on la regarde depuis la salle, s'appelait le côté de la reine, et le côté droit le côté du roi. En effet, la reine et le roi avaient chacun son avant-scène, et se faisaient face. Pendant la Révolution, le côté de la reine et le côté du

roi devinrent le côté jardin et le côté cour, parce que le théâtre, au palais des Tuileries, était situé juste entre le jardin et la cour. Cette appellation est restée).

Donc voici nos deux cachots. Le fiancé soulève une dalle, trouve le squelette d'un ancien détenu, un mot de lui : il a creusé une paroi, la barre de fer est sous le sable : une heure après, le fiancé pénètre dans le cachot « du côté de la reine », hurle d'effroi puis de bonheur en embrassant sa fiancée qu'il croyait morte. Les gardes nationaux, vaillants soldats de la République, découvrent les deux amoureux, qui échappent ainsi aux horreurs de l'Eglise.

Ce « drame en quatre actes et en prose », les Victimes cloîtrées, fut créé au Théâtre de la Nation le 29 mars 1791. Enorme succès. L'auteur était l'un des comédiens les plus connus de la Comédie-Française, Jacques-Marie Boutet de Monvel. Il ne faisait aucun mystère de sa préférence pour les hommes, et il fut le père de Mademoiselle Mars, l'actrice préférée de Napoléon, qui devait créer *Herminie* en 1830. Quoi d'incroyable lorsqu'en 1830, qu'il était comédien, comme en 1791 ?

Jean-Louis Martin-Barbaz a décidé de jouer, cette année 1989, six pièces de la Révolution, avec ses comédiens du Théâtre des Pays du Nord. Il a commencé en février-mars, par *Charles IX* de Joseph-Marie Chénier (le Monde du 11 mars 1989). Il joue à présent, à Laon, Manbeuge, Béthune et Bruay, en avril et mai, les Victimes cloîtrées, qui est une œuvre très curieuse, proche du roman noir anglais, mais dont l'anticléricalisme est, pour l'époque, fort modéré.

Dès 1790, en effet, les pièces anti-religieuses font fureur à Paris et en province. Les titres le disent : les Rigueurs du cloître, les Religieuses

déliées, les Vœux forcés, le Mariage du pape...

Dans une pièce de Pierre-Sylvain Maréchal, le Jugement dernier des rois, tous les souverains sont débauchés dans une lie, et laissés là, bons à croquer. Le dernier tableau montre Catherine de Russie se battant avec le pape pour s'emparer d'un ultime biscuit : l'éruption d'un volcan les engloutit tous deux.

Il y eut aussi une incroyable présentation de la Passion de Notre Seigneur Jésus-Christ, jouée en vaudeville avec des fandango et des couplets scabreux chantés sur l'air de la Farandole.

Ces spectacles étaient, pour la plupart, d'une malité patente (la critique admet au moins que les Victimes cloîtrées étaient d'un style pur et chaud). Mais lorsque des spectateurs, prenant leur courage à deux mains, protestaient contre la pauvreté des pièces anticléricales et autres, et réclamaient Molière, Corneille, qui au moins « étaient des chefs-d'œuvre », on leur donnait la réponse, qui est restée célèbre, et qui nous rappelle d'ailleurs le ton mai 1968 : « Si ce sont des chefs-d'œuvre, saisissez-les nous en passer ! »

Pendant ce délire anticlérical, quelques titres restaient froids, dont celle de Robespierre, qui tentait un « transfert » du Dieu des Évangiles vers quelque autre Dieu présentable, ou, plus modestement, celle de Beaumarchais. Le 28 juin 1791, Beaumarchais envoie une lettre aux représentants de la commune, par laquelle il leur demande, pour les fidèles de son quartier (la Bastille), un plus grand nombre de messes : « Les femmes, les jeunes personnes, toutes les âmes pieuses et sensibles pour qui les actes de religion sont un aliment doux, utile et même nécessaire, d'accord avec leur dignité, se joignent à tous nos citoyens pour vous supplier d'ordonner que la chapelle intérieure des hospita-

lières Saint-Gervais leur soit ouverte à l'heure du sacrifice ». Et Beaumarchais ajoute qu'il « tient à faire cesser les propos indélicats des ennemis de la patrie qui répandent partout que le civisme est un prétexte pour détruire la religion ». Non, décidément, l'auteur de Figaro n'avait pas froid aux yeux.

Un spectacle irrésistible d'Aperghis

La musique adoucit les mœurs, mais le musicien Georges Aperghis n'était pas là, en 1791, pour écrire les ouvertures et les airs d'accompagnement des Victimes cloîtrées ou du Mariage du pape. Au Théâtre Paris-Villette, dans ce pavillon des anciens abattoirs, Aperghis présente une chose pas banale : *Ennumérations*. Ce sont six musiciens qui exécutent des séquences de rêve en déchirant furieusement du papier d'emballage, en cognant comme des sœurs sur des bâtons de chaise ou des livres vides de gros rouge. Ils ont des physiques de ténors hibernés.

Il y a des éclairages, des images de lanternes magiques, merveilleuses. C'est un spectacle irrésistible, et sans doute, pour les spécialistes, une musique remarquable. En 1916, pour le ballet *Parade*, Cocteau avait essayé de coller des sons comme ceux-là par-dessus la partition de Satie, et Satie furibard avait refusé tout net. Là, c'est Aperghis qui « oblitère » Aperghis. La parfaite entente.

MICHEL COURNOT.

\* Les Victimes cloîtrées, en tournée : Laon (21, 22 et 23 avril), Manbeuge (25, 27 et 28 avril), Béthune (2 et 5 mai) et Bruay-la-Bussière (11 mai). Renseignements : (16) 21-01-52-39.

\* *Ennumérations*, Théâtre Paris-Villette. Renseignements : 42-02-02-68.

MUSIQUES

Mahler par l'Orchestre de Berlin-Est

Tableaux de genre

Mozart et Mahler, deux épreuves redoutables pour un orchestre, fût-il berlinois.

Les responsables du Châtelet ne se sont pas limités aux interprètes patentés pour leur cycle Mahler. Il était intéressant, par exemple, de découvrir l'Orchestre symphonique de Berlin-Est et de vérifier dans Mahler la belle impression que son chef, Claus-Peter Flor, nous avait faite dans la *Septième Symphonie*, de Bruckner, en remplaçant Bernard Haitink au pupitre de l'Orchestre de Paris (le Monde du 22 mars 1987).

Premier test : la *Symphonie n° 34* en ut K.338, de Mozart, la dernière écrite à Salzbourg, en 1780, sans doute dans la fièvre d'un brillant avenir musichien. Mais pourquoi ce jeu sautillant, cette maque raide, cet orchestre trop compact, piquant, acide ? L'andante grave et tendre est un peu rapide : il ne faut surtout pas s'aligner, avant de partir au galop dans le final... Oh sont donc

passés l'esprit radieux, l'éclatante humanité de Mozart qui survole sa musique ?

Dans l'adagio de la *Quatrième Symphonie*, de Mahler, le jeune chef allemand va cependant confirmer ses dons et sa personnalité en menant de bout en bout, sans rupture, les merveilleuses variations qui nous font passer de la « vie terrestre » à la « vie céleste », dans un sentiment de profonde contemplation, de rêve bienheureux.

On comprend mal qu'il ait, par ailleurs, accentué à ce point chaque détail des autres mouvements, alignant des « pièces caractéristiques », des « tableaux de genre », accusant à l'excès les fréquents changements de tempo, avec des prestos énervés et des adagios suspects, au point de désarticuler la continuité de la vision mahlerienne, qui exige un tout autre tact.

Dans le final même, l'adorable lied qui raconte « la vie qu'on mène au ciel » était perturbé par ces variations brusques, malgré la charme et les expressions angéliques de Margaret Marshall. Et l'Orchestre symphonique de Berlin-Est nous paraissait bien prosaïque, incapable même de faire délicatement sonner « les joyeux grelots » de la carillonne qui nous emmène à travers « les prairies célestes du paradis ».

JACQUES LONCHAMPT.

Pierre Boulez à Rome

Pierre Boulez sera l'invité du festival « Roma-Europa » de la Villa Médicis pour la troisième année consécutive.

A la tête de l'Orchestre national de France, il ouvrira les manifestations les 29 et 30 juin avec des œuvres de Webern, Schoenberg, Varèse et Stravinsky.

Honneur au Bicentenaire : la France présente largement part aux festivités de la Villa avec l'Orchestre du Capitole de Toulouse dirigé par Michel Plasson, les Musiciens du Louvre et la cantatrice Hélène Delavault.

Deux disparitions

Georges Sébastian un romantique passionné

Le chef d'orchestre français d'origine hongroise Georges Sébastian est mort mercredi 12 avril (nos dernières éditions du 13 avril).

Georges Sébastian était un être généreux, passionné, débridé, un romantique qui avait appris son métier de chef d'orchestre aux côtés de Bruno Walter et de Richard Strauss. Après la guerre, durant laquelle il avait vécu à San-Francisco et à Rio-de-Janeiro, Georges Sébastian s'était fixé en France, en 1947, et il fut l'un des piliers de l'Opéra de Paris jusqu'aux années 70, dirigeant la plupart des œuvres de Wagner et de Strauss, mais aussi le répertoire italien avec Maria Callas ou Renata Tebaldi. On n'oubliera pas, surtout, qu'il donna la première audition à Paris de la *Troisième Symphonie* de Mahler en 1961 et de la *Huitième* en 1964 avec l'Orchestre national de l'ORTF, contribuant, par ses *Intégrales* Mahler mais aussi Bruckner, à rompre le mur d'incompréhension française contre cette musique post-romantique si en faveur aujourd'hui.

Thilda Thamar star des années 50

L'actrice Thilda Thamar est morte, mercredi 12 avril, dans un accident de voiture sur une autoroute de la Meuse. Elle avait soixante-huit ans.

Star de l'écran des années 50, Thilda Thamar avait accompli la majeure partie de sa carrière en France. Sa beauté torride lui a valu les surnoms de « bombe atomique argentine » ou encore « Marilyn des pampas ». De son vrai nom, Matilde Sofia Abrecht de Vidal-Quadras, cette blonde platine aux grands yeux clairs est née en Argentine en 1921.

Diplômée de l'Académie des beaux-arts de Buenos-Aires, elle fait ses débuts au cinéma en 1941 dans *Nahuel Huapi* et *Adolescentia*. Mais c'est Pierre Chenal, réfugié en Argentine pendant la guerre, qui consacre son talent en la dirigeant dans deux films, *Todo un hombre* (1942) et *El Muerto falta a la cita* (1943).

Après la guerre, la comédienne s'embarque pour Paris. Entre 1948 et 1957 elle tourne une vingtaine de films, pour la plupart des policiers, *Ronde de nuit* de Campeaux, *Paris-palace-hôtel*, d'Henri Verneuil, *Chérie, fais-moi peur*, de Pinoteau, ou encore *Le Chantier de Mexico*, de Potier. Dans les années 60, elle renonce à sa carrière d'actrice. Elle passe derrière la caméra et tourne des courts métrages et un film, *L'Appel*.

Depuis 1972, elle avait retrouvé sa première vocation et se consacrait à la peinture, inspirée surtout par les fleurs et les animaux exotiques.

« Les Grandes Journées du « Père Duchesne » à Toulouse

La défaite en chantant

Il est bien rare ces temps-ci qu'un metteur en scène décide de dire des choses graves sur le ton de la farce. Didier Carette a osé et c'est tant mieux. Voilà un spectacle sur l'une des figures les plus controversées et spectaculaires de la Révolution.

Comment un homme jeune qui s'était déjà intéressé de près à Robespierre, Louis-Ferdinand Céline et, plus près de nous, à Armand Gatti, ne serait pas tombé en arrêt, chez un bouquiniste, devant la somme considérable du philosophe Jean-Pierre Faye consacrée à Jacques-René Hébert, fondateur du Père Duchesne, le journal le plus virulent des années de trouble révolutionnaire ?

Didier Carette, acteur et metteur en scène toulousain d'adoption, s'en est emparé, instinctivement attiré par le caractère d'Hébert, inclassable, libertaire, mystérieuse alchimie d'érudition et de désespérance, d'élegance et de bestialité. En quelques mois, il a découpé une adaptation de cinquante-quatre pages (1), qui approche au plus près la vérité d'Hébert et de son langage populaire extraordinaire emprunté au théâtre de tréteaux. Il en fait une figure emblématique qui passe au-dessus des temps pour nous parvenir moine de Thémis, révolutionnaire charismatique, Bardam du Voyage ou membre de la bande à Baader.

On découvre celui que Michelet décrivait comme « une fouine à

muséum polaire, propre à tremper dans le sang (2) » au milieu de ses amis, sorte de Cour des Miracles où les déshérités trouvent un peu de chaleur et de raison de vivre. La scène est découpée en trois tréteaux reposant sur des pierres noires. A l'avant-scène, un narrateur (le metteur en scène Didier Carette) ordonne le récit et introduit les personnages en autant de tableaux parodiques. On croise là des rois et des valets, des marchands et des curés, des prostituées et des femmes du monde. Tous n'auront d'oreille, comme le Paris des années 1790-1794, que pour Hébert-Père Duchesne, prédateur fon, lucide visionnaire, fossoyeur de ses propres idées.

Dans les pas de Jérôme Savary

Avec eux, nous assisterons à l'ascension et de l'homme et de son influence puis à son intervention directe dans l'action révolutionnaire qui devait lui valoir assez rapidement d'être conduit à l'échafaud. Certes, Hébert avait signé la convention du club des Cordeliers le

17 juillet 1791 mais c'est surtout après les émeutes du 10 août 1792 qu'il participe à plein au combat idéologique, en dehors de son journal, au sein de la Commune insurrectionnelle. La violence et la popularité de son langage, son immense et immédiate séduction, si bien retrouvées par Jean-Pierre Faye, ne l'empêcheront pas d'en faire trop. Il accusera la reine d'inceste, rompant ainsi avec le Comité de salut public et Robespierre, la Convention le condamnant à la guillotine quelques mois plus tard (3).

Voilà longtemps qu'aucun metteur en scène n'avait osé mettre ses pas dans les pas du maître français incontesté de la farce, Jérôme Savary. Didier Carette a osé et c'est tant mieux. D'autant que, à la différence de son grand aîné, il n'a pas été effrayé par un sujet sérieux, grave même et d'une extrême complexité qui n'en prend que plus de relief. Il est aidé dans son entreprise par l'intelligence des décors d'Yvon Aubinet et la qualité de la musique, synthèse excitante de la tradition populaire française et d'un expressionnisme talentueusement emprunté à Kurt Weill.

OLIVIER SCHMITT.

\* Théâtre Sorano. Jusqu'au samedi 29 avril. Le mardi, jeudi, vendredi, samedi à 20 h 30. Le mercredi à 19 h 30 et le dimanche à 16 heures. Tél. : 61-25-66-87. Durée : 1 h 30. De 50 F à 100 F.

- (1) *Les Grandes Journées du Père Duchesne*, Actes Sud-Papiers, 57 F.
- (2) *Dictionnaire critique de la Révolution française*, de François Furet et Mona Ozouf, Flammarion, 450 F.
- (3) *Album des hommes de la liberté*, de Claude Manceron, Robert Laffont, 150 F.

Création du « Robespierre » de Romain Rolland

Pour célébrer son vingt-cinquième anniversaire et le Bicentenaire de la Révolution, le théâtre Romain-Rolland de Villejuif présentera, du 18 avril au 2 mai, *Robespierre* de Romain Rolland, mis en scène par Alain Mollet et interprété par le Théâtre de la Jacquerie.

L'œuvre théâtrale du Prix Nobel de littérature puise essentiellement son inspiration dans notre Histoire, et principalement dans la Révolution. Huit de ses pièces sont consacrées à cette période, à laquelle il voulait en dédicacer douze. *Robespierre*, écrite en 1938 - six ans avant sa mort à Vézelay en décembre 1944 - et publiée en 1939, est la dernière. Elle n'a jamais été montée.

La conjugaison des efforts du conseil général du Val-de-Marne, de la ville de Villejuif et des théâtres de Choisy-le-Roi et d'Orly va permettre de réparer un oubli vieux d'un demi-siècle.

F. G.

\* Théâtre Romain-Rolland, 18, rue Engène-Varlin, 94800 Villejuif. Tél. : 47-26-15-02.

Les nominations aux « Molières » 89

Compétition annuelle organisée par l'Association professionnelle et artistique du théâtre, la « Nuit des Molières » aura lieu cette année dimanche 7 mai au Théâtre du Châtelet et sera comme les années précédentes retransmise par Antenne 2. L'Académie a rendu publique mercredi 12 avril la liste des compétiteurs distingués par les professionnels après une première consultation.

Du côté du théâtre public, Hamlet, dans la mise en scène de Patrice

Chéreau, a obtenu six nominations : meilleur spectacle de l'année, meilleur metteur en scène, meilleur acteur (Gérard Darabou), meilleurs décors (Richard Peduzzi), meilleurs costumes (Jacques Schmidt) et meilleure adaptation (Yves Bonnefoy). *Réveille-toi Philadelphie*, de François Billeloux, dans la mise en scène de Jorge Lavelli, a été nommée quatre fois et le *Faiseur de théâtre*, de Thomas Bernhard dans la mise en scène de Jean-Pierre Vincent, trois.

Sur les scènes du théâtre privé, *Une absence* de Loleh Bellon dans la mise en scène de Maurice Béthune, a été nommée six fois : meilleur metteur en scène, meilleur auteur, meilleure actrice (Suzanne Flon), meilleur second rôle féminin (Martine Sarcey), et meilleur second rôle masculin et révélation théâtrale de l'année (Etienne Chicot). *Entre nous* soit dit obtenu quatre nominations : meilleur spectacle, meilleure adaptation (Attica Guedj et Stéphane Meldegg), meilleurs seconds rôles masculin et féminin (Henri Garcia et Michèle Simonnet).

par le  
THEATRE DE LA JACQUERIE  
Mise en scène  
ALAIN MOLLET  
  
17 AVRIL • 2 MAI  
THEATRE VILLEJUIF  
ROMAIN ROLLAND  
M.P. Villain-Courner 47 26 15 02  
La ou va 20h30 - Di. 15h  
Attention : relâche le mercredi

Le Monde  
RADIO TELEVISION  
COMMUNICATION

Revenez Vous  
du 18 au 30 avril  
GENGIS KHAN  
HENRI BAUCHAU / JEAN-CLAUDE DROUOT  
ROBINSON ET CRUSOE  
TEATRO DELL'ANGOLO DE TURIN  
LOCATION 49.80.18.88 et FNAC

## Culture

## ARTS

« Le fer à Paris » au pavillon de l'Arsenal

## Aux rives du rêve et de l'hypocrisie

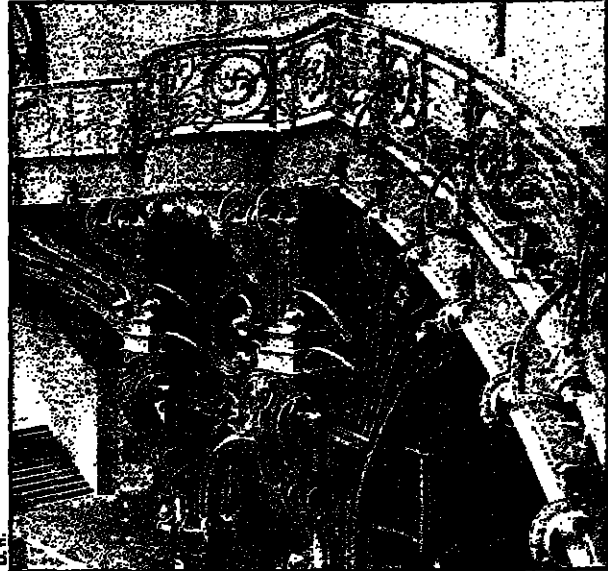
Une exposition dévoile les trois visages du fer dans l'architecture parisienne : sage, dissimulé ou plein de charme et d'exubérance

Le pavillon de l'Arsenal, que la Ville de Paris a restauré pour y présenter l'histoire et l'actualité de son architecture et de son urbanisme, connaît un succès indéniable. L'endroit y est sans doute pour beaucoup : une belle halle de fer que se fit construire en 1878 un marchand de bois nommé Bouché. Il voulait philanthropiquement y installer un « musée populaire ». Elle servit surtout d'entrepôt jusqu'à sa réhabilitation l'an dernier.

L'espace en est clair, animé et, loin d'être un hymne à la médiocrité, comme on pourrait le craindre d'une institution si lourdement parainée. Le pavillon de l'Arsenal joue son rôle de pilier par la présentation régulière de réalisations ou de projets majoritairement exemplaires. Mais aussi un rôle théorique et de réflexion par l'exposition régulière des concours et consultations qui se sont multipliés aux quatre coins des quartiers : un rôle pédagogique grâce à des manifestations accessibles, séduisantes, et cependant parfaitement scientifiques.

Tel est le cas de l'exposition « Le fer à Paris », préparée sous la direction de Bernard Marrey, spécialiste de ce genre de sujet. De « L'éveil » (1789-1869) au « Réveil » (1869-1919), l'ensemble a le premier mérite de suivre une chronologie simple que ponctuent deux autres chapitres clés : « L'essor » (1869-1919), et, fatalité de cette comédie shakespearienne, « L'éclipse » (1919-1939). On note bien sûr la répétition maladroite du chiffre 9, et la connotation inévitablement révolutionnaire que suggèrent l'année de la Bastille, prise comme départ, et celle du bicentenaire, au-delà de laquelle il était difficile de se projeter sans faire appel à la science-fiction.

C'est peut-être ce que certains regretteront : l'absence du rêve, des mille et un Jules Verne que l'archi-



Escalier du Grand-Palais

tection métallique a toujours suscité. D'autres attendaient des développements plus nourris sur des aspects proprement techniques : fabrication de la fonte, du fer, de l'acier, voire des métaux qui se sont substitués au fer, ou même des plastiques qui, ni vu ni connu, remplacent les métaux, en particulier dans les menuiseries. Ces regrets sont concevables.

Cependant le choix de coller au réel a permis de multiplier les exemples architecturaux, avec un extrême raffinement dans l'énumération des situations possibles. Et de laisser aller naturellement le rêve et la poésie au gré de bâtiments qui restent étranges dans une ville si longtemps et volontairement vouée à la célébration de la pierre. La pierre, valeur sûre, valeur refuge.

A l'évidence, le fer libère l'insolite, il autorise l'imaginaire, la forme libre et proliférante, et des espaces que les charpentes et les voûtes traditionnelles interdisent. Le fer aura donc trois visages. L'un, aimable, sage, bien circonscrit, en fait un modeste auxiliaire de la pierre : balcon, tirant, arceau pour

nettoyer les bottes. Le deuxième de ces visages est l'hypocrisie même. C'est ce fer qui permet tant de vertiges, tant de promesses et de hauteurs mais que l'on dissimule sous d'épais manteaux de pierre : des immeubles de la rue des Italiens à la Bibliothèque nationale, au Musée d'Art et de tant de grands magasins et de banques.

Troisième visage, enfin, celui du fer accepté, reconnu et visible et qui, au-delà du romantisme des serres, a donné tant de charme de Paris. Ce fer, et plus généralement le métal, paraît aujourd'hui parfaitement toléré. On note toutefois qu'il est passé par le moule rigide du style international et qu'il n'est véritablement accepté que s'il est lié au principe terrassier de la lumière et de la transparence. On est loin des flammes métalliques de Guimard conduisant les Parisiens dans les sombres entrailles du métro.

FRÉDÉRIC EDELMAIN.  
★ « Le fer à Paris », pavillon de l'Arsenal, 21, boulevard Morland, 75004 Paris. Jusqu'au 21 mai. Catalogue édité par Picard, 208 pages, 130 ill., 180 F.

## Deux siècles d'art américain

## Le Connecticut boulevard Haussmann

Les Galeries Lafayette exposent la collection du Wadsworth Atheneum d'Hartford : publicité et pédagogie font bon ménage.

Ne serait-ce qu'à cause de leur nom, les Galeries Lafayette se doivent d'être américanophiles. Il n'y a donc rien d'étonnant à les voir célébrer les États-Unis à tous les étages de leurs magasins et, par voie d'affiche, dans les couloirs du métro et les rues du quartier Haussmann. Et il n'y aurait rien qui puisse passionner l'amateur des beaux-arts là-dedans si ne s'ajoutait aux prévisibles distributions de pop-corn, présentations

de patchworks et célébration du paradis des consommateurs une exposition dénommée « 200 ans de peinture américaine ».

Coup de pub, naturellement. Mais joli coup, et joué avec maîtrise. Les Galeries ont en effet réussi à obtenir le prêt d'une quarantaine de toiles qui appartiennent au Wadsworth Atheneum d'Hartford (Connecticut), lequel Atheneum est un musée fort honorablement connu et fort ancien. Son fondateur s'appelait Daniel Wadsworth et exerçait ses talents d'architecte sur la côte Est dans le premier tiers du dix-neuvième siècle. Il les exerçait avec efficacité, sans doute, puisqu'il bâtit son Atheneum en 1844 et lui laissa à

sa mort une collection déjà abondante de peintures des États-Unis. Vivrent plus tard M<sup>me</sup> veuve Samuel Colt, qui dépensait en tableaux les bénéfices de son armurerie de mari, et les donna à l'Atheneum, puis d'autres bienfaiteurs.

On ne saurait donc rêver musée plus américain, fondé par un collectionneur et continué par d'autres sans que l'État ait été, quelque part que ce soit, dans son développement. L'anthologie d'œuvres prêtées à Paris est tout aussi américaine. Elle narre d'abord, sans trop de lacunes, le florissant du paysagisme paritien au dix-neuvième siècle, de Thomas Cole à Frederic Church, peintre documentaire, géographique, ethnographique parfois, servi par une technique neutre et nette. Winslow Homer est évoqué par des tableaux, mais ils sont de qualité. Le Whistler, qui représente la côte bretonne de 1861 et ne concède rien aux lassants effets de brume qui ont fait, mais plus tard, la réputation de ce faux grand artiste. Il y a même un Cassatt, et mièvre, comme il se doit.

Le vingtième siècle est, à l'Atheneum comme au Whitney, comme dans bien des institutions, le siècle préféré, étant celui du triomphe international des artistes américains. Voilà comment les Galeries Lafayette peuvent héberger un Pollock de belle taille, un de Kooning illustre, un Kline « typique » et un excellent Clifford Still. Aucun musée français, exception faite du musée national d'Art moderne, ne possède un ensemble comparable.

Hopper a deux squares aux murs et Georgia O'Keeffe, qu'il serait heureux de découvrir en France, impose en une seule toile l'originalité et la force de son art. Des artistes et des minimalistes complètent ce panorama.

Tout ceci est au quatrième étage du magasin, et est celui du mobilier. Il ne serait pas inutile d'indiquer au visiteur le chemin à suivre à l'aide de quelques flèches, afin de lui éviter de trop longs détours entre lits et placards. Nul doute qu'il n'en soit ainsi la prochaine fois, quand les Galeries traiteront avec quelque institution allemande, japonaise ou suédoise. Car une si bonne idée, et tellement inattendue, mérite assurément d'être reprise.

PHILIPPE DAGEN.

★ Galerie Lafayette, 40, boulevard Haussmann, Paris-8<sup>e</sup>, jusqu'au 29 avril.

## CINÉMA

## New-York à Alès

Pour sa septième édition, le Festival de cinéma d'Alès (Gard), qui se déroule jusqu'au 23 avril, a choisi de mettre en vedette le cinéma new-yorkais. Deux raisons à ce choix : d'abord, donner un coup de chapeau à une « école » plus ou moins en rupture de ban avec le reste de la production américaine, en particulier celle des *major companies*. Ce courant, explique M. Yves Defago, président de l'association organisatrice, a tout de même vu émerger des Elia Kazan, Sidney Lumet, Martin Scorsese, Bob Fosse, sans parler de Woody Allen ou Mel Brooks.

À l'été 1989, au théâtre municipal d'Alès, des films de réalisateurs noirs peu connus en France, comme *A Place in Time*, de Charles Lane, ou *Clarence et Angel*, de Robert Gardner. Le temps fort de ces « Aspects du cinéma de New-York » sera *The Return of the Frogman* de John Fayles, un inédit dans notre pays. Cette œuvre sera présentée en version originale non sous-titrée, un système de traduction simultanée avec casques haute fréquence étant mis à la disposition des spectateurs.

Autre atout, la présence, vendredi, samedi et dimanche, du réalisateur Sidney Lumet.

Mais le Festival de cinéma d'Alès n'est pas qu'un festival « étranger », Virginie Thévenet et l'acteur-réalisateur Jean-François Stévenin sont également invités cette année.

O.C.

## Le polar à l'heure de Cognac

Le huitième Festival international du film policier de Cognac a débuté jeudi 13 avril et fera trembler les amateurs de frissons jusqu'au dimanche 16 avril.

Mel Ferrer, qui a reçu l'honneur traditionnel que Cognac rend chaque année à une vedette américaine, préside le jury. Il sera épaulé par Bernadette Lafont, Jean-Pierre Marielle ou Jean-Pierre Mocky pour choisir le meilleur film sur les neuf œuvres en compétition. *Le Crime d'Antoine*, de Marc Rivère, qui représente la France, est au lien avec *True Believer*, de l'Américain Joseph Ruben, avec James Wood, ou *Without a Clue*, de Tom Eberhardt, avec Michael Caine et Ben Kingsley.

Une autre compétition est ouverte pour les courts métrages, et Cognac rend hommage à François Truffaut à travers ses œuvres policières, *La mariée était en noir*, ou *Vivement dimanche*.

Hors des salles obscures, les activités sont toutes aussi noires. Samedi, des criminologues et des représentants du cinéma policier suivront un colloque. Ils rappelleront ainsi que le polar ne puise pas seulement ses frissons dans la fiction, mais bien souvent dans la réalité.

## Communication

La réglementation de la télévision européenne

## Les Douze ont adopté une version libérale

Les ministres de la CEE, chargés de la réalisation du grand marché européen, ont adopté, jeudi 13 avril, à l'issue d'un vote à la majorité qualifiée, la directive sur la « télévision sans frontières ». Si la France s'était associée à l'Allemagne fédérale, la Belgique et le Danemark, pour se prononcer contre le projet de compromis, celui-ci aurait été repoussé. Le Parlement de la Communauté — qui doit prendre position en mai prochain sur ce dossier et qui s'est déclaré, il y a un an, en faveur d'un quota de 60 % d'œuvres européennes sur les chaînes des Douze — peut encore amender le texte ministériel.

LUXEMBOURG  
(Communautés européennes)  
de notre correspondant.

M<sup>me</sup> Edith Cresson a donc persisté et signé. Surtout soucieuse d'obtenir ce que coûte une réglementation communautaire, le ministre français chargé des affaires européennes, a préféré faire des concessions plutôt que de laisser le champ libre à une concurrence effrénée. N'a-t-elle pas déclaré à l'issue des travaux des Douze : « C'est sans doute un compromis trop timide que nous avons adopté. Mais il constitue le signal d'un départ dynamique pour nous ».

Changement prochain à la tête de RFO

M. Michaud s'apprête à démissionner avant la fin de son mandat

Le PDG de Radio-France Outremer (RFO), M. Jean-Claude Michaud, devrait prochainement démissionner de ses fonctions. Nommé par l'ancienne CNCL en même temps que les autres PDG de l'audiovisuel public à l'automne 1986, M. Michaud préférait, avant l'échéance théorique du 4 décembre prochain, abandonner un mandat dont le renouvellement est aussi peu probable que peu désiré par l'intéressé.

M. Michaud pourrait prendre la tête de la Sofrarev, une filiale d'ingénierie de Télédiffusion de France (TDF), dans l'hypothèse vraisemblable où le titulaire actuel du poste, M. François Lemoine, rejoindrait l'ORTO, l'organisme qui doit organiser les retransmissions télévisées des Jeux olympiques d'Albertville.

Ancien directeur des affaires commerciales de TDF, M. Michaud, proche du RPR, est l'objet de critiques répétées dans et hors de sa société. Les syndicats de RFO refusent depuis des mois de siéger avec celui qu'ils qualifient de « fossoyeur de l'entreprise », et réclament ouvertement sa démission.

La défunte CNCL avait à plusieurs reprises adressé des observations critiques au PDG, sur le pluralisme de l'information. M. François Mitterrand avait fort peu apprécié la couverture par RFO de sa visite à la Réunion en février 1988, et il avait traité sans ambigüité RFO de « Radio Ceausescu » pendant sa dernière campagne électorale. C'est le CSA qui devrait recevoir la démission de M. Michaud et désigner son successeur.

Des écus d'or pour « le Monde »

Cinq ginkgos, des arbres originaires d'Extrême-Orient, ont été offerts au Monde par un membre mulhousien de la Société des lecteurs. M. Paul Günther, pour être plantés devant notre nouvelle imprimerie d'Ivey.

Ginkgo biloba est un gymnosperme (comme les conifères) très primitif. Mais à des feuilles caduques qui deviennent jaunes d'automne. On l'appelle « arbre aux écus d'or ».

aider à sauver notre culture et notre production.

Les professionnels français de l'audiovisuel, soutenus par leurs collègues des autres États membres, ne l'entendent pas ainsi. Au cours d'une conférence de presse, tenue pendant le déroulement du conseil, ils ont de nouveau reproché durement au ministre d'avoir renoncé aux quotas de 60 %, « indispensables à l'avenir culturel de l'Europe ».

Des actions de sensibilisation

Pour les auteurs, réalisateurs et producteurs de la CEE, la formule retenue — les radiodiffuseurs sont invités à réserver « aux œuvres européennes une proportion majoritaire de leur temps de diffusion » — est insuffisante, et, surtout, n'offre pas de garanties sérieuses. A l'évidence, ils accordent peu de crédit à la Commission de Bruxelles, chargée en principe de faire la police pour faire respecter l'engagement des Douze. Aussi ont-ils décidé d'organiser « des actions de sensibilisation » dans tous les pays de la Communauté, du 1<sup>er</sup> au 3<sup>1</sup> mai prochain.

Le salut, pour eux, pourrait venir dans une large mesure de l'assemblée de Strasbourg. Le Parlement européen avait en effet demandé, comme la Commission, un quota de 60 % de productions de la CEE en janvier 1988. S'il amende dans ce sens la directive et repousse le soutien

de la Commission, le conseil des ministres devra réexaminer le problème des quotas. Les Douze ne pourraient alors s'opposer au vote du Parlement appuyé par l'unanimité des autres États membres. Reste à savoir si les parlementaires de Strasbourg conserveront leur position initiale.

A la demande de la RFA, les Douze ont élargi la notion d'œuvres européennes. Outre les productions venues des pays membres de la CEE, elle inclut désormais les programmes produits par les États membres du Conseil de l'Europe et ceux produits par les pays de l'Est.

Le Danemark et la RFA ont voté contre la directive. Ils contestent la compétence de la Communauté en matière de télévision. Copénhague, parce qu'elle relève de la souveraineté nationale, et Bonn parce que la culture dépend exclusivement des Länder (régions). L'opposition de la Belgique n'est pas aussi fondamentale.

Partisans d'une réglementation communautaire comparable à celle voulue à l'origine par la France, les Belges demandaient l'autorisation de faire payer aux chaînes privées un droit de péage pour l'accès au système de distribution par câble qui couvre la quasi-totalité du territoire. Au nom du principe de la libre circulation du service, la possibilité de récolter des fonds pour le soutien à la production de créations franco-phones et néerlandophones lui a été refusée.

MARCEL SCOTTO.

## Les difficultés des indépendants du câble

## TV Mondes suspend ses programmes

Depuis décembre 1988, la chaîne thématique TV Mondes teste ses programmes sur les réseaux câblés de Montpellier, Villeurbanne, Massy (le Monde date 11-12 décembre 1988). Consciente aux cultures du monde, la chaîne est un mélange de films, de magazines, de documentaires puisés dans les télévisions « inconnues », de la Chine à l'Égypte ou de l'URSS à la Nouvelle-Zélande. En trois mois, cette métisse du paysage audiovisuel a pu commencer à cerner son public. A Montpellier, son audience évolue entre 1,5 % et 4 % le matin. Et si elle ne peut guère rivaliser en début de soirée avec les grandes chaînes (moins de 1 % d'audience), après 22 heures, ses scores augmentent nettement (jusqu'à 18 % pour un film algérien). Les responsables de TV Mondes estiment ainsi avoir démontré l'existence d'un public, même limité, pour leur concept de chaîne. Ils ont pu de même vérifier que leurs projections financières sont fiables. Pourtant, la chaîne va devoir suspendre ses émissions à compter du 23 avril.

La société exploitante, dont le capital de 3,21 millions de francs est détenu aux deux tiers par les fondateurs, la Caisse des dépôts ayant pour sa part 8 %, ne peut plus, en effet, continuer une diffusion qui lui coûte environ 1,5 million de francs par mois sans avoir des rentrées garanties (sur une base de 6 F par mois et par abonné). Or la Générale des eaux, exploitante des réseaux de la première expérience, n'espère avoir des canaux disponibles sur ses réseaux qu'à la fin 1990, et ne voudrait pas déboursier plus de quelques francs par abonné, selon TV Mondes. La Lyonnaise des eaux était prête à diffuser TV Mondes sur son réseau de Paris dès avril. Mais pour une période expérimentale de trois mois, et gratuitement. Quant au troisième grand opérateur du marché, Communication Développement (groupe de la Caisse des dépôts), il réserve le meilleur accueil (et 6 F par abonné) à TV Mondes... sur son réseau de Saint-Avold, soit environ six cents abonnés.

Comment expliquer qu'une chaîne s'interrompe alors que la plupart des câblo-opérateurs déclarent vouloir augmenter leur offre de programmes pour relancer les abonnés au câble ? D'une part, certains opérateurs souhaitent inclure TV Mondes et d'autres futures

chaînes aux publics câblés dans des formules d'abonnement à option, et non dans leur service de base. Mais il faut alors disposer de canaux Eux et des moyens techniques de faire payer aux chaînes privées un droit de péage pour l'accès au système de distribution par câble qui couvre la quasi-totalité du territoire. Au nom du principe de la libre circulation du service, la possibilité de récolter des fonds pour le soutien à la production de créations franco-phones et néerlandophones lui a été refusée.

Pour sortir de cette situation de blocage, TV Mondes a décidé de faire appel au CSA, en dénonçant auprès du Conseil un abus de position dominante. Les câblo-opérateurs arguent de leurs impératifs commerciaux, dans un contexte de limitation des canaux disponibles et d'évolution à la baisse des tarifs d'abonnement, pour écarter TV Mondes de leurs réseaux. Ils ont le droit pour eux : la loi française n'installe pas de droit d'accès au câble, comme cela a été longtemps le cas aux États-Unis. Mais les tribulations de TV Mondes mettent le doigt sur l'immigration verticale du secteur du câble, qui fait que les opérateurs-éditeurs sont à la fois juge et partie.

MICHEL COLONNA D'ISTRIA.

● Hausse de 35 % du résultat net d'Hevea. Le chiffre d'affaires du groupe Hevea a progressé de 15,2 % en 1988, pour atteindre 15 milliards 796 millions de francs. Le résultat avant impôt s'élève à 1 milliard 154 millions de francs (+ 51 %) et le résultat net consolidé (part du groupe) à 746 millions, soit une progression de 35,4 %. Le groupe a réalisé 1 milliard 381 millions de francs d'investissements en 1988, et dispose d'une trésorerie nette de 1 milliard 408 millions. Le conseil d'administration réuni le jeudi 13 avril a décidé la distribution d'un dividende net de 11 francs par action (+ 38 % par rapport à 1987).

LE MARCHÉ DE L'ART SUR MINITEL

Passez vos annonces d'achat ou de vente d'objets d'art directement sur minitel

36.15 LEMONDE

ART











## SOMMAIRE

■ Le président du Syndicat national de l'industrie pharmaceutique, M. Sautier, plaide pour une libéralisation progressive des prix (lire page 27).

■ Avant la publication, lundi, de son rapport sur l'union économique et monétaire, M. Delors, le président de la Commission européenne, presse les gouvernements d'agir rapidement (lire ci-dessous).

■ Havas et Wagons-Lits fusionnent leurs réseaux de distribution de voyages, devenant ainsi le numéro trois mondial (lire ci-contre).

■ La réglementation des opérations de prévoyance complémentaire va être définie par une loi (lire page 29).

■ Les prix à la consommation ont augmenté de 0,3 % en mars en France (lire page 29).

## Avant la publication du rapport des gouverneurs

## M. Delors demande aux Douze « des décisions rapides » sur l'Europe monétaire

S'exprimant, jeudi 13 avril, devant le Parlement européen, M. Jacques Delors a plaidé en faveur de l'union monétaire en soulignant que les gouvernements de la Communauté « aient le courage de prendre rapidement les décisions qui s'imposent ». Le président de la Commission a cependant refusé d'indiquer le contenu du rapport sur l'union monétaire européenne établi par le comité qu'il préside à Bâle, qui sera rendu public lundi 17 avril. Adopté à l'unanimité par les gouverneurs des banques centrales européennes, ce document ne contiendrait aucun échéancier précis pour l'union monétaire.

STRASBOURG  
de notre envoyé spécial

Le comité Delors, chargé en juin 1988 par le conseil européen de Hainover de rédiger un rapport sur l'union économique et monétaire de

la CEE, a achevé ses travaux mercredi 12 avril. Le président de la Commission européenne s'est limité à exprimer sa satisfaction à l'issue de la réunion avec M. Frans Andriessen, vice-président de l'exécutif communautaire, les gouverneurs des banques centrales des Douze et les trois experts indépendants. Il a annoncé que le rapport devait être transmis jeudi 13 avril aux chefs d'Etat ou de gouvernement et qu'il le rendrait public au cours d'une conférence de presse lundi 17 avril.

La satisfaction affichée par M. Otto von Guericke et Robin Leigh-Pemberton, respectivement gouverneurs de la Bundesbank et de la Banque d'Angleterre, les plus réticents à s'engager résolument sur la voie de l'union monétaire, laisse supposer que les résultats ne sont pas à la hauteur de ce qu'attendaient les Français, les Italiens ou les Belges. Le rapport présenterait une série de scénarios possibles sur lesquels le conseil européen de Madrid sera appelé à se prononcer les 26 et 27 juin.

Le catalogue soumis aux capitales européennes abandonnerait à ce stade l'idée de création d'une banque centrale européenne. Dans une première phase, de durée indéterminée, il s'agirait simplement d'établir une coordination plus étroite de la politique des banques nationales. Ainsi, la nécessité de conclure un nouveau traité pour réaliser une véritable union monétaire est écartée. Toutes les divergences ne sont pas pour autant aplanies.

Les Britanniques contestent l'argument selon lequel le bon fonctionnement du grand marché de 1993 suppose une stabilité accrue des taux de change. De leur côté, les Allemands, fidèles à leur position traditionnelle, font valoir que l'union monétaire, avec les transferts de souveraineté qui en résulteraient, ne pourra être que l'aboutissement d'un long cheminement au cours duquel les politiques économiques et monétaires des Etats membres devront progressivement être harmonisées et unifiées. En outre, pour la RFA, l'adhésion de toutes les monnaies européennes, notamment de la livre

sterling, au système communautaire de change, est un préalable à tout progrès significatif. D'autres Etats membres, surtout la France, considèrent que la « contrainte monétaire » représente un élément non négligeable de cohésion, comme l'a prouvé le fonctionnement du système monétaire européen (SME).

Reste aussi le rôle à accorder à l'ECU. Contre l'avis de beaucoup de leurs partenaires, les Allemands estiment que le succès actuel de l'unité de compte européenne tient surtout à la médiation qu'inspirent certaines monnaies. Dans un régime de change plus stable, l'ECU perdrait, avancent-ils, une bonne partie de son importance.

Quoi qu'il en soit, l'exercice du comité Delors a le mérite d'avoir abouti à un rapport adopté à l'unanimité. Pour certains milieux communautaires, il constitue un réel engagement des gouverneurs de banques centrales, même s'il n'a pas prévu d'échéancier. Reste à savoir ce qu'en feront les Etats membres.

MARCEL SCOTTO.

## ETRANGER

## Pour enrayer la baisse de sa monnaie

## La Suisse relève à nouveau ses taux d'intérêt

BERNE  
de notre correspondant

Soucieuse d'enrayer la persistante faiblesse de la monnaie helvétique, la Banque nationale suisse (BNS) a décidé un nouveau relèvement de ses taux directeurs à partir du vendredi 14 avril. Ainsi le taux d'escompte est passé de 4 % à 4,5 %, tandis que le taux lombard des avances sur nantissement augmentait de 6 % à 7 %. Depuis juillet 1988, c'est la cinquième fois que

l'institut d'émission procède à des hausses de taux, le précédent relèvement d'un demi-point du taux d'escompte remontant à janvier dernier.

Dès l'annonce, jeudi en début d'après-midi, de la décision de la BNS, le franc suisse s'est raffermi par rapport aux principales autres monnaies. A Zurich, le deutschemark régressait de 0,8830 à 0,8775 franc suisse, le dollar reculait de 1,6645 à 1,6415. La devise helvétique se redressait à 3,8550 francs français contre 3,8215, juste avant l'annonce du relèvement.

Cette hausse des taux directeurs s'inscrit dans le cadre de la politique menée par la BNS depuis l'année dernière, tant pour prévenir une nouvelle flambée de l'inflation que pour tenter d'enrayer la lente érosion du franc suisse.

S'il se justifie dans l'immédiat, ce nouveau coup de frein de la BNS ne lève pas toutes les incertitudes quant à l'évolution de la conjoncture à court et à moyen terme. Le dilemme est en effet dans une étude comparative sur « l'économie de la Suisse et de la RFA en 1989-1991 », publiée vendredi 14 avril par le Centre de recherches économiques appliquées de l'université de Lausanne. Pour 1989, les auteurs prévoient une accélération de l'inflation à 3,5 % en Suisse et environ 2,5 % en RFA. Le prix à payer pour contenir ces poussées inflationnistes sera vraisemblablement un ralentissement de la croissance en 1990 plus marqué en Suisse qu'en RFA et dont les premiers signes pourraient se manifester dès l'automne. Toujours selon cette étude, le franc suisse devrait perdre davantage de valeur sur le marché des changes cette année-ci en moyenne que le deutschemark.

Coincidence ou pas, la décision de la BNS de relever ses taux directeurs est intervenue juste avant l'arrivée à Berne de M. Helmut Kohl, premier chancelier ouest-allemand à se rendre en visite officielle en Suisse. Au centre des discussions avec les responsables helvétiques, les relations économiques, la RFA étant de loin le principal partenaire commercial de la Confédération. L'an dernier, la Suisse a exporté pour 15,5 milliards de francs suisses vers la RFA tandis que ses importations en provenance de ce pays s'élevaient à 28 milliards de francs suisses.

Les Suisses espèrent bien convaincre le chancelier ouest-allemand de plaider leur cause auprès du Marché commun, avec lequel ils veulent développer leurs rapports et leurs échanges sans y adhérer formellement.

JEAN-CLAUDE BUHRER.

## AERONAUTIQUE

## Pour la première fois

## La production civile de l'Aérospatiale l'a emporté en 1988 sur l'activité militaire

Pour la première fois, les activités civiles de l'Aérospatiale l'ont emporté sur la production militaire du principal constructeur aéronautique français, selon l'exercice 1988 qui vient d'être rendu public et qui fait état d'un bénéfice net de 93 millions de francs.

Le chiffre d'affaires de la société présidée par M. Henri Martre a été, l'an dernier, de 28 milliards de francs, en progression de 10,4 % par rapport à 1987. Les activités civiles (avions, hélicoptères) ont représenté 51 % de ce chiffre d'affaires et, à elle seule, la division « avions » a contribué pour 38 % du total. Ce développement des activités civiles a toutes les chances de se prolonger à partir de 1989, comme l'indique le montant des prises de commandes. Représentant près de deux ans et demi de production, ces commandes ont atteint en 1988 la

somme de 38 400 millions de francs et, à elle seule, la division « avions » a participé pour 45,6 %.

A l'exportation, l'Aérospatiale a réalisé un chiffre d'affaires de 16 500 millions de francs (soit 59 % du total) et les prises de commandes ont atteint 26 milliards de francs (soit 68 % de l'ensemble). Les prévisions pour 1989 laissent entrevoir un chiffre d'affaires total qui dépassera les 30 milliards de francs et un montant de prises de commandes avoisinant 50 milliards de francs, avec un nouvel accroissement du secteur civil.

M. Martre, dont le mandat vient à l'expiration en juin prochain, a expliqué devant son conseil d'administration : « Après cinq années de stagnation, induite par une crise qui a frappé l'ensemble des marchés de 1982 à 1984, l'Aérospatiale a repris sa croissance en 1988. »

## CONJONCTURE

## « Les chefs d'entreprise ont toutes raisons de s'enhardir » estime le CNPF

« Les chefs d'entreprise ont toutes raisons d'optimisme de la vue de l'actualité conjoncturelle », a déclaré, le 13 avril, M. Ernest-Antoine Seillière, vice-président du CNPF et président de la commission économique de l'organisation patronale. « La croissance est là et elle est sûre car elle est tirée par l'investissement et par l'exportation, s'il ajoute. Enfin, elle n'est pas un feu de paille. »

Parmi tous les signes qui permettent « aux chefs d'entreprise de retrouver confiance et de s'enhardir », le CNPF met l'accent notamment sur deux points :

— Le déficit commercial de la France avec la CEE s'est réduit en 1988 de 16 milliards de francs grâce à l'amélioration des soldes de l'énergie et de l'agroalimentaire.

— Le taux de marge des entreprises s'est amélioré l'an dernier et a retrouvé son niveau antérieur à 1974, grâce à une activité soutenue et à des gains de productivité (6,5 % dans l'industrie).

M. Seillière a toutefois indiqué que les faiblesses structurelles de la France n'avaient pas complètement disparu (importance des prélèvements obligatoires, chômage, base industrielle insuffisante) mais que la confiance des chefs d'entreprise n'avait aucune raison de disparaître à condition que le gouvernement « reste attaché à la liberté d'entreprise et qu'il reste vigilant quant à la croissance des dépenses publiques ».

## La préparation du budget de 1990

## M. Rocard demande « un effort très important d'économies »

« La double nécessité consistant à maîtriser les dépenses publiques tout en respectant les priorités du gouvernement amènera tous les ministères à faire un effort très important d'économies », indique un communiqué du premier ministre, M. Michel Rocard, publié le 13 avril après une réunion ministérielle sur le budget.

« L'hypothèse actuellement retenue tend à ramener le déficit budgétaire autour de 90 milliards de francs français », ajoute le communiqué. « Toutefois, deux questions essentielles qui ne peuvent recevoir de réponse aujourd'hui, détermineront le niveau ultime de déficit. »

Il s'agit de l'harmonisation fiscale européenne — toujours en cours de négociation — et du financement du secteur public industriel et financier. « Le niveau définitif du déficit pour 1990 ne pourra donc être arrêté d'ici à l'été qu'après un examen approfondi de ces questions », ajoute le communiqué.

Selon M. Rocard, « les contraintes (qui résultent du cadre général dans lequel devra être élaboré le projet de loi de finances pour 1990) sont très strictes ».

## La fusion des réseaux Havas et Wagons-Lits aboutit à la création du troisième distributeur de voyages mondial

Le groupe Havas et la Compagnie internationale des wagons-lits ont décidé, le 14 avril, de fusionner leurs réseaux français de distribution de voyages. Wagons-Lits Tourisme et Havas voyages. Cette fusion, qui concerne cinq cent quatre-vingt-sept agences de voyages et implants d'entreprise, prendra la forme d'une filiale commune constituée à parité. Le nom de cette société n'a pas encore été choisi, mais on sait que le PDG sera M. Christophe Charpenet, du groupe Havas, et le directeur général, M. Bernard Robert, des Wagons-Lits. Le nouvel ensemble sera étroitement associé au réseau international de Wagons-Lits Tourisme et se classera au troisième rang mondial des distributeurs de voyages.

Trois hommes ont été les acteurs de ce rapprochement spectaculaire, qui détiendra près de 23 % de la vente des voyages en France. Le premier est M. Robert Lion, directeur général de la Caisse des dépôts et consignations. Il a beaucoup appuyé ce mariage qui est la première illustration de la politique active qu'il entend mener dans le tourisme français et qui repose sur l'analyse suivante : « La France du tourisme est trop faible. En tant que fabricant, en tant que distributeur ou en tant qu'organisateur de séjours en France pour les étrangers, nos entreprises ne font pas le poids par rapport aux allemandes, aux britanniques ou aux suédoises, qui ne manquent pas de s'implanter chez nous pour accompagner les migrations nord-sud en direction du soleil. L'Europe de 1993 accélérera encore le phénomène, et nous avons le devoir d'inciter les professionnels français à se rapprocher entre eux ou de leurs confrères européens. » Il semble que la Caisse des dépôts ait plutôt choisi la concentration que l'intégration verticale voyagistes-distributeurs.

Le deuxième initiateur est M. Antoine Vell, administrateur délégué des Wagons-Lits, qui cherchait de longue date à étendre son réseau de distribution. « American Express est le numéro un mondial, avec 3,5 milliards de dollars de chiffre d'affaires. Ask Mister Foster, le numéro deux, avec un peu moins. Nous arrivons, loin derrière, troisième ex aequo avec Thomas Cook, pour 1,7 milliard de dollars. Cela explique pourquoi j'ai tenté d'abord un rapprochement avec Cook. La complémentarité est plus forte avec Havas, qui est plus provinciale et plus grand public, alors que nous sommes très parisiens et très implantés dans les entreprises. Nous conforterons, pays par pays, notre réseau en achetant des entreprises ou en nous associant — ce qui coûte moins cher — à des partenaires locaux. Par exemple, j'ai proposé à Thomas Cook de fusionner nos deux réseaux en RFA. »

Le mariage Havas-Wagons-Lits est le deuxième regroupement dans le tourisme depuis le début de l'année. En effet, la SNCF, Air France et FRAM avaient déjà créé une filiale commune, le 16 février. Il sera intéressant de voir comment réagira le Club Méditerranée, qui a discuté avec un grand nombre de professionnels français, sans parvenir à les fédérer autour de lui en raison de la crainte qu'il leur inspire.

ALAIN FAUJAS.

## Plus de cinq cents agences en France

Wagons-Lits France et Havas Tourisme représentent à elles deux plus de cinq cents agences réparties à travers toute la France. Si le réseau des Wagons-Lits (cent quatre-vingt-deux points de vente) est inférieur à celui d'Havas Tourisme (trois cent trente points de vente) le chiffre du volume d'affaires des deux entreprises, réalisé sur le territoire national, est sensiblement le même.

Fort de ses 182 agences, la SEAVT (Société d'exploitation des agences de voyages et de tourisme), filiale à 100 % du groupe Wagons-Lits, a développé des marchés qu'une politique achats a permis de diversifier. Ainsi, en amont, elle est voyagiste avec les marques Planète et Aktion ou agent général maritime avec Transports et Voyages, organisatrice de voyages sur mesure pour les participants de congrès ou les bénéficiaires de voyages-recompenses. En aval, détaillante avec la distribution grand public de billets ou de forfaits, elle a surtout développé un secteur en pleine évolution, le voyage d'affaires. « En dix ans, dit Hervé Gourio, directeur du tourisme dans le groupe Wagons-Lits, nous sommes passés d'un état de simple détenteur de billets d' avion à un tarif donné à un véritable service aux entreprises. Maintenant, nous allons à nous gérer les budgets de déplacements. »

Leader sur le marché français du « voyage d'affaires », Wagons-Lits l'est aussi en Europe. Pour maintenir cette priorité, 70 % du volume d'affaires traitées, dans un domaine où, chaque jour, les demandes croissent et se spécialisent, les centres de réservation devront être équipés d'un matériel encore plus sophistiqué.

« Nous avons fait une sorte de partage du monde avec Thomas Cook », dit Hervé Gourio. A eux le monde anglo-saxon, à nous le monde latin. Mais c'est une vieille histoire. Cook s'est reformé sur la Grande-Bretagne et a perdu sa cotation internationale. Il est plus important pour nous de développer notre part de marché avec de nouvelles implantations en France, mais aussi à l'étranger. Nous saisissons les opportunités. »

A cela s'ajoute un désir de développer des produits haut de gamme, à travers Planète et Aktion. La restructuration de ces investissements passe par une augmentation des points de vente.

Or, justement, le réseau d'Havas-Tourisme avec Havas-Voyages recouvre assez régulièrement la France. « Nous avons une volonté assez pure et dure d'être des distri-

buteurs et rien que cela », affirme Christian Charpentier, le jeune président d'Havas-Tourisme. Ce qui ne l'a pas empêché de prendre position au sein des principales négociations, dont Tourcoor (48 %), « mais pour avoir des avantages lors des négociations, mais pour garder un regard sur les conseils d'administration et disposer d'informations de première main qui nous permettent d'affiner nos stratégies de vente ».

Le mariage Havas-Wagons-Lits est le deuxième regroupement dans le tourisme depuis le début de l'année. En effet, la SNCF, Air France et FRAM avaient déjà créé une filiale commune, le 16 février. Il sera intéressant de voir comment réagira le Club Méditerranée, qui a discuté avec un grand nombre de professionnels français, sans parvenir à les fédérer autour de lui en raison de la crainte qu'il leur inspire.

ALAIN FAUJAS.

ALAIN FAUJAS.

## Des obstacles

Avec un capital dans lequel s'insèrent Bouygues (16,7 %) et la chaîne hôtelière Accor (16,7 %), Havas-Tourisme développe ses spécificités. Un produit aérien de vols à « prix charter ». Air Havas, des hôtels de loisir, LaTitudes, la correspondance en province du Club Méditerranée. Le département « affaires », en augmentation, mais encore un dernier œil des Wagons-Lits, s'enlève rien au goût profond de l'entreprise pour le contact avec le client, à qui on propose un « contrat garanti » et une carte de paiement ou de crédit.

Les réseaux de distribution se heurtent pourtant toujours aux mêmes obstacles : peu de gens passent par les agences et l'enseigne collective ne dit rien au grand public. Pour Philippe Demoncey, président du réseau Sélectour, chaîne volontaire réunissant trois cent trente agences, le public n'a pas encore assimilé que l'agent de voyages propose tous les produits touristiques au même titre qu'un Darty offre toute la gamme des appareils électroménagers.

Ainsi la réunion de deux grands réseaux de distribution ne peut que consolider le développement de ces deux entreprises et contribuer à imposer dans le public une image plus solide de l'agence de voyages. Jean-Luc Michaux, directeur adjoint de cabinet au ministère du tourisme, en est conscient : « Nous sommes favorables à tous les regroupements qui se réalisent en matière de tourisme. Nos voisins, qui, pour des raisons sociales ou géographiques, utilisent en plus grand nombre les services des agences de voyages ont permis le développement d'entreprises de taille très supérieure à celles que nous avons dans notre pays. Toute initiative qui permettra à la France, dans le cadre du marché unique européen, d'imposer sa place ne peut que nous intéresser. »

MARYSE DUFAUX.

Opinion 150



# Économie

## AFFAIRES

### L'industrie pharmaceutique en question

## Le président du SNIP plaide pour une accession progressive à la liberté des prix

Il ne reste que deux à trois ans pour rétablir les conditions normales de compétitivité dans l'industrie pharmaceutique française. Si une politique trop contraignante continue de lui être appliquée, cette industrie quittera la France. C'est l'avertissement solennel que lance M. René Sautier, le nouveau président du Syndicat national de l'industrie pharmaceutique (SNIP), moins d'une semaine après la publication du rapport Dangoumau-Biot (le Monde du 8 avril) sur l'état alarmant de l'industrie du médicament.

S'agissant du diagnostic, M. Sautier se dit pleinement d'accord avec le bilan dressé par les rapporteurs. En revanche, il est plus nuancé sur l'ordonnance proposée. Déjà, la nouvelle réglementation européenne sur la transparence à respecter pour la fixation des prix des médicaments, applicable dès le 1<sup>er</sup> janvier pro-

chain, va profondément bouleverser les mœurs. « Le critère désormais retenu sera explicite et non plus discriminatoire », précise le président du SNIP. Autrement dit, à la demande de la concurrence, les autorités responsables seront tenues de donner les raisons qui les auront conduites à accorder tel ou tel tarif. « Le fait est nouveau », constate M. Sautier. Mais de rappeler aussi que cette réglementation se borne à établir une plus grande équité.

A partir du 1<sup>er</sup> janvier 1993, « la pharmacie française va entrer dans une ère de très dure compétition ». Il va donc falloir lui donner les moyens de la soutenir. Lesquels ? Ceux préconisés par le rapport Dangoumau-Biot ? « D'accord pour l'aide à la recherche », La provision pour reconstitution de gamme (PRG), qui s'inspire des dispositions dont

beneficie l'industrie pétrolière en exonérant les bénéfices consacrés à cet effet. M. Sautier dit bien la connaître pour l'avoir manipulée autrefois quand il était lui-même pétrolier. « Elle est d'une étonnante complexité. Qui décidera si telle ou telle recherche relève ou non de la PRG ? Et quid de l'Europe ? Cette disposition est contraire au droit des communautés. Pour fonctionner, il faudrait qu'elle ait une couverture européenne. »

Faut-il dissocier le tarif de remboursement du prix de vente du médicament ? M. Sautier se dit à l'aise d'accord avec le rapport Dangoumau-Biot, qui envisage d'abandonner le mécanisme du pourcentage pour un montant fixe par classe thérapeutique. Mais à condition de « moduler la solidarité ». En termes clairs, cela signifie que le malade, qui peut payer davantage, doit le faire sur des bases à définir.

per sur les volumes », et donc à consacrer des sommes considérables à la promotion. Une proposition dénoncée par les deux rapporteurs, qui recommandent de limiter ce type de dépenses.

M. Sautier n'est pas favorable à « des mesures coercitives qui seraient inopérantes », et pense que beaucoup de laboratoires prennent conscience de « la loi des rendements décroissants en la matière ». Il propose une moralisation et une transparence de la promotion, ainsi qu'un « code de déontologie » en matière d'information.

« On ne peut avoir la quantité fautive et les prix allemands. Mais le carcan des prix doit être desserré pour que les laboratoires ne recherchent plus la quantité ». Aucun président de SANOFI, M. Sautier est orfèvre en la matière.

« Nous avons précédé M. Dangoumau, affirme-t-il à propos de l'allongement des brevets. Pour éviter la longueur de la procédure, nous avons imaginé de créer un certificat complémentaire de protection dont la validité portait de la mise sur le marché », et qui permettrait, selon l'exemple américain ou japonais, de mettre les médicaments à l'abri de la copie cinq ou dix ans de plus. Une proposition de loi dans ce sens devrait être examinée en session de printemps. « Nous souhaitons une extension à la CEE », précise-t-il.

M. Sautier a-t-il des desiderata ? « Je ne demande pas la Lune. Seulement deux choses : 1) un rattrapage des prix sur la moyenne européenne dans la perspective de 1993 ; 2) la

possibilité d'accéder progressivement à la liberté des prix dans le cadre de la dissociation (prix de remboursement/prix de vente). Qu'on me comprenne bien : je ne plaide pas pour obtenir de l'aide, mais pour que la pharmacie française se hisse au niveau international. » Dans cette optique, le président du SNIP s'engage à « entreprendre toute action pour arriver à une bonne prescription », c'est-à-dire de meilleure qualité et moins dispendieuse. Mais la pertinence thérapeutique passe, selon lui, par le dialogue entre les laboratoires et le corps médical. Les laboratoires doivent notamment participer à des « conférences de consensus » sur les produits et les traitements avec les médecins, et à la formation des médecins en matière d'économie de la prescription.

Pour responsabiliser les prescripteurs, le président du SNIP croit plutôt en un système de « profil » qui amènerait le « gros prescripteur

à s'expliquer devant ses confrères - qu'à un « intéressement » à la limitation : « Opposé à l'achat de prescription, je suis opposé à l'achat de non-prescription. »

Au niveau industriel, M. Sautier estime que le SNIP a un rôle à jouer pour favoriser les échanges entre la recherche privée et la recherche publique, à ses yeux un gisement mal exploité. Enfin, M. Sautier ne croit pas à la vertu des regroupements industriels, en France du moins. Les deux géants Rhône-Poulenc et SANOFI détenaient déjà respectivement 15 % et 13 % du marché français. C'est amplement suffisant. A l'étranger, c'est différent.

De toute façon, dans le rassemblement, « il faut raisonner par classe thérapeutique ». La simple addition d'activités ne rime à rien.

ANDRÉ DESSOT  
et GUY HERZLICH.

### L'ordonnance du rapport Dangoumau-Biot

Dans leur rapport, MM. Jacques Dangoumau et Jacques Biot ont, après le constat, rédigé une ordonnance. Conscients de l'insuffisance des prix pour assurer une recherche, dont le coût grimpe sans cesse, ils font un certain nombre de recommandations.

1. - Incitations fiscales à la recherche. A cet égard, le crédit d'impôt recherche, déjà existant pour les PME, pourrait être accordé aux laboratoires, en améliorant son fonctionnement. Les rapporteurs proposent également d'augmenter la taxe professionnelle au profit des établissements de recherche pharmaceutiques avec des abattements à la clé. Ils suggèrent, enfin, de créer une provision pour reconstitution de gamme, très semblable à celle dont bénéficie l'industrie pétrolière (provision pour reconstitution de gisements). Cette mesure reviendrait à exonérer de l'impôt la partie des bénéfices employés pour la recherche.
2. - Renforcement du rôle de l'Agence nationale pour la valorisation de la recherche (ANVAR). Cet organisme, qui apporte son concours financier aux PME sous la forme d'aides remboursables en cas de succès, pourrait connaître plus d'efficacité au financement du développement pré-AMM (autorisation de mise sur le marché) dans les PME. Il conviendrait que l'ANVAR engage une campagne d'informations sur ses procédures auprès des PME pharmaceutiques et identifie en son sein un interlocuteur spécifique pour ce secteur.
3. - Restauration de la durée de protection des brevets. - Les rapporteurs préconisent d'agir en vue de restaurer, pour les entreprises
4. - Limitation de frais de proposition-publicité. - Pour lutter contre l'escalade de la consommation, les rapporteurs recommandent de mettre effectivement en application les dispositions du décret sur la publicité et la promotion pharmaceutique avec toutes les possibilités d'investissements, d'interventions et de sanctions qu'il compte.
5. - Révision des structures administratives, trop peu performantes, avec la création d'un observatoire économique du médicament.
6. - Déconnexion entre les tarifs de remboursement et les prix de vente. - Ce type de mesure ne va pas de pair, disent les rapporteurs, avec une libération complète et immédiate des prix. Un régime de contrôle du prix public pourrait être maintenu.
7. - Nécessité d'un contrôle de la prescription. Révision concertée des classes admises au remboursement. - Une réflexion élargie doit être conduite afin de ne pas déstabiliser brutalement une partie de l'industrie pharmaceutique, ni pénaliser le consommateur.
8. - Amélioration de la formation en matière de médicament. - Cela vaudrait tant pour les médecins que pour les pharmaciens, cette formation pouvant revêtir un caractère continu.

### Perversion du système

« La prise en charge par l'assurance-maladie a eu un rôle considérable, reconnait-il : elle a ouvert un vaste marché. Mais, estime-t-il, les professionnels eux-mêmes ont perverti le système en rendant le malade et le médecin indifférent au coût du traitement : « Il y a eu une complexité objective des professions de santé, des médecins et pharmaciens, mais aussi des laboratoires pour rendre la consommation indolore. »

Cette « perversion du système » conduit les laboratoires à se rattr-

### AVIS D'APPEL D'OFFRES pour l'Audit des comptes du projet de développement rural de Haute-Guinée

Client : ministère de l'agriculture de la GUINÉE (Conakry).  
Financement : C.C.C.E.  
Participation : limitée aux bureaux d'audit Français et Guinéens.  
L'avis d'appel d'offres détaillé peut être retiré à la CFDT, 13, rue de Monceau, Paris-8<sup>e</sup> (M. Blanchard) - Tél. : 43-59-53-95.  
Date : limite dépôt des soumissions à Conakry le 30 avril 1989.

### AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

## GROUPE DIAC

### Le numéro 1 du Crédit Automobile en France.

### Activité 1988

Au niveau du Groupe DIAC, environ 388 000 dossiers nouveaux ont été financés en 1988 ; l'activité a été caractérisée par la poursuite des opérations promotionnelles à taux réduit et le fort développement de la L.O.A. (location avec option d'achat).

Le pourcentage de véhicules neufs Renault (VP + VU) financés par le Groupe DIAC s'est établi à 40,7 % en 1988 (39,8 % en 1987).

Par ailleurs, la politique de refinancement du Groupe DIAC en 1988 a été marquée par le lancement d'un emprunt obligataire à taux révisable et à intérêt trimestriel d'un montant nominal global d'un milliard de francs et d'un MOF (Multiple Option Facilities) de 515 MF.

Parallèlement, le Groupe DIAC maintient sa place de premier émetteur français de bons de sociétés financières (BSF).

### Résultats 1988

Comme suite à la restructuration du Groupe DIAC en deux branches, l'année 1988 a été marquée par la publication pour la première fois des résultats consolidés suivant les normes de la Commission bancaire.

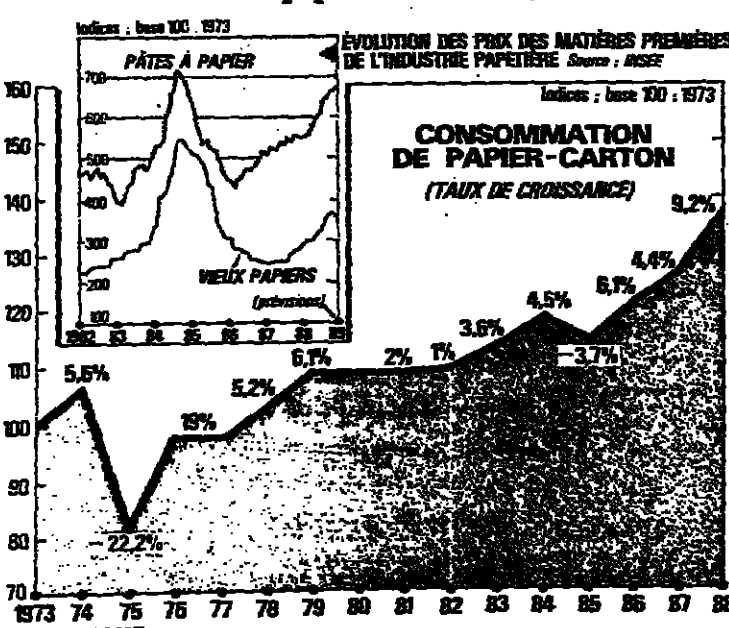
	1987*	1988*	% Variation 88/87
<b>Branches Particuliers (DIAC)</b>			
Montant net financé, clientèle	(1) (2) 13392	15313	+ 14,3 %
Encours consolidé au 31/12	22446	25028	+ 11,5 %
Résultat net consolidé	423	541	+ 27,9 %
<b>Branches Entreprises (DIAC Equipement)</b>			
Montant net financé	(2) 5700	5364	- 5,9 %
Encours consolidé au 31/12	10149	10609	+ 4,5 %
Résultat net consolidé	76	141	+ 85,5 %

\* en millions de F.

- 1) Financement clientèle seul hors financement des réseaux.
- 2) L'année 1988 n'est pas directement comparable à l'année 1987 en raison d'une répartition différente de l'activité entre les branches. A périmètre comparable, la variation de montant net financé, s'établit à + 7,3 % pour la Branche Particuliers clientèle et + 11,6 % pour la Branche Entreprises.

Groupe Diac  
Financements

### Consommation de papier-carton : + 9,2 % en 1988



L'industrie papetière française a battu, en 1988, de nouveaux records qui ont confirmé le retour en force du papier dans de nombreux secteurs de l'économie. La consommation, qui s'est élevée à 7,9 millions de tonnes, a progressé de 9,2 %, soit deux fois plus qu'en 1987, retrouvant un taux de croissance inconnu depuis 1973. Les papiers à usage graphique et les papiers ondulés ont joué un rôle moteur dans cette expansion générale.

Si la fabrication de pâte - la matière première du papier - a progressé de 5 % pour atteindre 2,19 millions de tonnes, les importations ont continué d'augmenter (+ 2,2 %), de même que les prix.

Ces derniers avaient accompli, fin 1988, un cycle de hausse interrompu de treize trimestres, qui se poursuit depuis le début de 1989, en raison de l'absence de nouvelles capacités de production dans le monde. Sur un marché tendu, l'industrie française de la pâte a couvert 62 % des besoins.

1988 a enfin été marquée par la pénétration très nette des étrangers, qui comptent à présent pour 25 % du chiffre d'affaires de l'industrie papetière française, contre 15 % en 1987. Le rachat récent d'Ausset-Rey par l'Américain International Paper illustre ce phénomène qui ne semble pas arrivé à son terme.

## LE CREDIT LYONNAIS EN 1988

PROGRESSION DES ACTIVITÉS,  
DES FONDS PROPRES ET DES PROVISIONS

Le Conseil d'Administration du Crédit Lyonnais, réuni le 13 Avril 1989 sous la présidence de M. Jean-Yves HABERER, a examiné les comptes de l'exercice 1988.

**Forte progression du bilan et de l'activité du Groupe.**

L'expansion rapide des activités de banque commerciale est reflétée par le bilan consolidé qui, s'établissant à 1.083,8 milliards de francs, fait apparaître une progression de 20,6 % par rapport à son montant de 1987 (899,0 milliards de francs).

En effet, l'activité d'intermédiation du Groupe a connu en 1988 un vif développement. Les prêts à la clientèle atteignent 505,2 milliards de francs, au lieu de 429,7 milliards de francs à fin 1987 (+ 17,6 %). Avec un encours de 292,1 milliards de francs contre 245,0 milliards de francs (+ 19,2 %), les prêts en francs représentent 57,8 % de l'ensemble des prêts consentis. Les opérations de crédit-bail mobilier ou immobilier (+ 62 %), les crédits à l'habitat (+ 19,4 %) et les crédits à l'équipement des entreprises (+ 18,3 % en France) ont connu les plus fortes progressions.

Les ressources de clientèle, comprenant les certificats de dépôt, s'établissent à 411,5 milliards de francs au lieu de 358,8 milliards de francs en 1987 (+ 14,7 %).

L'actif du bilan fait apparaître une proportion à peu près égale entre les opérations en francs (49 %) et les opérations en devises (51 %).

L'activité de banque financière sur les marchés de capitaux a été également très soutenue avec le démarrage opérationnel du réseau financier mondial autour des 4 pôles Paris, New York, Londres et Tokyo. En France la banque est intervenue dans 46 opérations de fusions-acquisitions et transmissions d'entreprises portant sur un volume total de capitaux de 21,8 milliards de francs et a dirigé 41 émissions obligataires en francs, pour un montant de 32 milliards de francs, situant à nouveau le Crédit Lyonnais au 1<sup>er</sup> rang.

Les opérations d'ingénierie financière ont connu un fort développement avec le chef ou co-chef de filat de 23 financements d'avions représentant un volume total de commandes de 3,3 milliards de dollars.

**Léger fléchissement des résultats du Groupe du fait du marché de Londres**

Le résultat net global du Groupe Crédit Lyonnais s'est établi à 2.157,5 millions de francs en 1988 contre 2.357,1 millions de francs en 1987 soit une légère diminution de 8,4 %. Après déduction des intérêts minoritaires, la part du Groupe atteint 2.063,0 millions de francs contre 2.222,7 millions de francs, soit un fléchissement de 7,2 %.

Toutefois ce résultat, le deuxième en importance dans l'histoire du Crédit Lyonnais, a été déterminé par les pertes de C.L. Alexanders Laing and Cruickshank Holding (CL-ALCH) à Londres qui a souffert, comme les autres sociétés financières de même nature opérant sur cette place, des effets conjugués de la baisse très sensible du volume des transactions boursières et des hausses brutales des taux. Hors les pertes courantes de CL-ALCH (298 millions de francs) et les charges de restructuration et d'amortissement du goodwill (305 millions de francs) qui les accompagnent, le bénéfice net se serait élevé à 2.760 millions de francs en progression de 12 % par rapport au résultat 1987 calculé suivant la même méthode. Par ailleurs, la contribution de place subie par le Crédit Lyonnais au titre de Al Saudi Bank s'est élevée à 36 millions de francs, soit près de 2 % du résultat net.

Le produit d'exploitation atteint 30.274 millions de francs, en progression de 10,9 % (+ 5,9 % à périmètre constant) par rapport à 1987 (27.297 millions de francs). Les frais généraux et amortissements atteignent 21.779 millions de francs contre

18.513 millions de francs en 1987 (+ 17,6 %). A périmètre constant leur progression ne dépasse pas 9,3 %. Le résultat brut d'exploitation atteint 8.495 millions de francs contre 8.784 millions de francs en 1987, soit - 3,3 %.

**Forte augmentation de la couverture des risques et renforcement des fonds propres**

Une large part du résultat brut d'exploitation et l'intégralité du solde des opérations exceptionnelles ont été consacrées au renforcement de la couverture des risques.

La dotation nette des provisions d'exploitation s'est élevée au niveau record de 6.358 millions de francs en 1988 au lieu de 5.325 millions de francs en 1987 (+ 19,4 %). Sur ce montant 4.814 millions de francs, soit plus du double de la dotation de 1987 (2.329 millions de francs) ont été consacrés au renforcement de la couverture des engagements sur 62 pays en difficulté financière, ce qui, en dépit de l'accroissement des encours concernés du fait de l'inclusion de nouveaux pays et de la hausse du dollar, a permis de porter le taux de couverture moyen de 43,2 % à 51%. Après mise en réserves, les fonds propres atteignent 22.013 millions de francs contre 19.068 millions de francs en 1987, soit une augmentation de 15,5 %. Avec les éléments assimilés, ils atteignent 33.785 millions de francs, compte tenu de l'émission en 1988 de titres subordonnés remboursables à intérêt conditionnel et de titres perpétuels très proches du capital, contre 24.568 millions de francs un an plus tôt (+ 37,5 %).

L'actif net estimé du Groupe, déterminé naturellement sans prise en compte des valeurs de fonds de commerce, s'établit à 30,2 milliards de francs au lieu de 25,7 milliards de francs à fin 1987 (+ 17,5 %).

Après déduction de la part des intérêts minoritaires dans les filiales, l'actif net estimé du Crédit Lyonnais s'établit à 29,2 milliards de francs au lieu de 24,8 milliards de francs (+ 17,7 %). Il représente 1.113 francs par titre, contre 946 francs l'année précédente.

**Stabilité du dividende**

Le résultat brut d'exploitation de la Société-mère s'est inscrit à 6.670 millions de francs contre 6.545 millions de francs en 1987, en progression de 1,9 % grâce à l'amélioration sensible des résultats des agences étrangères : 906,7 millions de francs contre 683,4 millions de francs en 1987 (+ 32,7 %).

Le résultat net de la société-mère atteint 680,1 millions de francs contre 2.391 millions de francs en 1987, année qui avait enregistré l'effet comptable exceptionnel de l'apport des participations industrielles à CLINVEST.

Le Conseil propose à l'Assemblée Générale un dividende de 28,5 francs (avoir fiscal inclus) par action ou par certificat d'investissement, au même niveau que l'an dernier. Pour un cours moyen de 500 francs observé pour les certificats d'investissement, cette proposition de dividende représente un rendement de 5,7 %.

Conformément aux dispositions du contrat d'émission, la rémunération servie aux porteurs de titres participatifs en octobre 1989 sera égale à 94,813 % du TMO qui sera constaté pour la période du 1<sup>er</sup> septembre 1988 au 31 août 1989.

*Dans l'attente de leur publication au Bulletin des Annonces Légales et Obligatoires, les comptes pourront être consultés dès le 18 avril 1989 au siège administratif du Crédit Lyonnais à Paris (19, bd des Italiens) ou envoyés aux personnes qui en feront la demande à l'adresse suivante :*

CREDIT LYONNAIS - Direction Financière - BC: 13.03.  
19, boulevard des Italiens - 75002 Paris



CREDIT LYONNAIS LE POUVOIR DE DIRE OUI



## Économie

### AGRICULTURE

La fin du congrès de la FNSEA

#### M. Nallet n'a pas convaincu

Pour sa treizième participation à un congrès de la Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles (FNSEA), le 13 avril à Besançon, mais sa première comme ministre de l'Agriculture, M. Henri Nallet a été vivement bousculé, des sifflets et des huées venant particulièrement interrompre son propos. Si les 600 millions de francs d'aide annoncés en faveur des producteurs de lait en difficulté (300 millions de francs), des zones de handicap (100 millions de francs) et de l'écoulement des cotisations sociales (200 millions de francs) ont quelque peu calmé l'auditoire, la profession agricole est restée sur sa faim. « Il manque des munitions », commentait le président de la FNSEA, M. Raymond Lacombe. « Nous reviendrons à la charge et s'il n'y a pas d'avancées significatives tant au niveau communautaire qu'au niveau national, notre réaction sera plus dure à l'égard du gouvernement et du ministre de l'Agriculture. »

De son côté, le Centre national des jeunes agriculteurs (CNJA), qui, à l'inverse de la FNSEA, s'était dit prêt à accepter une légère baisse

des prix agricoles en contrepartie d'une suppression des taxes de corresponsabilité laitères et céréalières, ne cachait pas sa déception. « Nous nous sommes comportés en syndicalistes responsables. Mais avec des réponses pareilles — celles de M. Nallet —, cela ne peut pas aller », déclarait un dirigeant du CNJA. « 600 millions de francs pour un million d'agriculteurs, faites le calcul... »

Le mécontentement manifesté des congressistes n'a pas fait dévier d'un pouce la ligne que le ministre de l'Agriculture s'était choisie. Il a ainsi refusé toute idée de compensation automatique de la baisse des prix agricoles. « Si cette solution constitue un soulagement, c'est un remède à court terme. » Devant une assemblée houleuse, M. Nallet a ajouté que le budget 1990 serait « difficile », précisant que toute demande nouvelle devrait être impuissante sur une mesure actuelle. Ces propos ont fait monter la pression en fin de congrès. M. Lacombe ne cachait pas sa colère. « On ne nous écouterait que quand on aura foulé le bordel. A l'automne, le ministre sera peut-être obligé de sortir 2 milliards. »

La FNSEA a appelé à une manifestation le 17 avril prochain à Luxembourg. Lieu de la reprise du marathon agricole européen destiné à fixer les prix pour la prochaine campagne 1989-1990. D'autres manifestations, en France cette fois, seront organisées le 18 avril.

A l'issue de ce congrès, il apparaît clairement que la période de trêve entre le ministre de l'Agriculture et le principal syndicat d'exploitants est finie. En haussant le ton, M. Lacombe a sans doute voulu redorer son blason auprès des siens, tentant d'associer une autorité quel que peu chancelante sur le dos du ministre. Mais il n'a échappé à personne que le CNJA s'écarterait de la FNSEA quant aux revendications sur les prix, tandis que le représentant départemental de la FNSEA dans le Finistère, M. Guillaume Roué, jetait un pavé dans la mare en prônant le pluralisme syndical.

E. F.

### SOCIAL

#### Un projet de loi propose des garanties nouvelles pour la prévoyance complémentaire

Les partenaires sociaux vont très prochainement recevoir un avant-projet de loi réglementant les opérations de prévoyance complémentaire (assurance-décès, invalidité ou maladie, notamment) pratiquées par les mutuelles ou les caisses paritaires de prévoyance, et qui améliorerait la protection des usagers sur quelques insuffisances criantes du système de protection sociale. Ce texte, annoncé le 17 mars par M. Claude Evin, ministre de la Solidarité, reprend des propositions faites en 1985 à la suite d'un rapport commun de l'inspection des finances, du corps de contrôle des assurances et de l'inspection générale des affaires sociales, mais abandonnées ensuite par le gouvernement.

C'est le projet de loi sur la réforme des assurances qui a entraîné leur résurrection. Il prévoit une commission de contrôle indépendante, dotée du pouvoir de sanctionner directement les irrégularités et de lancer des enquêtes. Les mutuelles et les caisses de pré-

voyance, dont les opérations ne sont pas mieux contrôlées que celles de l'assurance collective n'acceptant pas d'être soumises à une tutelle des finances (et les partenaires sociaux les soutenant), un organisme rigoureusement parallèle serait créé. Composé de trois magistrats (dont un conseiller d'Etat, président), du directeur de la Sécurité sociale, de deux représentants des mutuelles et des caisses de prévoyance, il vérifiera notamment que les organismes sont en état de faire face à leurs obligations.

Mais le projet de loi accorde surtout des garanties nouvelles aux personnes assurées. La plus importante concerne les rentes (d'invalidité, de veuve ou d'orphelin), dont aujourd'hui le versement peut être interrompu si le contrat passé par une entreprise n'est pas renouvelé ou si celle-ci disparaît. Le projet prévoit que les rentes devront être maintenues au niveau atteint auparavant.

Comment? Les moyens devront être précisés par des décrets d'appli-

cation discutés avec les organismes intéressés et les partenaires sociaux. Dans le cas de contrats d'entreprise, on exigerait la constitution de provisions correspondant aux risques couverts (« capitaux de couverture ») : beaucoup de contrats sont actuellement gérés selon la technique de la répartition. Dans le cas de contrats conclus pour une branche professionnelle, la « mutualisation des risques » pourrait être acceptée à condition que la branche en question soit suffisamment importante pour que cela ait un sens — il faudra fixer un seuil — qu'il y ait une réelle obligation et qu'une caisse soit désignée pour effectuer les opérations et recevoir les cotisations.

#### D'autres dispositions

D'autres dispositions concernent le maintien des garanties en cas de maladie. Les contrats de groupe devront couvrir les maladies contractées avant la signature — ce qui peut en élever le coût — les

contrats individuels, en revanche, devront seulement faire connaître à l'assuré dès le départ les maladies dont les suites ne sont pas prises en charge. D'autre part, les assurés bénéficieront au bout de deux ans d'une « garantie voyage » : ils ne pourront plus être exclus et on ne pourra leur imposer des cotisations plus élevées.

De plus, les gestionnaires de contrats collectifs devront offrir aux salariés partant en retraite, en pré-traité ou devenus chômeurs, la possibilité de continuer à bénéficier de la même couverture, en prenant en charge la totalité de la cotisation — disposition déjà inscrite dans le code de la mutualité. Ce qui ne résout pas le problème des retraités souhaitant obtenir une couverture complémentaire et que certains organismes refusent (cela s'est produit notamment lors du plan Séguin).

Enfin, pour éviter les surenchères commerciales et modérer les garanties offertes, il est précisé que les remboursements ne pourront dépasser les dépenses restées réellement à la charge de l'assuré. Pas question d'offrir, comme dans certaines publicités, « 400 francs dès le premier jour d'hospitalisation ».

Ce texte va aussi être transmis au ministère des finances, afin que les dispositions puissent être reprises dans le projet de loi concernant les assurances. Les partenaires sociaux acceptent, en effet, les nouvelles exigences que si — ce qui est logique — celles-ci s'appliquent aussi aux compagnies d'assurances. G. H.

### REPÈRES

#### Commerce extérieur

##### L'excédent japonais augmente en 1988-1989

Au 31 mars 1989, fin de l'année budgétaire, l'excédent commercial japonais atteignait 79 milliards de dollars (500 milliards de francs) contre 75,99 milliards en 1987-1988, a annoncé le ministère nippon des finances. Sur la base des données douaniers, le surplus de mars a diminué pour représenter 6,74 milliards de dollars en données brutes contre 7,48 milliards un an auparavant. En données corrigées des variations saisonnières, la réduction est encore plus nette, l'excédent revenant à 5,57 milliards.

Le mois dernier, les exportations progressaient de 28,6 %, mais sur

l'ensemble de l'année budgétaire 1988-1989, le solde positif du Japon augmente par rapport aux Etats-Unis pour s'inscrire à 4,13 milliards de dollars contre 3,40 milliards l'année précédente. Il recule un peu à l'égard de la CEE pour s'élever à 1,7 milliard de dollars contre 1,93 milliard en 1987-1988.

#### Prix

##### + 0,3 % en mars en France

La hausse des prix de détail en France a été de 0,3 % en mars, selon les calculs provisoires de l'INSEE. En un an (de mars 1988 à mars 1989), l'augmentation est de 3,4 %, comme en février par rapport à février 1988. La différence d'inflation calculée en un an est de 0,7 point avec la RFA, qui a enregistré en mars une hausse annuelle de ses prix de détail de 2,7 %. L'écart actuel France-RFA est le plus faible depuis 1973.

Le résultat de mars apparaît bon dans la mesure où les prix de l'essence ont continué d'augmenter après la hausse déjà sensible enregistrée en février (0,7 %). Mais l'essentiel de l'augmentation des prix des carburants se répercutera sur l'indice d'avril, qui pourrait, du coup, augmenter de 0,6 ou 0,7 %. Une hausse de 10 centimes de l'essence entraîne en effet une augmentation supplémentaire des prix d'un dixième de point. Or il semble que l'essence la pompe ait augmenté d'environ 30 centimes, sans qu'il soit encore possible de préciser sur quelle période (mars-avril). La publication par l'INSEE, dans une dizaine de jours, des résultats détaillés de l'indice de mars fournira à ce sujet d'utiles renseignements.

#### DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde

RADIO TELEVISION

COMMUNICATION

## BSN, C'EST TOUT CE QUE J'AIME.



Danone, Gervais, Panzani, Amora, Eldina, Pie Qui Chante, Liebig, Lu, L'Acacia, Hildebert, Kronenbourg, Kaiserbräu, Evian, Badoit, Pommery, Lanson... Tout ce que j'aime, c'est BSN. C'est BSN, premier groupe alimentaire français, qui rassemble plus de cent marques parmi les plus prestigieuses dans le monde. Avec elles, BSN, présent dans la vie de chacun, dans tous les pays, tout au long de la journée, vous nourrit « de l'aube jusqu'au bout de la nuit ». Premier producteur européen de bouteilles de verre, BSN est devenu, en vingt ans, le premier fabricant mondial de produits laitiers frais et d'eaux minérales, le deuxième en Europe pour la bière et les pâtes alimentaires, le troisième dans le monde pour les biscuits et le champagne. Aujourd'hui, BSN a atteint la dimension internationale, emploie 42 000 personnes, réalise un chiffre d'affaires de plus de 42 milliards de francs et un bénéfice de 2,2 milliards de francs. BSN, c'est tout ce que j'aime.

**BSN**  
GROUPE  
PREMIER GROUPE ALIMENTAIRE  
FRANÇAIS

BSN A DIVISÉ SON TITRE PAR 10. VOUS AUSSI, DEVEZ-VOUS ACTIONNAIRE DE BSN





# Marchés financiers

## BOURSE DU 14 AVRIL

[illegible]

Comptant (sélection)

SICAV (sélection)

13/4

VALEURS	% de nom.	% de coupon	VALEURS	Cours princ.	Dernier cours	VALEURS	Cours princ.	Dernier cours	VALEURS	Emission	Frans incl.	Rachet net	VALEURS	Emission	Frans incl.	Rachet net	VALEURS	Emission	Frans incl.	Rachet net
Obligations									Étrangères											
Emp. 100 % 77	125 05	7 800	C.C.F. (France de)	.....	201	Lonex (Sul)	2375	2375	Valeins	.....	1415	A.A.A. A.	594 30	688 95	445 17	440 78	Passacina Romale	179 92	178 39	
5,80 % 76/83	101 60	7 410	C.I. Marone	.....	880	Lucia	1450	1450	Vire	.....	150	Actia	222 71	216 75	495 25	441 58	Pavlov	643 47	624 72	
10,80 % 79/84	104	6 560	Charm (B)	7720	7720	Madagasc	.....	108 50	Wassman S.A.	.....	838	Actia	513 28	494 73	100 43	97 90	Phara Placements	264 05	262 75	
13,25 % 82/80	104 84	11 435	Charm (B)	.....	940	Madagasc	.....	138	Wassman S.A.	.....	838	Actia	513 28	494 73	100 43	97 90	Phara Placements	264 05	262 75	
16,20 % 82/80	105 15	4 035	Compas	.....	1180	Madagasc	.....	138	Wassman S.A.	.....	838	Actia	513 28	494 73	100 43	97 90	Phara Placements	264 05	262 75	
16 % 82	107 05	13 545	Compas	.....	358	Madagasc	.....	138	Wassman S.A.	.....	838	Actia	513 28	494 73	100 43	97 90	Phara Placements	264 05	262 75	
14,60 % 84	106 50	4 180	Compas	.....	343	Madagasc	.....	138	Wassman S.A.	.....	838	Actia	513 28	494 73	100 43	97 90	Phara Placements	264 05	262 75	
13,40 % 84	118 70	4 180	Compas	.....	343	Madagasc	.....	138	Wassman S.A.	.....	838	Actia	513 28	494 73	100 43	97 90	Phara Placements	264 05	262 75	
12,20 % 84	108 55	6 294	Compas	.....	343	Madagasc	.....	138	Wassman S.A.	.....	838	Actia	513 28	494 73	100 43	97 90	Phara Placements	264 05	262 75	
11 % 84	112 22	1 987	Compas	.....	343	Madagasc	.....	138	Wassman S.A.	.....	838	Actia	513 28	494 73	100 43	97 90	Phara Placements	264 05	262 75	
10,25 % 86	108 40	0 628	Compas	.....	343	Madagasc	.....	138	Wassman S.A.	.....	838	Actia	513 28	494 73	100 43	97 90	Phara Placements	264 05	262 75	
ORT 12,76 % 2000	2027 20	.....	Compas	.....	343	Madagasc	.....	138	Wassman S.A.	.....	838	Actia	513 28	494 73	100 43	97 90	Phara Placements	264 05	262 75	
OAT 10 % 2000	106 32	8 822	Compas	.....	343	Madagasc	.....	138	Wassman S.A.	.....	838	Actia	513 28	494 73	100 43	97 90	Phara Placements	264 05	262 75	
OAT 5,50 % 1997	108 80	3 338	Compas	.....	343	Madagasc	.....	138	Wassman S.A.	.....	838	Actia	513 28	494 73	100 43	97 90	Phara Placements	264 05	262 75	
OAT 5,50 % 1998	104 26	1 987	Compas	.....	343	Madagasc	.....	138	Wassman S.A.	.....	838	Actia	513 28	494 73	100 43	97 90	Phara Placements	264 05	262 75	
OAT 5,50 % 1999	104 26	1 987	Compas	.....	343	Madagasc	.....	138	Wassman S.A.	.....	838	Actia	513 28	494 73	100 43	97 90	Phara Placements	264 05	262 75	
OAT 5,50 % 2000	104 26	1 987	Compas	.....	343	Madagasc	.....	138	Wassman S.A.	.....	838	Actia	513 28	494 73	100 43	97 90	Phara Placements	264 05	262 75	
OAT 5,50 % 2001	104 26	1 987	Compas	.....	343	Madagasc	.....	138	Wassman S.A.	.....	838	Actia	513 28	494 73	100 43	97 90	Phara Placements	264 05	262 75	
OAT 5,50 % 2002	104 26	1 987	Compas	.....	343	Madagasc	.....	138	Wassman S.A.	.....	838	Actia	513 28	494 73	100 43	97 90	Phara Placements	264 05	262 75	
OAT 5,50 % 2003	104 26	1 987	Compas	.....	343	Madagasc	.....	138	Wassman S.A.	.....	838	Actia	513 28	494 73	100 43	97 90	Phara Placements	264 05	262 75	
OAT 5,50 % 2004	104 26	1 987	Compas	.....	343	Madagasc	.....	138	Wassman S.A.	.....	838	Actia	513 28	494 73	100 43	97 90	Phara Placements	264 05	262 75	
OAT 5,50 % 2005	104 26	1 987	Compas	.....	343	Madagasc	.....	138	Wassman S.A.	.....	838	Actia	513 28	494 73	100 43	97 90	Phara Placements	264 05	262 75	
OAT 5,50 % 2006	104 26	1 987	Compas	.....	343	Madagasc	.....	138	Wassman S.A.	.....	838	Actia	513 28	494 73	100 43	97 90	Phara Placements	264 05	262 75	
OAT 5,50 % 2007	104 26	1 987	Compas	.....	343	Madagasc	.....	138	Wassman S.A.	.....	838	Actia	513 28	494 73	100 43	97 90	Phara Placements	264 05	262 75	
OAT 5,50 % 2008	104 26	1 987	Compas	.....	343	Madagasc	.....	138	Wassman S.A.	.....	838	Actia	513 28	494 73	100 43	97 90	Phara Placements	264 05	262 75	
OAT 5,50 % 2009	104 26	1 987	Compas	.....	343	Madagasc	.....	138	Wassman S.A.	.....	838	Actia	513 28	494 73	100 43	97 90	Phara Placements	264 05	262 75	
OAT 5,50 % 2010	104 26	1 987	Compas	.....	343	Madagasc	.....	138	Wassman S.A.	.....	838	Actia	513 28	494 73	100 43	97 90	Phara Placements	264 05	262 75	
OAT 5,50 % 2011	104 26	1 987	Compas	.....	343	Madagasc	.....	138	Wassman S.A.	.....	838	Actia	513 28	494 73	100 43	97 90	Phara Placements	264 05	262 75	
OAT 5,50 % 2012	104 26	1 987	Compas	.....	343	Madagasc	.....	138	Wassman S.A.	.....	838	Actia	513 28	494 73	100 43	97 90	Phara Placements	264 05	262 75	
OAT 5,50 % 2013	104 26	1 987	Compas	.....	343	Madagasc	.....	138	Wassman S.A.	.....	838	Actia	513 28	494 73	100 43	97 90	Phara Placements	264 05	262 75	
OAT 5,50 % 2014	104 26	1 987	Compas	.....	343	Madagasc	.....	138	Wassman S.A.	.....	838	Actia	513 28	494 73	100 43	97 90	Phara Placements	264 05	262 75	
OAT 5,50 % 2015	104 26	1 987	Compas	.....	343	Madagasc	.....	138	Wassman S.A.	.....	838	Actia	513 28	494 73	100 43	97 90	Phara Placements	264 05	262 75	
OAT 5,50 % 2016	104 26	1 987	Compas	.....	343	Madagasc	.....	138	Wassman S.A.	.....	838	Actia	513 28	494 73	100 43	97 90	Phara Placements	264 05	262 75	
OAT 5,50 % 2017	104 26	1 987	Compas	.....	343	Madagasc	.....	138	Wassman S.A.	.....	838	Actia	513 28	494 73	100 43	97 90	Phara Placements	264 05	262 75	
OAT 5,50 % 2018	104 26	1 987	Compas	.....	343	Madagasc	.....	138	Wassman S.A.	.....	838	Actia	513 28	494 73	100 43	97 90	Phara Placements	264 05	262 75	
OAT 5,50 % 2019	104 26	1 987	Compas	.....	343	Madagasc	.....	138	Wassman S.A.	.....	838	Actia	513 28	494 73	100 43	97 90	Phara Placements	264 05	262 75	
OAT 5,50 % 2020	104 26	1 987	Compas	.....	343	Madagasc	.....	138	Wassman S.A.	.....	838	Actia	513 28	494 73	100 43	97 90	Phara Placements	264 05	262 75	
OAT 5,50 % 2021	104 26	1 987	Compas	.....	343	Madagasc	.....	138	Wassman S.A.	.....	838	Actia	513 28	494 73	100 43	97 90	Phara Placements	264 05	262 75	
OAT 5,50 % 2022	104 26	1 987	Compas	.....	343	Madagasc	.....	138	Wassman S.A.	.....	838	Actia	513 28	494 73	100 43	97 90	Phara Placements	264 05	262 75	
OAT 5,50 % 2023	104 26	1 987	Compas	.....	343	Madagasc	.....	138	Wassman S.A.	.....	838	Actia	513 28	494 73	100 43	97 90	Phara Placements	264 05	262 75	
OAT 5,50 % 2024	104 26	1 987	Compas	.....	343	Madagasc	.....	138	Wassman S.A.	.....	838	Actia	513 28	494 73	100 43	97 90	Phara Placements	264 05	262 75	
OAT 5,50 % 2025	104 26	1 987	Compas	.....	343	Madagasc	.....	138	Wassman S.A.	.....	838	Actia	513 28	494 73	100 43	97 90	Phara Placements	264 05	262 75	
OAT 5,50 % 2026	104 26	1 987	Compas	.....	343	Madagasc	.....	138	Wassman S.A.	.....	838	Actia	513 28	494 73	100 43	97 90	Phara Placements	264 05	262 75	
OAT 5,50 % 2027	104 26	1 987	Compas	.....	343	Madagasc	.....	138	Wassman S.A.	.....	838	Actia	513 28	494 73	100 43	97 90	Phara Placements	264 05	262 75	
OAT 5,50 % 2028	104 26	1 987	Compas	.....	343	Madagasc	.....	138	Wassman S.A.	.....	838	Actia	513 28	494 73	100 43	97 90	Phara Placements	264 05	262 75	
OAT 5,50 % 2029	104 26	1 987	Compas	.....	343	Madagasc	.....	138	Wassman S.A.	.....	838	Actia	513 28	494 73	100 43	97 90	Phara Placements	264 05	262 75	
OAT 5,50 % 2030	104 26	1 987	Compas	.....	343	Madagasc	.....	138	Wassman S.A.	.....	838	Actia	513 28	494 73	100 43	97 90	Phara Placements	264 05	262 75	
OAT 5,50 % 2031	104 26	1 987	Compas	.....	343	Madagasc	.....	138	Wassman S.A.	.....	838	Actia	513 28	494 73	100 43	97 90	Phara Placements	264 05	262 75	
OAT 5,50 % 2032	104 26	1 987	Compas	.....	343	Madagasc	.....	138	Wassman S.A.	.....	838	Actia	513 28	494 73	100 43	97 90	Phara Placements	264 05	262 75	
OAT 5,50 % 2033	104 26	1 987	Compas	.....	343	Madagasc	.....	138	Wassman S.A.	.....	838	Actia	513 28	494 73	100 43	97 90	Phara Placements	264 05	262 75	
OAT 5,50 % 2034	104 26	1 987	Compas	.....	343	Madagasc	.....	138	Wassman S.A.	.....	838	Actia	513 28	494 73	100 43	97 90	Phara Placements	264 05	262 75	
OAT 5,50 % 2035	104 26	1 987	Compas	.....	343	Madagasc	.....	138	Wassman S.A.	.....	838	Actia	513 28	494 73	100 43	97 90	Phara Placements	264 05	262 75	
OAT 5,50 % 2036	104 26	1 987	Compas	.....	343	Madagasc	.....	138	Wassman S.A.	.....	838	Actia	513 28	494 73	100 43	97 90	Phara Placements	264 05	262 75	
OAT 5,50 % 2037	104 26	1 987	Compas	.....	343	Madagasc	.....	138	Wassman S.A.	.....	838	Actia	513 28	494 73	100 43	97 90	Phara Placements	264 05	262 75	
OAT 5,50 % 2038	104 26	1 987	Compas	.....	343	Madagasc	.....	138	Wassman S.A.	.....	838	Actia	513 28	494 73	100 43	97 90	Phara Placements	264 05	262 75	
OAT 5,50 % 2039	104 26	1 987	Compas	.....	343	Madagasc	.....	138	Wassman S.A.	.....	838	Actia	513 28	494 73	100 43	97 90	Phara Placements	264 05	262 75	
OAT 5,50 % 2040	104 26	1 987	Compas	.....	343	Madagasc	.....	138	Wassman S.A.	.....	838	Actia	513 28	494 73	100 43	97 90	Phara Placements	264 05	262 75	
OAT 5,50 % 2041	104 26	1 987	Compas	.....	343	Madagasc	.....	138	Wassman S.A.	.....	838	Actia	513 28	494 73	100 43	97 90	Phara Placements	264 05	262 75	
OAT 5,50 % 2042	104 26	1 987	Compas	.....	343	Madagasc	.....	138	Wassman S.A.	.....	838	Actia	513 28	494 73	100 43	97 90	Phara Placements	264 05	262 75	
OAT 5,50 % 2043	104 26	1 987	Compas	.....	343	Madagasc	.....	138	Wassman S.A.	.....	838	Actia	513 28	494 73	100 43	97 90	Phara Placements	264 05	262 75	
OAT 5,50 % 2044	104 26	1 987	Compas	.....	343	Madagasc	.....	138	Wassman S.A.	.....	838	Actia	513 28	494 73	100 43	97 90	Phara Placements	264 05	262 75	
OAT 5,50 % 2045	104 26	1 987	Compas	.....	343	Madagasc	.....	138	Wassman S.A.	.....	838	Actia	513 28	494 73	100 43	97 90	Phara Placements	264 05	262 75	
OAT 5,50 % 2046	104 26	1 987	Compas	.....	343	Madagasc	.....	138	Wassman S.A.	.....	838	Actia	513 28	494 73	100 43	97 90	Phara Placements	264 05	262 75	
OAT 5,50 % 2047	104 26	1 987	Compas	.....	343	Madagasc	.....	138	Wassman S.A.											

ÉTRANGER	POLITIQUE	SOCIÉTÉ	CULTURE	ÉCONOMIE	SERVICES	TÉLÉMATIQUE
3 Le remaniement du gouvernement en RFA. 5 Quatre Palestiniens tués en Cisjordanie. 6 Djibouti après les inondations. — Référendum en Uruguay.	7 La Corée après la rupture des négociations. 8-9 La préparation des élections européennes dans l'opposition. 9 « Journal d'un amateur » par Philippe Boucher.	10 La campagne pour sauver la forêt amazonienne. — La coopération franco-espagnole dans la lutte antiterroriste. 12 Neuf inculpations à Marseille dans une affaire de blanchiment d'argent. — Le meurtre présumé d'une fillette écroulée à Metz.	21 Théâtre : les Victimes cloîtrées ; les Grandes Journées du Père Duchesne. 22 Arts : « La far à Paris » au pavillon de l'Armenie. — Communication : la réglementation de la télévision européenne.	26 La construction de l'Europe monétaire. — La fusion des réseaux Havas et Wagons-Lits. 27 L'industrie pharmaceutique en question. 29 La congrès de la FNSEA. — Un projet de loi sur la prévoyance complémentaire. 30-31 Marchés financiers.	Abonnements ..... 2 Annonces classées ..... 26 Carnet ..... 12 Loto, Loto sportif ..... 24 Météorologie ..... 14 Jeux ..... 20 Philatélie ..... 14 Radio-télévision ..... 24	Les données dénichées ..... AFP Consultez votre portefeuille, la Bourse en direct ..... BOURSE Abonnez-vous au Monde ABO 3815 tapez LEMONDE Consultez vos livres 3815 tapez LM

## MAURITANIE

## Des étudiants dénoncent les méthodes répressives du régime

La grève des étudiants de l'université de Nouakchott, en décembre 1988, vient d'avoir des suites avec la publication d'un rapport sur « la répression du mouvement étudiant en Mauritanie », qui rassemble les témoignages de certains de ceux qui, à l'époque, avaient été arrêtés plusieurs jours par les services de la sûreté de l'Etat et qui ont subi « de graves atteintes à leur dignité morale et physique ».

« Les supplices qui nous ont été infligés engagent la responsabilité des plus hautes personnalités de l'Etat », assurent les auteurs du rapport. Ceux-ci dénoncent les « énormes dépenses » faites « sous forme de primes à la délation » et les « fonds spéciaux mis à la disposition des gouverneurs de région pour les besoins de la collecte d'informations auprès des notabilités tribales ». A leur avis, « toute cette nébuleuse du mouchardage constitue la scène privilégiée des règlements de comptes ».

entre tendances politiques alliées au régime ».

Inspiré par l'amicale des étudiants de l'université de Nouakchott, qui cherche à agir « en dehors de toute clandestinité », ce rapport a été diffusé auprès des autorités mauritaniennes. Celles-ci avaient envisagé de légaliser cette amicale et de la transformer en syndicat, mais la grève de décembre dernier a interrompu les discussions en cours.

L'amicale, qui rassemble des étudiants venus de tous les horizons ethniques et idéologiques, se veut animée par « l'exigence morale de la non-violence » et par « l'idéal démocratique, pluraliste, socialiste et laïc ». Les auteurs du rapport jugent, en conclusion, que « tout le système est pourri » et se refusent à envisager l'avenir en terme de succession de pouvoir « entre justes militaires éphémères et inefficaces ».

## RFA

## Confusion après l'annonce d'une collaboration franco-allemande pour le retraitement nucléaire

BONN  
de notre correspondant

« Nous avons reçu de l'entreprise française Cogema une offre intéressante de coopération dans le domaine du retraitement des déchets nucléaires. » Cette annonce de M. Rudolf von Benningsen-Foerder, président de la Veba, la plus importante entreprise allemande de production d'énergie pétrolière et nucléaire, a fait l'effet d'une bombe en RFA (le Monde du 13 avril). Il ne s'agit ni plus ni moins que de l'abandon du concept d'indépendance nationale défini dans les années 70 en Allemagne dans le domaine de la production d'énergie.

La participation de Veba à la construction de la nouvelle tranche de l'usine de retraitement de La Hague (on évoque le chiffre de 49 %), dont la principale activité serait de retraiter les déchets ouest-allemands, pourrait signifier l'arrêt de la construction de

l'usine de retraitement de Wackersdorf en Bavière, vivement contestée par les écologistes. Le chancelier Kohl a déclaré jeudi 14 avril que la prise de position de M. von Benningsen-Foerder avait créé une « situation nouvelle, dont il allait s'entretenir avec le président Mitterrand lors du sommet franco-allemand des 19 et 20 avril ». Il a néanmoins refusé de se prononcer sur le destin de l'usine de Wackersdorf.

Le ministre-président de Bavière, M. Max Streibl, a immédiatement adressé un télégramme au chancelier pour lui demander des explications. Le gouvernement bavarois a défendu ces dernières années contre vents et marées la construction du centre de Wackersdorf, qui a été la cible de très nombreuses manifestations de mouvements écologistes et antinucléaires et dont le Parti social-démocrate réclame la fermeture.

L. R.

(Lire p. 3 nos autres informations.)

## Sur le vif

## Contre-indications

Je suis fatigué, là, les enfants. J'ai la crève et je peux pas me soigner. Je suis pas en assez bonne santé. J'ai été demander à mon copain Christian, il bosse à la pharmacie du coin :

— T'es pas quelque chose pour me soulager ? Je suis malade comme un chien.

— Attends voir... Il y aurait bien... Non, ça, je te le conseille pas... Ça va te donner des vertiges, des vomissements, de l'urticaire, des troubles visuels, des maux d'estomac, des douleurs articulaires, des...

Tu comprends rien ou quoi ? Je veux pas choper une saloperie, je veux goûter de celle que j'ai. Pourquoi tu me donnes pas ce truc, là, tu te rappelles, tu m'en avais refilé après Noël pour mon mal de crâne.

— Oui, mais là, ça ira pas. Faut pas l'associer avec des barbituriques, des sulfamides, des tranquillisants, de l'insuline...

— Et alors ? J'en prends pas.

— Des antécédents...

— C'est quoi, ça ?

— C'est pour les gens qui partent de la coïte.

— Ben, c'est moi.

— Justement ! Je vais pas te vendre un produit bon pour la

migraine et mauvais pour la bronchite. Tiens et celui-ci ? Non, vaut mieux pas, rapport aux précautions d'emploi. Faut pas conduire, pas picoler. Éviter les crises d'épilepsie.

— Comment ça s'évite, ça ?

— En faisant attention de pas en avoir. Ça, dis-leur comme t'es, tu y arriveras jamais. Voyons, voyons... Qu'est-ce que je pourrais... Ah oui... Ah non ! C'est plein de contre-indications : grossesse, allaitement...

— De ce côté-là, franchement, ça craint plus tellement.

— Diabète, constipation, ulcère, insuffisance rénale, hypertension, psychoses...

— Dis tout de suite que je suis raide dingue.

— J'irais peut-être pas jusque-là, mais bon, là, je crains un peu les effets secondaires : sueurs, diarrée, sautes d'humeurs et tendances suicidaires.

— Tiens, je sers pas que ça venait en kit, les médicaments qui tuent. Remarque, là, ils risquent pas de te tuer : Do it yourself.

CLAUDE SARRAUTE.

## CHINE : en visite à Tokyo

## Le premier ministre, M. Li Peng, invite l'empereur Akihito à se rendre à Pékin

TOKYO  
de notre correspondant

L'entrée du Japon dans une nouvelle ère impériale à la suite de la mort de Hirohito a été perçue sur l'archipel comme le signe qu'une page était tournée. Une coupure symbolique qui semblait ressusciter aussi par ses voisins, comme l'a montré l'audience accordée, jeudi 13 avril, par l'empereur Akihito au premier ministre chinois, M. Li Peng, en visite au Japon. Certes, aussi formelle que par le passé, cette audience revêtait néanmoins un caractère diplomatique.

L'empereur, comme l'avait fait son père recouvrant le président Hsu Guofeng puis M. Deng Xiaoping, a présenté les regrets du Japon pour le passé, évoquant « une infortunée période » dans la longue histoire des relations entre les deux pays. L'expression est la même que celle

employée par Hirohito, mais, précise dans son commentaire la maison impériale, « la franchise dans l'admission des faits peut être interprétée comme un regret ».

M. Li, de son côté, a invité le nouvel empereur à se rendre en Chine. Selon les Mémoires d'un des grands chambellans de Hirohito, une telle visite avait été envisagée dans le passé par les Chinois, mais le gouvernement japonais avait estimé qu'elle n'était pas opportune, l'image de Hirohito demeurant liée à l'agression chez les voisins du Japon. Il avait préféré attendre.

L'empereur Akihito n'a pu donner de réponse à l'invitation de M. Li car c'est au gouvernement de décider. Cette fois, il semble que les autorités japonaises envisagent un voyage qui conduirait le monarque, au cours d'un même déplacement, en Chine et en Corée du Sud — les deux pays qui ont le plus souffert de l'expansionnisme nippon — et permettrait de tirer symboliquement un trait sur le passé. A condition que les dirigeants japonais, comme l'a fait encore récemment M. Takeshita, ne continuent pas à provoquer périodiquement des réactions courroucées des pays de la région par des déclarations tendant à étaler la responsabilité du Japon dans la guerre... Cette visite impériale ne pourrait avoir lieu avant 1991, l'année prochaine devant être marquée par les cérémonies de levée du deuil et du couronnement.

Ph. P.

## Remise en question de la retenue à la source en Allemagne fédérale

La remise de la retenue de la somme de 10 % prélevée en Allemagne sur les revenus de l'épargne depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1989 va, très probablement, être modifiée dans le sens d'un assouplissement, ont confirmé jeudi 13 avril le chancelier Kohl et son nouveau ministre des finances, M. Theo Waigel. Ce dernier a déclaré que cette retenue à la source, décidée l'an dernier par son prédécesseur, M. Gerhard Stoltenberg, était « un problème » et qu'il « fallait réfléchir à ce qu'il est possible de changer ».

Ces propos ont immédiatement fait baisser les taux d'intérêt en Allemagne et dopé le mark sur les marchés des changes. Ils ont, aussi, répandu une certaine confusion dans les milieux européens, le plan Schöner pour l'instauration d'un taux uniforme de 15 % de retenue à la source dans toute la Communauté risquant de se heurter à de nouvelles difficultés. M. Waigel, président de la CSU, chrétien-social bavarois, était un adversaire déclaré de la retenue à la source, qu'il jugeait néfaste, impopulaire et nuisible sur le plan politique. Avant le 1<sup>er</sup> janvier 1989, les contribuables allemands n'étaient astreints qu'à une déclaration volontaire de leurs revenus d'épargne, sans communication automatique de ceux-ci au fisc par les organismes payeurs, comme en France, et ne payaient l'impôt que sur 10 % des revenus perçus.

De son côté, la Banque fédérale d'Allemagne adressait, en public et en privé, les plus vives critiques à cette retenue à la source, coupable de tous les maux. D'abord cette taxe a incité les citoyens allemands à conserver en billets une part appréciable d'une épargne auparavant placée, ce qui a gonflé la masse monétaire, phénomène jugé inquiétant. Ensuite, selon le rapport annuel de la Banque, l'instauration immédiate de cette retenue a agi comme un « drap rouge » sur les investisseurs ouest-allemands et étrangers, et contribué à accélérer la sortie de capitaux : 115 milliards de marks (370 milliards de francs en 1987).

En outre, on estime que 100 milliards de marks (338 milliards de francs) sont partis en Luxembourg depuis le début de l'année, dont 40 milliards pour le seul mois de janvier. Pour la Banque fédérale, ces sorties affaiblissent le mark, dont la baisse renchérit le coût des importations et relance l'inflation outre-Rhin.

Selon des sources allemandes, M. Waigel envisage soit l'abolition de la nouvelle taxe en RFA jusqu'à l'instauration d'un impôt similaire dans l'ensemble de la CEE, soit l'exonération des revenus de l'épargne inférieure à 2 000 marks (6 800 F).

A Bruxelles, on juge difficile une abolition complète de la taxe, que le comte Lambdorff, président du FOP, parti libéral, juge improbable, « personne n'ayant décidé d'abolir cette retenue lors des négociations qui ont précédé le remaniement ministériel en RFA ». A Paris, M. Pierre Bérégovoy, ministre des finances, a déclaré qu'une telle abolition « serait un pas en arrière » dans l'harmonisation de la fiscalité européenne.

FRANÇOIS RENARD.

Le numéro du « Monde » daté 14 avril 1989 a été tiré à 498 852 exemplaires.

le journal mensuel de documentation politique après-demain

Fondé par le Ligue des droits de l'homme (non vendu dans les kiosques)

offre un dossier complet sur :

LA QUESTION SOCIALE

Avec notamment des articles de : J.-M. GALLARD, R. KOCHNER, J. ORAY, J.-L. GUILLARD, R. VIELLEARD, P. MACLOUF. Envoyer 30 F (timbres à 2 F ou chèques) à APRES-DEMAIN, 27, rue Jean-Dolent, 75014 Paris, en joignant le dossier demandé ou 150 F pour l'abonnement annuel (60 % d'économie, qui donne droit à l'envoi gratuit de ce numéro).

ABAISSONS LE FOL ORGUEIL DES PRIX !

Une partie de la Mode féminine est vendue beaucoup trop cher ! Des vêtements et des accessoires sont à des prix extravagants. En 1989, ces prix insensés sont vraiment inacceptables. Vive la liberté d'acheter avec plaisir, sans subir l'oppression des « griffes » ! A vous les tissus de coton, de lin, de soie, de laine, dans toute leur extraordinaire beauté, depuis 30 F le mètre.

RODIN 36, CHAMPS-ÉLYSÉES PARIS

Préservez votre dos fragile avec **TRECAFLEX** sommier de conception entièrement nouvelle, avec système de ressorts pré-comprimés à lufes flexibles. Incalculable tête et pied.

**CAPELOU**  
37, 29 DE LA REPUBLIQUE 75011 PARIS TEL. 43 51 36 35 - MÉTRO PASTILLERIE

## MOIS DE MAI : JOUEZ L'ÉVASION !

Le calendrier 1989 offre l'occasion rêvée de s'échapper quelques jours, et de goûter au sépayement que procure une croisière en mer ; Ainsi **FRANTOUR VOYAGES** a tout spécialement affrété l'**ENRICO COSTA**, et vous propose une croisière en Méditerranée du 5 au 11 mai. Escales à MONASTIR, MALTE, CAPRI, ELBE (Porto Ferraro). De 4 180 F à 7 830 F, départ et arrivée à VILLEFRANCHE. Conditions tarifaires spéciales pour rejoindre le port, au départ de toutes les gares SNCF.

## RENSEIGNEMENTS ET INSCRIPTIONS :

- Toutes les agences de voyages, dont les 46 agences **FRANTOUR VOYAGES**.
- Par téléphone, Sophie : 45-63-03-14.
- Par correspondance : **FRANTOUR VOYAGES** : BP 62-08, 75362 PARIS CEDEX 08

## M. Jacques Barrot invité du « Grand Jury-RFL de la Mode »

M. Jacques Barrot, secrétaire général du CDS, député de la Haute-Loire, sera l'invité de l'émission hebdomadaire « Le grand Jury-RFL de la Mode », le dimanche 16 avril, de 18 h 15 à 19 h 30.

Le président du conseil général de la Haute-Loire, second de M. Météguerie au Parti ouvrier, répondra aux questions d'André Fournier et de Daniel Carton, du Monde, et de Paul-Jacques Truffaut et de Paul Joly, de RTL, le débat étant dirigé par Olivier Mazzuoli.

## Publicité

**Pantalons DOUBLES, POUR HOMME en flanelle 189 F !**

et 240 F en serge extensible : 390 F le blazer pure laine ; 690 F la veste cachemire et laine ; à partir de 990 F le costume Dormed ; smoking laine et mohair 1.387 F ; chemises ; cravates ; des prix incroyables depuis 4 ans ! Parce que les Sripapots du Monde ont en direct les créations Guy d'Ambois vous avez ces prix et la qualité. (Rayon spécial : grands et forts jusqu'à 62) Métro Saint-Sébastien-Froissart, 3, rue du Pont-aux-Choux. De 10 h à 19 h, sauf lundi matin.

JP 11/10/89